



N°715

EL DJEICH

Février 2023 - Radjeb 1444

Revue mensuelle de l'Armée nationale populaire

تاريخ مجيد وعهد جديد

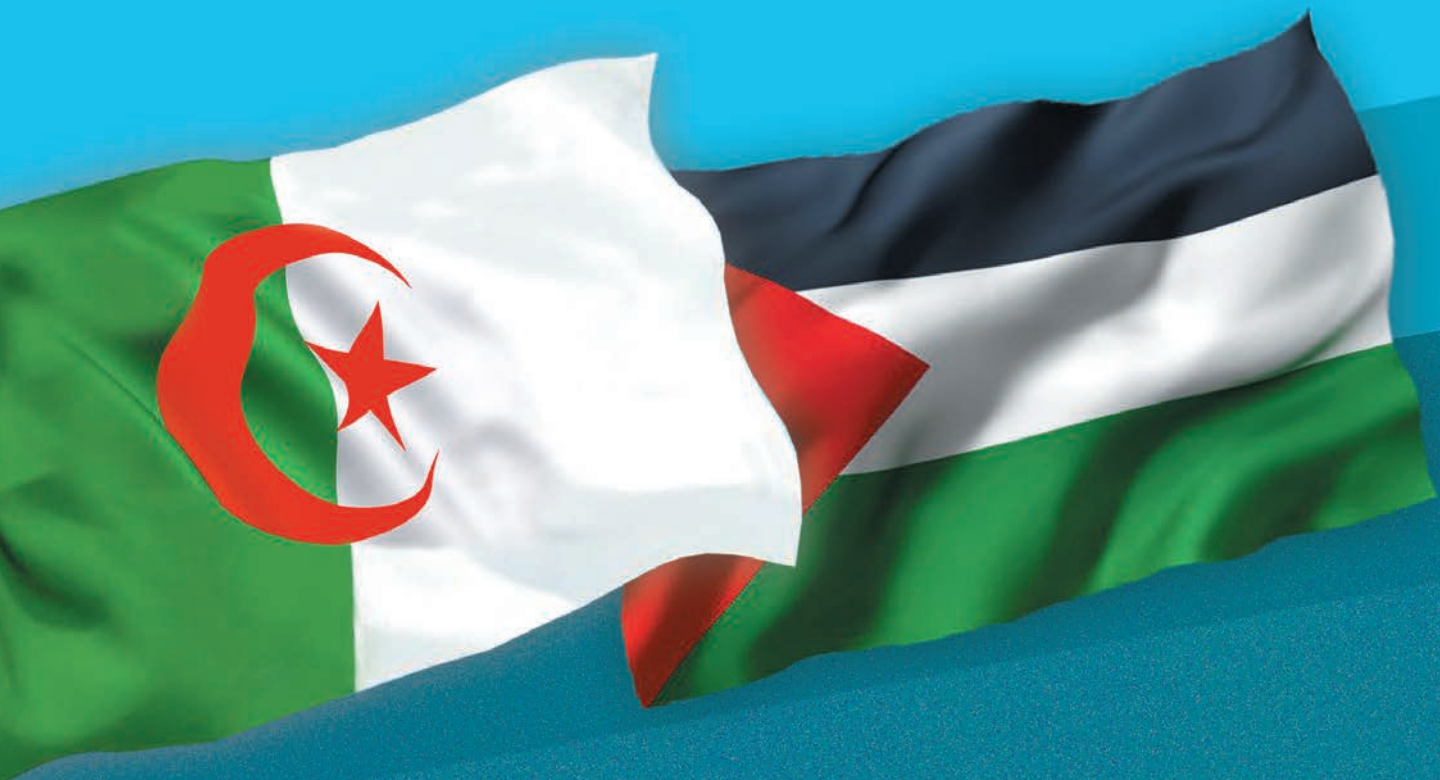
Nationalisation des hydrocarbures
et opération qualitative de Tiguentourine

La souveraineté énergétique une ligne rouge



Dossier

Défense et sécurité
cybernétiques
Enjeu stratégique



“

Au moment où je réitère mes sincères félicitations aux frères palestiniens pour le consensus sur «la Déclaration historique d'Alger» portant l'unification des rangs en vue de réaliser l'unité nationale palestinienne, j'invite votre honorable union à accompagner les frères palestiniens dans le processus du parachèvement de ce projet et l'exécution des échéances nationales énoncées dans la feuille de route approuvée.

”

Extrait du message de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la tenue de la 17^e session de la Conférence de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique

L'Algérie souveraine dans ses décisions

Depuis son indépendance, qu'elle a arrachée après un combat acharné contre l'occupant usurpateur, notre pays a mis un point d'honneur à adopter des décisions souveraines et historiques, inspirées de sa glorieuse Révolution, reflétant son attachement indéfectible aux principes de liberté et de dignité. C'est ce qui explique sa position immuable de défense du droit des peuples sous occupation à l'autodétermination et à l'exploitation des ressources et richesses que recèlent leurs pays.

Parmi les décisions souveraines prises par l'Algérie, moins de 10 années après son indépendance, celle relative à la nationalisation des hydrocarbures. En ce même mois, il y a de cela 52 ans, notre pays a pris cette décision historique qui répondait aux aspirations du peuple algérien à l'édification de l'Etat national indépendant et souverain. Le choix de la date du 24 février n'était pas fortuit, il l'a été en raison de sa signification et de sa symbolique, car coïncidant avec le 15^e anniversaire de la fondation de l'Union générale des travailleurs algériens, au plus fort de la glorieuse Révolution libératrice.

Cette décision souveraine a reçu un large soutien international, en particulier des pays du tiers monde pour qui l'Algérie était un modèle de lutte pour l'avènement d'un nouvel ordre mondial, plus juste et plus équitable. Comment pouvait-il en être autrement dès lors que notre pays a prouvé au monde entier sa détermination à ne faire aucune concession sur ses principes et ses positions immuables, inspirées des valeurs de sa glorieuse Révolution et de son long combat qui lui a coûté des millions de Chouhada.

Au fil des ans, avec le développement observé au niveau du secteur de l'énergie et des mines dans différents aspects, particulièrement ces dernières années, avec l'expansion des activités d'exploration et d'exploitation, et après que les hautes autorités du pays ont inscrit la sécurisation des installations pétrochimiques et énergétiques au titre des sites sensibles à protéger, l'Armée nationale populaire a pris sur elle de s'acquitter de cette mission. Une tâche qu'elle accomplit avec professionnalisme et compétence, d'autant que ces installations constituent des cibles éventuelles pour les groupes terroristes - qui pour la plupart ont été quasiment éradiqués par les unités de l'ANP - auxquelles les résidus de ces groupes peuvent s'attaquer pour la résonance médiatique que de tels actes peuvent avoir.

En l'état, les installations pétrochimiques et énergétiques bénéficient d'une sécurisation globale, ce qui est favorable à la concrétisation sur le terrain de la coopération et de l'investissement communs. Bien plus, cela encourage les opérateurs étrangers à investir dans le domaine des

hydrocarbures et des mines, compte tenu du climat des affaires stimulant ainsi que la sécurité et la stabilité qui prévalent dans notre pays. Ceci, grâce à l'exécution avec rigueur d'un plan très minutieusement étudié par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire pour protéger les installations énergétiques situées dans notre Grand Sud des risques pouvant constituer une menace directe pour ces opérateurs ou leurs employés.

Cette noble mission s'inscrit dans le cadre des tâches constitutionnelles assignées à l'Armée nationale populaire qui œuvre sans relâche à la sécurisation de nos frontières étendues, à la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale ainsi qu'à la préservation des intérêts suprêmes du pays, dans un monde qui connaît de profondes mutations géopolitiques, comme l'a affirmé en de nombreuses occasions Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire. Il avait souligné, en substance : *«Les défis sécuritaires complexes auxquels le monde est confronté ne sont à vrai dire que le prélude à des changements majeurs à venir, qui auront sans doute aucun des effets et des répercussions sur tous les pays du monde, sans exception.»*

Sur cette base, conformément aux instructions et directives de Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, notre armée, dans un contexte géopolitique régional et international très complexe, déploie des efforts considérables dans le cadre d'une stratégie globale effective, en mobilisant tous les moyens humains et matériels et en réunissant toutes les conditions pour le développement et le renforcement des capacités de notre système de défense.

Il est certain que notre pays, qui a repris l'initiative, avance à pas sûrs et fermes dans l'édification des fondements de la nouvelle Algérie, avec une diplomatie active qui est revenue en force sur le devant de la scène et avec une économie nationale qui se redresse rapidement. De fait, il dispose de capacités lui permettant d'être au diapason de ces évolutions, de s'adapter avec succès à tous ces développements et de faire face aux défis actuels et futurs, en s'appuyant sur ses référents révolutionnaires et la volonté de son peuple pour conforter la place du pays dans le concert des nations fortes sur lesquelles il faut compter. En ce sens, tous les indicateurs confirment que ce qui a été réalisé hier, à savoir le défi relevé de la nationalisation des hydrocarbures, sera inévitablement consolidé dans un proche avenir avec la sécurisation de l'économie qui ne sera que plus bénéfique pour notre pays et notre peuple ■



Superviseur général

Monsieur le général
d'armée Saïd Chanegriha,
chef d'état-major
de l'Armée nationale
populaire

Responsable de la publication

Le directeur de l'information
et de la communication

Général-major
Mabrouk Saba

Directeur du Centre national des publications militaires

Colonel
Salim Guerraiche

Chef de département rédaction

Colonel Ahmed Chetata

Chef de département pré-press

Lt/ colonel Abdelhakim Louzri

Réalisateur

PCA/ Abdelouahid Meziane

Impression

Etablissement des Editions
Populaires de l'Armée

Tirage : 25 000 exemplaires.

Editeur

Centre national
des publications militaires.

Issn : 0419-4799

Tél : (021) 65 44 02

Fax : (021) 65 44 32

E-mail : cnpm@mdn.dz

Site web : www.mdn.dz

Siège social : Rue Bachir-
Attar- 1^{er} Mai. Alger (Algérie).

01 Edito d'El Djeich

L'Algérie souveraine dans ses décisions

04 Activités du Président

23 Activités militaires

30 Armée-nation

L'intervention des détachements de l'ANP
lors des dernières intempéries

32 Unités en action

33 A l'occasion

Nationalisation des hydrocarbures et
opération qualitative de Tiguentourine

43 Dossier

Défense et sécurité cybernétiques.
Enjeu stratégique

58 Reportage

Etablissement central de construction

62 Cause sahraouie

16^e congrès du Front populaire de
libération de Saguia El Hamra et Oued
Ed-Dahab

64 Contribution

L'implant dentaire, tout ce que vous
devez savoir

66 Histoire

Usage du napalm par la France durant
la Révolution libératrice

68 Sport

Zoom sur la 1^{re} équipe nationale
militaire de natation



Activités du Président



Activités militaires



Cause sahraouie

Message de Monsieur le Président de la République à l'occasion de la tenue de la 17^e session de la Conférence de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique



Consolidation de l'immunité intellectuelle

Au nom d'e Dieu clément et miséricordieux, que la prière et le salut soient sur les plus nobles de ses Messagers.

Il me plaît de vous souhaiter, à tous, la bienvenue dans votre pays, l'Algérie, dans l'hospitalité du peuple algérien qui aspire, comme le reste des peuples de notre monde islamique, à insuffler un nouvel esprit à votre action commune, au service de la grandeur de notre religion et de nos patries respectives.

Aujourd'hui, vous, porteurs des aspirations de nos peuples musulmans, vous vous réunissez dans un contexte international et régional marqué par des conflits complexes et de multiples crises, dont les plus importantes, l'énergie et l'alimentation, qui secouent le monde entier, ainsi que d'autres risques qui nous guettent, comme le terrorisme et la violation culturelle qui vise l'atteinte de nos référents et le démantèlement de nos sociétés.

Vous avez su choisir le slogan de cette session, «Le monde islamique et les enjeux de la modernité et du développement», à l'ombre des menaces accrues et les influences du monde virtuel, qui ont imposé une réalité qui exige la consolidation des liens de coopération entre nos peuples et l'activation de mécanismes d'action de solidarité en quête de voies à même de parvenir à des solutions adéquates et à faire prévaloir le dialogue, loin de toutes les formes de fanatisme et d'extrémisme.

Les grands défis qu'impose la situation mondiale critique nous ne fait pas oublier les crises politiques et sécuritaires, les zones de tensions et les enjeux du développement dont souffre notre monde musulman et qui constituent, certainement, des questions primordiales dans l'agenda de l'Union parlementaire des Etats membres de l'OIC.

A ce propos, la cause palestinienne

demeure la question centrale pour la Nation musulmane et l'Organisation de la coopération islamique... A cette occasion, nous appelons à redoubler d'efforts pour mobiliser davantage de soutien politique et matériel pour permettre au peuple palestinien de résister aux crimes systématiques auxquels il est confronté à large échelle, notamment face à l'entêtement de l'occupant sioniste et la poursuite de ses graves violations, à travers l'expansion des colonies et les dernières violations de la sacralité de la Mosquée Al-Aqsa.

Dans ce contexte, tout en renouvelant son attachement et son engagement envers l'initiative arabe pour la paix avec tous ses éléments, visant à garantir la réalisation des ambitions légitimes du peuple palestinien à établir leur Etat indépendant, l'Algérie continuera d'œuvrer en concert avec ses frères du monde islamique ainsi que tous les Etats épris de justice et de liberté, pour permettre à l'Etat palestinien d'obtenir la qualité de membre à part entière à l'Organisation des Nations unies. A partir de cette tribune, au moment où je réitère mes sincères félicitations aux frères palestiniens pour le consensus sur «la Déclaration historique d'Alger» portant l'unification des rangs en vue de réaliser l'unité nationale palestinienne, j'invite votre honorable union à accompagner les frères palestiniens dans le processus du parachèvement de ce projet et l'exécution des échéances nationales énoncées dans la feuille de route approuvée.

L'Algérie, qui suit avec intérêt les développements actuels dans certains pays frères du monde musulman (Yémen, Libye, Syrie, Soudan), demeure toujours disponible à aider à la recherche des voies menant vers la concorde et la stabilité et soucieuse d'appeler à un dialogue global et à la réconciliation nationale.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour vous inviter à réfléchir à la création

d'un comité des sages, qui contribuera au règlement des conflits et à faire prévaloir le dialogue dans la résolution des crises dans notre monde musulman, sachant que notre Nation dispose d'oulémas, de femmes et d'hommes ouverts au dialogue et d'une diplomatie préventive efficace, ce dont nous sommes tous fiers.

Chères sœurs... chers frères

Les manifestations d'hostilité et de haine à l'égard des musulmans qui ont entraîné une recrudescence des actes de discrimination, de marginalisation et d'exclusion, exigent de redoubler d'efforts pour trouver des formules civilisationnelles permettant de lutter contre cette discrimination systématique et les sentiments d'islamophobie, de haine et d'intolérance. L'islam tolérant est une religion du juste milieu et de la modération ainsi que celle des hautes valeurs humaines.... Enfin, je mets sous vos yeux cette présente initiative avec des mécanismes actifs en vue de renforcer la coopération et la solidarité islamiques. Il s'agit de :

- la création d'un centre de recherche pour renforcer l'immunité intellectuelle face aux mutations numériques effrénées auxquelles les sociétés islamiques sont confrontées. L'Algérie est disponible à abriter ce centre qui doit faire partie de l'organe de l'union ;
- le lancement d'une stratégie sur la coopération intellectuelle, électronique et cybernétique entre les Etats membres de l'union ;
- la création d'un incubateur pour attirer et promouvoir les start-ups et les projets innovants au profit des jeunes.

Je vous souhaite à tous un bon séjour entre vos frères en Algérie... Je prie Allah le Tout-Puissant de guider vos actions vers la réussite «Dis, œuvrez, car Allah va voir votre œuvre, de même que son Messager et les croyants»■



Réunion du Conseil des ministres

Le projet de loi relatif à la prévention et la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants salué

Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, le 24 janvier 2023, une réunion du Conseil des ministres consacrée à deux projets de lois, le premier relatif à la prévention et à la répression de l'usage, du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes et le deuxième fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement, ainsi qu'à un exposé sur les mesures pratiques pour limiter le phénomène d'asphyxie par gaz brûlés (monoxyde de carbone) dans les foyers.

Après l'ouverture de la séance par Monsieur le Président de la République et la présentation du bilan d'activité du gouvernement au cours des deux dernières semaines par Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président a donné les directives et instructions suivantes:

Premièrement : projet de loi fixant les conditions et modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement : Monsieur le Président a ordonné la révision et l'enrichissement du projet de loi en tenant compte des orientations suivantes :

- L'esprit de la loi doit reposer sur la liberté pour le citoyen d'investir dans son domaine de compétence, en évitant les graves dérives qu'a

connues le pays dans le domaine du foncier industriel.

- La vision de l'Algérie, à travers cette loi, consiste à encourager l'investissement dans une optique intégrée pour un décollage en matière de développement garantissant une dynamique économique plus forte.

- Monsieur le Président de la République a souligné que l'octroi du foncier à des fins économiques doit s'accompagner d'une réelle souplesse juridique pour encourager et attirer les investissements, en veillant aux intérêts supérieurs de l'Etat.

- Faire intégralement reposer ces opérations sur le système numérique pour éviter la bureaucratie, le système de guichet unique visant la réalisation de projets plus vite et de manière plus efficace.

- Le projet de loi doit prendre en ligne de compte, outre la répartition équitable des projets d'investissement à travers l'ensemble du territoire national, la nature et les objectifs des projets en fonction de la spécificité de chaque région et de son efficacité.

Deuxièmement : exposé sur les mesures pratiques pour limiter le phénomène d'asphyxie par gaz brûlés (monoxyde de carbone) dans les foyers :

- Afin de protéger les vies de nos concitoyens, le Conseil des ministres a décidé de charger le groupe Sonelgaz, à partir de la réunion d'aujourd'hui, d'équiper gratuitement les foyers de systèmes d'alarme (lumineux et sonores) pour prévenir le monoxyde de carbone.

- Le cahier des charges de réalisation des projets d'habitations, toutes formes confondues, doit obligatoirement prévoir ce genre de systèmes.

- Monsieur le Président a ordonné aux ministères du Commerce, de l'Industrie et des Start-ups de coordonner pour l'élaboration d'une nouvelle loi portant création de laboratoires de normalisation et de contrôle de sécurité dans tous les domaines.

- Assurer la coordination entre les ministères de l'Enseignement supérieur, de l'Industrie et des Start-ups pour le recrutement de chercheurs et de spécialistes dans ces nouveaux laboratoires.

- Il a ordonné l'élaboration de textes juridiques fermes interdisant toute atteinte aux systèmes de chauffage, de tuyauterie de gaz et aux sources d'énergie qui alimentent les foyers, tout en interdisant leur modification une fois livrés.

- Il a ordonné l'ouverture de laboratoires de contrôle technique et de qualité à travers le territoire relevant de Sonelgaz chargés de contrôler les équipements électroménagers qui causent le plus d'accidents ménagers, notamment les chauffages.

- Encourager les industriels locaux

Monsieur le Président de la République préside une réunion du Haut conseil de sécurité



Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, le 30 janvier 2023, une réunion du Haut conseil de sécurité■

à couvrir la demande sur le marché national en équipements et en systèmes de chauffage de qualité et respectant les normes de sécurité avec un accompagnement technique de haut niveau pour doter tous les logements en cours de réalisation.

Troisièmement : Monsieur le Président a salué la teneur du projet de loi relatif à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, qui a prévu des mesures de nature à immuniser la société contre ce fléau. Le Conseil des ministres a adopté, au terme du débat, ce projet de loi.

Orientations générales

Secteur des travaux publics :

- Accélérer la création d'une société mixte d'industrie ferroviaire, en collaboration avec les expertises étrangères dans ce domaine et de renommée internationale, dans l'objectif de parvenir à un réseau de voie ferrée couvrant l'ensemble du territoire national, à raccorder le Nord au Sud et faciliter le transport au profit des opérateurs économiques.

- Accorder la priorité absolue à l'extension de la voie ferrée, notamment celle de Ouargla-Tamanrasset, Ghardaïa-Ménée et Gara Djebilet-Béchar, compte tenu

de l'importance économique et stratégique de ces axes.

Secteur de l'agriculture :

- Monsieur le Président a enjoint au gouvernement de redoubler d'efforts en vue d'augmenter la production des récoltes agricoles, notamment le blé, et accroître le taux de sa production à 30 quintaux/hectare, l'objectif étant de réaliser, dans les plus brefs délais, l'autosuffisance dans cette matière stratégique, d'autant que toutes les conditions sont réunies pour atteindre l'objectif cette saison.

- Monsieur le Président a réitéré ses orientations concernant la libération immédiate du foncier dans les zones forestières dans la wilaya de Tissemsilt, en vue de la réalisation de logements ruraux et au profit des exploitants agricoles.

- Monsieur le Président de la République a également donné des instructions fermes au gouvernement à l'effet d'œuvrer, selon une vision prospective dans tous les secteurs, au lieu d'une gestion au quotidien, et d'accorder une importance capitale aux préoccupations et aux aspirations de nos concitoyens.

Au terme de la réunion, le Conseil des ministres a approuvé des décrets portant nomination dans des postes supérieurs de l'Etat■

Monsieur le Président de la République procède à l'inauguration officielle du nouveau stade de Baraki Nelson-Mandela

Affirmer l'identité africaine de l'Algérie



Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que la baptismation du nouveau stade de Baraki à Alger du nom du défunt leader sud-africain Nelson Mandela s'inscrit dans le cadre de la confirmation de l'appartenance et de l'identité africaines de l'Algérie, et ce, lors de l'inauguration officielle de cet important édifice sportif, le 12 janvier 2023.

Merah H.

A son arrivée au stade Nelson Mandela, Monsieur le Président de la République a été accueilli par Monsieur le général d'armée, Saïd Chanecriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, de la Jeunesse et des Sports, M. Abderrezak Sebgag, et le wali d'Alger, M. Abdennour Rabehi. Ont assisté à la cérémonie d'inauguration le petit-fils de Nelson Mandela, M. Zwelivelile Mandla Mandela, le président de la Fédération internationale de

football (Fifa), M. Gianni Infantino, le président de la Confédération africaine de football (CAF), M. Patrice Motsepe, le président de la Fédération algérienne de football (FAF), M. Djahid Zefizef et le président du Comité olympique algérien (COA), M. Abderrahmane Hammad. A l'issue de la cérémonie d'inauguration, Monsieur le président de la République a souligné, dans une déclaration à la presse nationale, que le défunt Nelson Mandela est une icône et un symbole de l'Afrique, affirmant la place qu'occupait l'Algérie chez le

défunt, qui, à sa sortie de prison, a consacré sa première visite à l'étranger, à l'Algérie. Concernant les significations de cette baptismation, Monsieur le Président a précisé que l'Algérie est entrée, à travers cette appellation, dans la phase de la consécration de son identité et de son appartenance africaines, car elle a déjà démontré son appartenance méditerranéenne avec mérite, et ce, suite au succès fulgurant de l'organisation des Jeux méditerranéens d'Oran, de même pour le Sommet arabe, à travers lequel l'Algérie a affirmé son appartenance arabe.



Message du petit-fils du défunt Nelson Mandela au peuple algérien et à Monsieur le Président de la République

«Le nouveau stade Nelson Mandela est le symbole de la relation profondément ancrée entre l'Afrique du Sud et l'Algérie. Le 12 janvier 2023, nous avons été honorés d'assister à la cérémonie d'ouverture du Championnat d'Afrique des nations 2023 organisé par



l'Algérie. Nous remercions Monsieur le Président Abdelmadjid Tebboune, président de la République algérienne démocratique et populaire, le gouvernement et le peuple algériens pour l'inauguration du nouveau stade Nelson Mandela et leur souhaitons bonne chance pour le championnat (CHAN 2023).

C'est un rappel opportun de la haute estime dont le président Nelson Rolihlahla Mandela jouit en Algérie, sur le continent africain et dans le monde.

Il considérait l'Algérie comme sa deuxième maison et la maison de tous les révolutionnaires sur le continent africain. Nous devons honorer ce geste de l'Algérie en continuant à lutter pour une Afrique unie et un monde meilleur.

Non seulement le président Mandela a reçu une formation militaire en Algérie, mais ce faisant, il a redéfini le cours de notre lutte contre le régime de l'apartheid, ce qui a conduit au changement de tactique du pacifisme à la lutte armée et a finalement précipité notre percée démocratique en 1994.

Nous saluons les dirigeants et le peuple algériens et les remercions pour leur contribution à notre liberté et pour leur solidarité continue avec les questions d'importance stratégique, en particulier le soutien à la lutte palestinienne et au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Nous souhaitons bonne chance à l'Algérie pour la Coupe d'Afrique des nations 2025 et appelons le gouvernement de la République sud-africaine à rendre la pareille, en honorant les icônes de la lutte algérienne et africaine contre l'occupation colonialiste»■

Dans le même contexte, Monsieur le Président de la République a saisi cette occasion pour souligner l'importance que revêtent les infrastructures sportives que notre pays s'est attelé à réaliser dernièrement, à travers toutes les régions du pays, en vue de répondre aux aspirations de la jeunesse algérienne et d'être au diapason de la place qu'occupe notre pays dans divers sports sur le double plan continental et international. Il a souligné que ces structures confirment la disponibilité de notre pays à abriter des compétitions sportives internationales.

En réponse à une question relative à la possibilité de réalisation de nouveaux stades, Monsieur le Président a annoncé le lancement de la réalisation de deux nouveaux stades de football à Ouargla et Béchar, précisant la possibilité également de la réalisation d'un autre stade dans la région Est du pays, dans la wilaya de Constantine, en sus de l'aménagement, l'extension et la réalisation d'un toit qui devrait couvrir entièrement le stade 5 Juillet, selon les normes techniques en vigueur.

Pour sa part, le petit-fils du défunt leader Nelson Mandela a adressé un message de remerciement au peuple algérien et à Monsieur le président de la République, dans

lequel il a rappelé que le défunt considérait l'Algérie comme sa deuxième maison et la maison de tous les révolutionnaires du continent africain, soulignant que cette appellation est arrivée au moment opportun pour nous rappeler la haute estime dont jouit le président Nelson Mandela en Algérie, sur le continent africain et dans le monde. Il a ensuite salué le geste de l'Algérie qui continue de militer pour une Afrique unie et un monde meilleur, en déclarant : "Nous saluons les dirigeants et le peuple algériens pour leur contribution à notre liberté et pour leur solidarité continue sur les questions d'importance stratégique, en particulier le soutien à la lutte palestinienne et au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui".

Pour rappel, le stade Nelson-Mandela a abrité, aux côtés des stades d'Oran, de Constantine et d'Annaba, les rencontres de la 7e édition du Championnat d'Afrique des joueurs locaux (CHAN 2022), organisé par notre pays du 13 janvier au 4 février 2023. La presse africaine et internationale, chargée d'assurer la couverture de cet événement, a exprimé son admiration quant au niveau atteint par les structures sportives et la parfaite organisation qui caractérise cet important rendez-vous africain■



Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, préside l'ouverture des travaux de la rencontre gouvernement-walis

Renforcement des acquis réalisés

Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, le 19 janvier 2023, au Palais des nations (Alger), la cérémonie d'ouverture des travaux de la rencontre gouvernement-walis, placée sous le thème "Développement local : évaluation et perspectives", lors de laquelle il a affirmé que l'Algérie a mis en avant le renforcement des acquis réalisés, notamment dans le domaine du développement local et de l'amélioration des conditions de vie des citoyens par la nécessité d'asseoir les bases de la nouvelle gouvernance, la promotion de l'investissement et la lutte contre la corruption.

Bellil S. Ph Benyahya A

Cette rencontre a eu pour ordre du jour l'évaluation des mesures prises durant les trois dernières années dans le domaine du développement local, la présentation du bilan des mesures prises et leur impact sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens et sur l'économie nationale ainsi que l'étude des voies et moyens pour l'accélération du rythme de développement économique et social local, grâce à l'élaboration d'une feuille de route complète et cohérente, conformément à une vision prospective, en vue d'apporter le changement des mentalités nécessaire pour éliminer les pratiques bureaucratiques.

«Nous poursuivrons l'amélioration des conditions de vie du citoyen»

Dans son allocution, Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a souligné que l'année 2023 sera celle du renforcement des acquis réalisés et de l'accélération du rythme du développement national. «Nous poursuivons nos efforts sans relâche afin de consolider les acquis réalisés durant ces trois dernières années, l'amélioration des conditions de vie des citoyens qui demeure en tête des priorités, et du service public, de la récupération du foncier et de la valorisation du foncier agricole, en encourageant la création d'entreprises et d'emplois». Monsieur le Président de la

République a rappelé que l'année en cours sera celle de l'efficacité, de l'amélioration du niveau de vie et du pouvoir d'achat et de la réduction de l'inflation", en affirmant que «le seuil des salaires sera augmenté pour atteindre 47% fin 2023» et que l'Etat œuvre à protéger le citoyen contre les répercussions économiques mondiales. Monsieur le Président de la République a instruit les walis pour être à l'écoute des préoccupations des citoyens pour les rassurer et créer des espaces de dialogue régulier avec les instances constitutionnelles représentant les différentes composantes du peuple, à l'instar de l'Observatoire national de la société civile qui «représente le citoyen dans toute sa composante, étant une instance habilitée, en vertu de la Constitution, à s'exprimer en son nom" et le Haut conseil de la jeunesse, à travers «un dialogue régulier, constitutionnel, civilisationnel et national». Monsieur le Président de la République a souligné également que le médiateur de la République "doit écouter et transmettre les préoccupations du citoyen et redresser la situation si possible", en affirmant que l'Algérie compte parmi les rares pays qui disposent de deux instances représentant le citoyen et les jeunes.

Renforcement des prérogatives des autorités locales

En vue d'atteindre les objectifs tracés par

les décisions prises dans le cadre de l'accélération du déroulement des opérations relatives au développement économique et social local, Monsieur le Président a appelé les walis, encore une fois, à «se libérer de l'hésitation et à faire preuve d'esprit d'initiative et d'audace» en rappelant qu'ils disposent de «toutes les prérogatives au niveau de leurs wilayas, ainsi que du droit de prendre les décisions qu'ils jugent idoines dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de la Défense nationale et des aspects pédagogiques de l'éducation». Monsieur le Président a souligné également «qu'ils n'ont pas besoin d'attendre les instructions centrales, d'autant plus que notre pays est entré dans une période de défis stratégiques de sécurité énergétique, alimentaire et hydrique». Il a souligné par ailleurs qu'il œuvrait à «asseoir les bases de la nouvelle gouvernance en mettant en place des conditions propices à la promotion de l'investissement et la diversification des sources de financement au niveau des wilayas à travers le recours aux moyens disponibles et l'amélioration des méthodes de gestion».

Dans ce sens, Monsieur le Président a indiqué que l'année actuelle verra l'amendement des codes communal et de wilaya, précisant qu'il s'agit de modifier et non de corriger, afin de parvenir à définir le véritable rôle de l'élu pour qu'il ne se limite pas à celui de



simple exécuteur des décisions de la daïra ou de la wilaya, puisqu'ils disposent de toutes les prérogatives sous le contrôle de la loi». Il sera procédé, dans ce sens, à la formation périodique des élus pour leur permettre de prendre connaissance de toutes leurs prérogatives, à même de «s'éloigner de manière définitive de l'autoritarisme et de l'autocratie».

Économie nationale : des résultats à la hauteur des aspirations

Monsieur le Président de la République a largement salué le travail accompli par les walis, les différents ministères et les institutions de l'Etat, dans le cadre du processus du soutien de l'économie nationale, compte tenu «des résultats obtenus et de leur contribution au règlement des problèmes qui entravaient le travail des entreprises», en précisant que ces efforts avaient permis, en peu de temps, de créer entre 600 et 700 unités économiques, ainsi que la création de 52 000 emplois, au moment où le monde fait face à une crise économique, ce qui a contribué à valoriser le développement local. Rappelant la conjoncture économique difficile qu'a traversée l'Algérie, Monsieur le Président de la République a souligné que «l'Etat ne s'effondrera pas, contrairement aux prévisions de certaines parties» et que «les réserves de change qui dépassent actuellement les 60 milliards de dollars permettront à l'Algérie d'importer, même en cas de crise économique, sans difficultés». S'agissant des exportations, Monsieur le Président de la République a formulé le vœu de voir leurs recettes doubler à l'avenir après que l'Algérie ait, pour la première fois de son histoire, exporté pour près de 7 milliards de dollars hors hydrocarbures l'année écoulée. "Nous avons pu, pour la première fois, augmenter les exportations pour les porter de 1,7 milliard de dollars en 2019 à 5 milliards de dollars en 2021, puis à 7 milliards de dollars en 2022, soit une hausse annuelle de 30%", a-t-il précisé. Dans le même sillage, la croissance économique a enregistré un taux de 4.1%, et ce, grâce aux facilités dont a bénéficié le secteur d'investissement dans l'espoir qu'elle atteigne 5% en 2023», en

rappelant que l'année en cours «verra le lancement de la première usine algérienne de production de sucre et la première production nationale d'huile de table 100% algérienne».

Monsieur le Président s'est arrêté également sur la courbe descendante du taux d'inflation situé actuellement à près de 9%, en indiquant que «ce taux, à nos yeux, a atteint un niveau inacceptable, même s'il est en-deçà des taux d'inflation à l'échelle mondiale».

La bataille contre l'argent sale se poursuit

Monsieur le Président de la République a évoqué, lors de cette rencontre, la bataille menée par l'Algérie «contre l'argent sale, espérant une rupture définitive avec la dilapidation des deniers publics et la domination de l'argent sale dont certains résidus continuent à alimenter les foyers de résistance au changement».



Dans ce cadre, Monsieur le Président a insisté sur la nécessité de lutter «avec fermeté contre ces pratiques, à la faveur de la suprématie de la loi et en consacrant l'autorité de l'Etat avec des méthodes civilisationnelles loin de l'autoritarisme», ajoutant : «nous sommes mobilisés, aujourd'hui, plus que jamais, pour mener une lutte sans merci contre la corruption, les corrupteurs et les corrompus». A ce propos, Monsieur le Président a souligné que la lutte contre l'importation déguisée a permis à notre pays la réduction de la facture d'importation, qui est passée de 63 milliards de dollars par an à 38 milliards de dollars, en indiquant que cette démarche «se poursuivra à l'avenir». Concernant les fonds thésaurisés en dehors des banques, Monsieur le Président de la République a souligné la nécessité de les déposer rapidement auprès des banques. "Je lance un dernier appel à ceux qui ont accumulé de l'argent dans leurs foyers pour qu'ils le déposent

dans les banques", a-t-il dit. Il a rappelé à ce propos que l'Etat "a accordé de nombreuses garanties pour protéger le citoyen et l'économie nationale", ajoutant que des banques ont intégré la finance islamique.

Diplomatie : une série de victoires

S'agissant du volet diplomatique, Monsieur le Président de la République a mis en avant les succès réalisés par l'Algérie à cet égard, citant le Sommet arabe qu'elle avait abrité début novembre 2022 et qui avait connu «le taux de participation le plus important dans l'histoire des précédents sommets arabes», pendant que certaines parties avaient misé sur son échec. Il a assuré que l'Algérie continuera sur cette voie à défendre les causes justes et les Etats qui luttent pour le droit à l'autodétermination, ajoutant que ce rendez-vous a été le sommet de l'unification des rangs

palestiniens. En cela, il a réaffirmé le soutien total de l'Algérie pour que l'Etat palestinien devienne membre à part entière de l'ONU.

Quant à la solidarité avec le Sahara occidental, Monsieur le chef de l'Etat a réaffirmé qu'il s'agissait «d'une question de principe pour l'Algérie qui n'y renoncera point». Il a également exprimé son souhait que la Libye puisse organiser des élections avant la fin de l'année 2023. Il est à noter que lors de cette rencontre, les participants ont débattu des moyens de renforcer les acquis réalisés sur le plan national en mettant l'accent sur trois thèmes relatifs à l'évaluation périodique pour l'exécution des mesures de développement socio-économique local et ses perspectives ainsi que la coopération entre le wali et le médiateur pour aider les citoyens et les investisseurs■

Monsieur le Président de la République reçoit la présidente du Conseil des ministres italien... Renforcement des relations stratégiques bilatérales

Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, le 23 janvier 2023, au siège de la présidence de la République, la présidente du Conseil des ministres de la République d'Italie, M^{me} Georgia Meloni, qui a effectué une visite de travail et d'amitié en Algérie, à la tête d'une importante délégation ministérielle.

Cette visite de deux jours a constitué une opportunité pour rajouter de nouveaux acquis aux résultats exceptionnels réalisés par les deux pays amis dans le cadre du renforcement de leurs relations stratégiques au cours de ces dernières années. Elle a permis également la signature d'une Déclaration conjointe, à l'occasion du 20^e anniversaire de la signature du «Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération».

L'Algérie, un partenaire important et fiable

A l'issue de son entretien avec la présidente du Conseil des ministres italien, Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a salué «le niveau et la qualité des relations bilatérales, enregistré notamment ces dernières années», soulignant que le niveau des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Italie est passé de 8 milliards de dollars en 2021 à 16 milliards de dollars, ce qui constitue un indice de «rapprochement et des approches adoptées dans le but d'élaborer une dynamique croissante dans de multiples domaines de coopération».



important sur le plan stratégique», étant le premier partenaire stratégique de l'Italie dans le continent africain. La présidente du Conseil des ministres italien a réaffirmé la volonté de son pays de renforcer la coopération dans les domaines énergétique, économique, culturel et politique, indiquant que «l'Italie souhaite concrétiser avec l'Algérie un partenariat permettant aux deux pays de réaliser davantage de croissance et de développement, d'établir des passerelles entre les deux rives de la Méditerranée et de contribuer à la stabilité dans la région». M^{me} Meloni a également évoqué l'ambitieux projet lancé par le gouvernement italien connu sous l'appellation de «Plan Mattei» pour le développement de la coopération entre l'Italie et l'Afrique, affirmant que dans un

coopération portant sur l'amélioration des réseaux de raccordement énergétique pour une transition énergétique durable, la coopération technologique pour la réduction du torchage de gaz et autres techniques de réduction des émissions, la coopération dans le domaine des activités spatiales à des fins pacifiques et la coopération entre le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et la Confédération économique et industrielle italienne. Les deux parties ont mis en avant l'importance du nouveau projet de gazoduc entre l'Algérie et l'Italie, précisant que cette infrastructure permettra également à l'Algérie d'exporter l'électricité, l'ammoniac et l'hydrogène et de devenir un leader aux niveaux africain et mondial dans le domaine de l'énergie. Concernant les investissements italiens en Algérie, Monsieur le Président de la République a rappelé l'importante expérience de l'Algérie avec l'industrie italienne, notamment dans le domaine des petites et moyennes industries. Pour sa part, la présidente du Conseil des ministres italien a indiqué que «plusieurs sociétés italiennes souhaitent lancer des projets en Algérie».

Dans le même contexte, Monsieur le Président de la République a annoncé que le lancement des opérations de fabrication et de commercialisation de véhicules de la marque italienne «Fiat» se fera «dès mars prochain», ainsi que le lancement du projet de fabrication de motocycles de marque Vespa à Guelma.

A l'échelle internationale: concordance des points de vue

Sur le plan international, Monsieur le Président de la République a souligné la convergence de vues entre l'Algérie et l'Italie autour de la nécessité d'œuvrer

premier temps, l'attention sera portée sur la région de la Méditerranée, «l'Afrique du Nord étant prioritaire, notamment l'Algérie, partenaire essentiel le plus stable», a-t-elle déclaré. Dans cette optique, les deux parties ont procédé à la signature de quatre mémorandums d'entente et de

De son côté, la présidente du Conseil des ministres italien a affirmé que le choix de l'Algérie comme première étape de ses visites hors d'Italie intervenant dans le cadre des relations bilatérales a pour objectif de «montrer l'importance de l'Algérie comme partenaire fiable et

ensemble afin de contribuer à l'instauration de la sécurité et de la paix dans la région méditerranéenne ainsi que le grand rapprochement des visions autour des questions régionales, indiquant : «*Nous exprimons notre préoccupation face à la multiplicité des foyers de conflit qui menacent la sécurité et la stabilité mondiale, ce qui a conduit à des crises qui ont des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire, notamment sur le continent africain.*»

A propos de la crise libyenne, Monsieur le Président de la République a mis l'accent sur la nécessité de «*parvenir à une solution consensuelle*», basée sur l'organisation d'élections et l'accompagnement de la voie des réformes dans le cadre du dialogue global mené par les Nations unies. Il a également salué la position positive et pondérée de l'Italie, prônant une solution juste pour la question sahraouie, dans le cadre de ce qui a été stipulé par l'ONU, qui permet au peuple sahraoui d'exercer ses droits légitimes, en ajoutant qu'il «*a été convenu de soutenir l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, Stéphane De Mistura, ainsi que la mission onusienne afin d'organiser un Référendum au*

Sahara occidental». Il a également mis l'accent sur «*l'impératif de mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger concernant la situation au Mali, et de permettre au peuple malien d'obtenir un soutien politique et financier de la communauté internationale, en renforçant le rôle de la mission onusienne Minusma.*»

Concernant la question palestinienne, Monsieur le Président de la République a mis l'accent sur «*la position constante et le principe de soutien au peuple palestinien et la défense de ses droits légitimes, afin d'établir un Etat indépendant avec El Qods pour capitale*».

La présidente du Conseil des ministres italien a rappelé, à ce titre, la position de l'Italie qui estime nécessaire de «*parvenir à une solution à deux Etats, étant la seule solution possible, à travers la négociation entre les deux parties dans le cadre de critères fixés par le droit international, de manière à assurer la paix et la stabilité dans la région*», et a mis l'accent sur la «*nécessité de parvenir à une solution à la question palestinienne, à travers l'adoption du principe des deux Etats.*»■

Bellil S.

La présidente du Conseil des ministres italien se recueille à la mémoire des Chouhada et visite plusieurs sites à Alger

Lors de sa visite en Algérie, M^{me} Meloni s'est rendue au sanctuaire du Martyr où elle a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et observé une minute de silence à la mémoire des Chouhada de la glorieuse Révolution libératrice du 1^{er} novembre 1954. La présidente du Conseil des ministres italien a visité le jardin Enrico Mattei à Hydra (Alger), inauguré par le président italien, M. Sergio Mattarella, lors de sa visite en Algérie en novembre 2021. La présidente du Conseil des ministres italien a également visité Ksar Rias Elbahr (Bastion 23) où elle a signé le Livre d'or après avoir pris connaissance du patrimoine historique et culturel de la capitale■

... le secrétaire du Comité central du mouvement palestinien Fatah

Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, le 15 janvier 2023, à la présidence de la République, le secrétaire du Comité central du mouvement palestinien Fatah, Jibril Rajoub, envoyé spécial du président de l'Etat palestinien, Monsieur Mahmoud Abbas, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Monsieur Ramtane Lamamra, et du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Monsieur Abdelaziz Khellaf.

A l'issue de cet accueil, l'envoyé spécial du Président de l'Etat de Palestine a indiqué dans une déclaration à la presse avoir remis une lettre à Monsieur le Président de la République et au peuple algérien porteuse d'un «message d'estime, d'appréciation et de gratitude pour la position ferme que l'Algérie a prise en faveur de notre cause et pour avoir fourni tous les moyens de force et la capacité de la perpétuer». Il a souligné le rôle de l'Algérie, la considérant «l'incubateur à toutes les étapes et les

tournants de notre Histoire et notre parcours, dont le dernier est le projet présenté par Monsieur le Président Abdelmadjid Tebboune pour contenir et mettre fin à la division sur la scène palestinienne». A ce propos, le secrétaire du Comité central n'a pas manqué d'affirmer l'attachement du mouvement Fatah à cette initiative ainsi que son engagement à la faire aboutir.

L'hôte de l'Algérie a indiqué que Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'a chargé de transmettre trois messages. A travers le premier, il a exprimé son estime pour le peuple palestinien, soulignant que l'Algérie, avec tous moyens et capacités, est au service du peuple palestinien et de sa cause. Le deuxième est un appel au peuple palestinien pour renoncer aux



différents et travailler pour mettre fin à la division. Enfin, concernant le troisième message, Monsieur le Président de la République a réitéré le soutien indéfectible de l'Algérie à la direction palestinienne■

... le représentant du chef d'Etat du Mali

Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, le 16 janvier 2023, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Abdoulaye Diop, représentant du président de la transition et chef d'Etat du Mali, le colonel Assimi Goïta, et le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale de la République du Mali, le colonel Ismaël Wagué.

L'audience s'est déroulée au siège de la présidence de la République, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra et du directeur de cabinet à la présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf.

A l'issue de l'audience, le représentant du chef d'Etat du Mali a déclaré à la presse que les autorités maliennes s'engagent à renforcer les liens de fraternité et d'amitié qui lient nos deux pays et feront tout pour que les relations bilatérales puissent évoluer dans l'intérêt suprême de nos deux peuples. Il a également fait savoir que le chef d'Etat du Mali l'avait chargé de transmettre à Monsieur le Président de République «l'engagement du gouvernement malien à continuer à œuvrer pour la paix au Mali et à ramener l'entente parmi le peuple



malien afin de lui permettre de se consacrer aux tâches essentielles qui sont celles du développement, de la paix et de la quiétude pour que le peuple malien puisse vivre en sécurité.» Le représentant du chef d'Etat du Mali n'a pas manqué de saluer l'Algérie «pour le rôle qu'elle joue en tant que médiateur dans le processus de paix au Mali». Il a également transmis l'appel adressé par le chef d'Etat du Mali, sollicitant l'Algérie à poursuivre le rôle fédérateur qu'elle joue pour amener toutes les parties à regarder dans la même direction et pour l'instauration de la paix et de la sécurité au Mali.»

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger,

M. Ramtane Lamamra, a eu des entretiens avec son homologue malien, Abdoulaye Diop, ainsi qu'avec le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale de la République du Mali, le colonel Ismaël Wagué.

Les entretiens entre les deux parties ont porté sur les relations bilatérales et les moyens de leur développement ainsi que les perspectives de redynamisation et de renforcement de la cadence de mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation, en collaboration avec toutes les parties maliennes, dans le cadre des mécanismes de suivi de mise en œuvre de l'accord supervisés par l'Algérie■

... le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye



Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, le 25 janvier 2023, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye, M. Abdoulaye Bathily. L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, du directeur de cabinet de la présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf.

A l'issue de cette audience, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye a déclaré que sa visite en Algérie s'inscrivait dans le cadre d'une tournée aux pays du voisinage libyen pour solliciter leur aide en vue de rétablir la sécurité en Libye, en assistant les parties libyennes et en leur permettant de trouver les voies du dialogue en vue de surmonter la crise qui a trop duré.

L'émissaire onusien a salué le soutien de l'Algérie aux efforts des Nations unies en vue de la résolution de la crise libyenne. Il a affirmé qu'il a entamé cette visite dans notre pays pour bénéficier des avis et des suggestions de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par rapport à cette question, ajoutant que les Libyens seront attentifs aux propositions de l'Algérie, pays voisin, également préoccupé par les répercussions de la crise libyenne. Enfin, M. Abdoulaye Bathily a remercié Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour les démarches entreprises afin d'amener toutes les parties internationales à parler d'une même voix pour permettre au peuple et à l'Etat libyens de sortir de la crise et se projeter vers le développement et la prospérité■

... et la sous-secrétaire d'Etat américaine en charge des organisations internationales



Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, le 24 janvier 2023 au siège de la présidence de la République, la sous-secrétaire d'Etat en charge des organisations internationales, M^{me} Michele Sison, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, et du directeur de cabinet de la présidence de la République, Monsieur Abdelaziz Khellaf.

A l'issue de sa rencontre avec Monsieur le Président de la République, M^{me} Michele Sison a déclaré que sa visite dans notre pays constitue une opportunité pour élargir le partenariat bilatéral entre l'Algérie et les Etats-Unis, avant de souligner qu'il est important que l'Algérie soit membre du Conseil des droits de l'homme à Genève pour défendre la charte et encourager la cohésion internationale autour des droits de l'homme.

Les efforts de l'Algérie pour l'établissement de la paix salvés

En marge de sa visite, la sous-secrétaire d'Etat américaine en charge des organisations internationales a affirmé que l'Algérie a joué, dans le cadre de la médiation, un rôle prépondérant dans la consolidation de la stabilité régionale, particulièrement au Sahel, mettant l'accent sur le fort intérêt que portent l'Algérie et les Etats-Unis au renforcement de la

stabilité dans la région. Dans ce cadre, M^{me} Michele Sison a rappelé la médiation de l'Algérie pour le règlement de la crise au Mali, qui a permis aux parties au conflit de signer l'Accord de paix et de réconciliation, issu du processus d'Alger de 2015, ajoutant que «l'Algérie demeure encore un leader régional dans le règlement des conflits actuels». La responsable américaine a également affirmé le soutien constant de Washington à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma).

A propos de la question sahraouie, la sous-secrétaire d'Etat a réaffirmé le soutien de l'administration américaine à un processus politique crédible, dirigé par l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Monsieur Steffan de Mistura, en vue de parvenir à une solution durable à la question sahraouie, précisant que Washington est déterminée à poursuivre dans cette voie, en apportant son soutien aux efforts déployés par l'envoyé onusien pour parvenir à une solution politique globale et durable de cette question, dans le but d'assurer la stabilité du Sahara occidental et de la région entière ainsi qu'à l'action de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental■

Séisme de Syrie et de Turquie

Monsieur le Président de la République ordonne l'envoi d'aides humanitaires aux deux pays

Suite au séisme dévastateur qui a frappé la République arabe de Syrie et la République de Turquie, Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a adressé deux messages de condoléances et de compassion à ses homologues syrien et turc, dans lesquels il a affirmé le plein soutien de l'Algérie, au nom du gouvernement et du peuple, aux deux peuples frères, en cette épreuve difficile.

En exécution des instructions de Monsieur le Président, il a été procédé en urgence, le 6 février 2023, à l'envoi de deux équipes de recherche et de sauvetage de la Protection civile d'aides humanitaires et médicales aux deux pays, la Syrie et la Turquie, estimées à 210 tonnes.



Dans ce cadre, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a salué les efforts de l'Armée nationale populaire à faire aboutir cette mission humanitaire à travers la mobilisation des avions militaires en vue de transporter les équipes de sauvetage et les aides, soulignant que les équipes de la Protection civile ont vite répondu à cette opération de solidarité décidée par l'Algérie au profit des deux Etats sinistrés suite au séisme destructeur.

Ces chargements ont englobé 115 tonnes de produits alimentaires, de médicaments, de matériel de couchage et de campement, ainsi que des équipements médicaux destinés à la Syrie, en plus de 95 tonnes d'aides envoyées vers la Turquie. Ces aides ont été acheminées à bord de six avions cargos militaires■



Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, en visite officielle en France

Consolidation de la coopération militaire et sécuritaire

Sur invitation du général d'armée, M. Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées françaises, Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a entamé une visite officielle en France, durant la période du 23 au 26

janvier 2023. Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Armée nationale populaire et les armées françaises, a permis aux deux parties d'examiner les questions d'intérêt commun.

A son arrivée en France,

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a été reçu par le président de la République française, Monsieur Emmanuel Macron, à qui il a remis un message de Monsieur le Président de la République, chef suprême

des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune.

Etaient présents à cette rencontre, aux côtés de la délégation algérienne, M. Sébastien Lecornu, ministre français des Armées et le chef d'état-major des armées

françaises. En cette occasion, les deux parties ont évoqué les relations de coopération militaire algéro-françaises et les moyens de leur consolidation.

Des discussions de haut niveau

Lors de cette visite, Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP,





a été reçu par M. Sébastien Lecornu, ministre des Armées françaises au siège du ministère où les deux parties ont eu une réunion plus élargie en présence du général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées françaises. Les entretiens ont examiné les moyens permettant le renforcement des relations de coopération militaire et sécuritaire entre les deux pays. Par la suite, la réunion a été sanctionnée par la signature d'une feuille de route conjointe. A l'issue, Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a signé le Livre d'or du ministère des Armées françaises.

Monsieur le général d'armée a également visité l'Ecole militaire de Paris, où il a été reçu par le chef d'état-major des armées françaises. Monsieur le chef d'état-major de l'ANP, après les hymnes nationaux des deux pays, a passé en revue les carrés des forces françaises



qui lui ont présenté les honneurs militaires. Ensuite, Monsieur le général d'armée s'est entretenu en tête-à-tête avec son homologue français où ils ont examiné les moyens permettant le renforcement des relations de coopération militaire et sécuritaire entre les deux pays, avant que les discussions ne soient élargies aux membres des délégations des deux pays.

Visite des structures de formation

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha,

chef d'état-major de l'ANP, s'est rendu aux écoles militaires de Saumur, où il a été reçu par le commandant des écoles militaires, le général de brigade, Emmanuel Charpy. Par la suite, des formations des forces françaises lui ont rendu les honneurs militaires au niveau de l'école de cavalerie spécialisée dans la formation des cadres de l'arme blindée.

A l'issue, Monsieur le général d'armée, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire et la

délégation qui l'accompagnait ont suivi un exposé global sur la formation au sein de cette école, avant de visiter ses divers départements, où il s'est enquis des moyens matériels et pédagogiques dédiés à la formation et les techniques utilisées dans le contrôle et la conduite des engins blindés au niveau de la salle de simulation.

Au terme de sa visite en France, Monsieur le général d'armée s'est réuni avec le chef d'état-major des armées françaises, le général d'armée Thierry Burkhard. Durant cette rencontre, les deux parties ont examiné les perspectives et les voies permettant de consolider la coopération dans les domaines militaire et sécuritaire■



◀ Signature d'une feuille de route conjointe par Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, et le général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des Armées françaises..



Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP reçoit en audience le Haut conseiller de la Défense britannique pour la région MENA

Diversification et promotion de la coopération militaire bilatérale

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a reçu, le 17 janvier 2023 au siège de l'état-major de l'ANP, le Haut conseiller de la Défense britannique pour la région MENA, Monsieur l'Air Maréchal Martin Elliot Sampson qui a effectué une visite en Algérie à la tête d'une importante délégation militaire.

La cérémonie d'accueil a été entamée par le salut du drapeau national, suivi du salut militaire présenté à l'hôte par les formations de différentes forces de l'ANP. Lors de cette audience à laquelle ont pris part des officiers généraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP, aux côtés des

membres de la délégation militaire britannique, les deux parties ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale et examiné les voies et les moyens pour la consolider davantage. Ils ont également abordé la situation sécuritaire sur les plans régional et international.

Dans son intervention, Monsieur le général d'armée a évoqué l'état de coopération militaire bilatérale avant d'ajouter: «La concrétisation de votre visite aujourd'hui reflète l'intérêt que vous portez à l'examen des voies et moyens à même de permettre la diversification et la promotion de la coopération militaire bilatérale. Pour notre part,

nous tenons à vous faire part de notre entière disposition à mettre en œuvre les mesures pratiques afin d'atteindre la dynamique ambitionnée, sur la base d'une coopération sincère et d'une démarche clairvoyante, pérenne et pragmatique.»

Toujours à propos de cette dynamique, Monsieur le général d'armée a ajouté : «En ce qui concerne la diversification des activités relatives à notre coopération bilatérale, je propose de procéder, ensemble, à l'examen des opportunités offertes et des domaines de leur concrétisation, notamment la formation. A ce titre, il serait utile d'inscrire cette dynamique dans le cadre

d'une démarche visant à aller de l'avant, en valorisant les excellentes relations qui existent entre nos deux institutions, notamment à travers la mise en œuvre de tous les moyens possibles pour l'échange d'expériences et élargir, le mieux possible, les domaines de formation».

Dans le même contexte, Monsieur le général d'armée a souligné que l'Algérie, soucieuse du respect de ses décisions souveraines, entretient des relations économiques et militaires avec plusieurs pays amis : «Je tiens également à souligner, à cette occasion, que l'Algérie fait partie des Etats non alignés et est



fière de son Histoire, faite de gloires et de hauts faits. Notre pays qui veille au respect de son indépendance et de ses décisions souveraines, entretient des relations économiques et militaires avec de nombreux pays amis.»

Cette rencontre a constitué une opportunité pour les deux parties pour échanger les analyses et les points de vue sur les questions d'intérêt commun. A ce titre, le Haut conseiller de la Défense britannique pour la région MENA a exprimé son appréciation des analyses

objectives présentées par la partie algérienne relatives à la situation sécuritaire régionale et internationale, tout en mettant l'accent sur la disposition de son pays à promouvoir davantage les relations militaires bilatérales dans les différents domaines.

A l'issue de la rencontre, les deux parties ont échangé des présents symboliques, avant que M. l'Air Maréchal Martin Elliot Sampson ne procède à la signature du Livre d'or de l'état-major de l'ANP■

Ismail D.
Ph: Islem S.

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP reçoit le président de la Commission mixte algéro-émiratienne chargée de la coopération militaire

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a reçu en audience, le 1^{er} février 2023, au siège de l'état-major de l'Armée nationale populaire, Monsieur le général-major Mubarak Saeed Ghafan Al Djabri, co-président de la Commission mixte algéro-émiratienne chargée de la coopération militaire, sous-secrétaire-adjoint aux industries de soutien et de défense au ministère de la Défense émiratie.

Ont pris part à cette audience, qui intervient en marge des travaux de la 11^e session de la Commission mixte algéro-émiratienne chargée de la coopération militaire, le chef de département des approvisionnements, des



directeurs centraux de l'état-major de l'Armée nationale populaire et du ministère de la Défense nationale, ainsi que les membres de la

délégation émiratie.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont tenu des discussions sur l'état de la coopération militaire entre

les deux pays frères et ont échangé les analyses et les points de vue sur les questions d'intérêt commun■

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP inaugure le nouveau siège du Commandement des forces navales

Nouveau jalon dans la sécurisation de nos espaces maritimes



Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, le 2 février 2023, la cérémonie d'inauguration du nouveau siège du Commandement des forces navales à Zéralda, et ce, en présence du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, des commandants des forces, du commandant de la Gendarmerie nationale, du commandant de la 1^{re} Région militaire et des chefs des départements et directeurs centraux de l'état-major de l'Armée nationale populaire et du ministère de la Défense nationale.

A l'entame, après la cérémonie d'accueil, Monsieur le général d'armée, chef d'état-major de l'ANP a observé un moment de recueillement sur l'âme du chahid Souidani Boudjemaâ, dont le nom est porté par le siège du Commandement des forces navales, où il a déposé une gerbe de fleurs

sur la stèle commémorative, et a récité la Fatiha sur son âme pure et sur celles de nos valeureux Chouhada. Ensuite, en compagnie du commandant des forces navales, le général-major

Mahfoud Benmedah, Monsieur le général d'armée a procédé à l'inauguration du nouveau siège du Commandement des forces navales.

Par la suite, Monsieur le général d'armée a suivi un exposé exhaustif sur ce nouveau siège, présenté par les responsables en charge de la réalisation du projet, avant d'inspecter les différentes infrastructures qui devront contribuer à fournir les meilleures conditions

aux personnels du Commandement des forces navales afin d'accomplir les missions qui leur sont assignées avec professionnalisme. Monsieur le général d'armée

a ensuite tenu une réunion avec les cadres du Commandement des forces navales durant laquelle il a donné un ensemble d'instructions et d'orientations convergeant dans leur ensemble sur la nécessité de préserver ce nouvel édifice et de redoubler les efforts à même de permettre la poursuite d'un travail assidu, à la hauteur de la renommée de nos forces navales, particulièrement dans le domaine du développement de leurs capacités, la sécurisation de nos espaces maritimes et la mise en échec de toute éventuelle menace.

A l'issue de cette visite, Monsieur le général d'armée a signé le Livre d'or du Commandement des forces navales■

Bellil S.
Ph: Ammar B.



Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP
en visite de travail et d'inspection dans la 6^e RM

S'enquérir de la disponibilité opérationnelle



Dans le cadre des visites régulières aux différentes Régions militaires, Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a effectué, le 11 janvier 2023, une visite de travail et d'inspection dans la 6^e RM.

Cette visite intervient dans le cadre du suivi par le Haut commandement de l'ANP du niveau de disponibilité opérationnelle des unités implantées au niveau de cette importante région, ainsi que des conditions de travail et de vie des personnels déployés à l'extrême sud du pays.

Après la cérémonie d'accueil et à l'entrée du siège du Commandement de la Région, Monsieur le général d'armée, accompagné du commandant de la 6^e RM, le général-major Mohamed Adjroud, a observé un moment de recueillement à la mémoire du défunt moudjahid Hibaoui El-Wafi, dont le siège du commandement porte son nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha à sa mémoire et à celle des valeureux Chouhada.

Par la suite, Monsieur le

général d'armée a rencontré les cadres et personnels de la 6^e RM et prononcé une allocution d'orientation dans laquelle il a rappelé l'importance capitale que revêt cette Région, au regard de sa position stratégique hautement sensible. A ce titre, il a salué les résultats remarquables enregistrés au niveau de la 6^e RM et de l'ensemble des autres Régions militaires, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé sous toutes ses formes, ce qui a permis de lutter rigoureusement

contre ces dangereux fléaux.

A cette occasion, Monsieur le général d'armée a suivi un exposé global sur la situation sécuritaire dans la région, présenté par le commandant de la 6^e RM, le général-major Mohamed Adjroud, avant de donner des instructions et des orientations portant, dans l'ensemble, sur l'impératif de faire preuve davantage de vigilance et de redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif majeur fixé par le Haut commandement de l'ANP, qui consiste à pérenniser la sécurité et la

stabilité dans l'ensemble du territoire national et à permettre à notre peuple de vivre dans la sérénité et la quiétude.

Dans le même contexte, Monsieur le général d'armée a effectué une visite au siège du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) ; ce mécanisme dédié à l'échange de renseignements et la coordination des actions de part et d'autre des frontières, entre l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger.

Par ailleurs, Monsieur le général d'armée s'est rendu au nouvel hôpital militaire régional universitaire, où il a visité les différents services de cette importante infrastructure qui est à même d'assurer la meilleure prise en charge des personnels militaires exerçant au niveau de cette vaste région frontalière■

Bellil S.

Ph: Ammar B.



Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP en visite de travail et d'inspection à la Société publique économique-Fonderies de Rouiba

Consolider le rôle de l'ANP dans la redynamisation du tissu industriel national

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a effectué, le 5 février 2023, une visite de travail et d'inspection à la Société publique économique-Fonderies de Rouiba.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'intérêt qu'accorde le Haut commandement de l'Armée nationale populaire au suivi permanent de la performance des établissements industriels relevant de l'Armée nationale populaire, notamment ceux intégrés récemment dans le secteur économique du ministère de la Défense nationale, sous la tutelle de la Direction des fabrications militaires.

Après la cérémonie d'accueil, accompagné du commandant de la 1^{re} Région militaire et du directeur des fabrications militaires, en présence de directeurs centraux de l'état-major de l'Armée nationale

populaire, Monsieur le général d'armée a assisté à un exposé exhaustif sur la Société publique économique-Fonderies de Rouiba, portant sur ses missions, ses départements et ses différentes productions, avant de se rendre aux ateliers dont elle dispose. Sur place, il a examiné et reçu des explications détaillées sur les étapes de fabrication des différents produits fabriqués par la société, lesquels reflètent la bonne qualité du produit national.

Par la suite, Monsieur le général d'armée a tenu une rencontre avec les cadres et les personnels de la société où il a prononcé une allocution d'orientation à travers laquelle il fait part de sa joie de visiter la Société publique économique - Fonderies de Rouiba, qui a été intégrée récemment au secteur économique du ministère de

la Défense nationale et mise sous la tutelle de la Direction des fabrications militaires.

«A l'entame de mon intervention, il m'est agréable d'exprimer ma profonde gratitude et mon immense joie d'effectuer cette visite de travail à la Société publique économique - Fonderies de Rouiba, intégrée, conformément aux orientations de Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, dans le secteur économique du ministère de la Défense nationale, et placée sous la tutelle de la Direction des fabrications militaires.

Le ministère de la Défense nationale aspire à développer des industries militaires nationales, basées sur la domiciliation et le transfert des technologies, la diversification des domaines

d'activités et des produits mis sur le marché national, de manière à permettre à la plateforme industrielle militaire de consolider son rôle dans la redynamisation du tissu industriel de notre pays», a indiqué Monsieur le général d'armée qui a mis l'accent sur la mise à profit de la longue et riche expérience et de cette grande société nationale dans le domaine de l'industrie mécanique, et ce, dans le cadre d'une stratégie intégrée qui vise à hisser notre pays au rang des pays industrialisés. Il a ajouté à ce propos : «A travers l'intégration de cette grande société nationale, nous veillons à mettre à profit sa longue et riche expérience dans le domaine de l'industrie mécanique, à valoriser le savoir-faire de ses ressources humaines, et ce, dans le cadre d'une stratégie intégrée qui vise à satisfaire,





◀ Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, examine les étapes de fabrication des différents produits



graduellement, les besoins de nos forces armées, soutenir l'économie nationale, absorber le chômage, encourager la sous-traitance et augmenter les taux d'intégration nationale, à travers le développement d'une industrie locale de grande qualité et de haute technologie, à même de hisser notre pays au rang des pays industrialisés. Pour être atteints, ces objectifs impliquent l'amélioration continue des connaissances et du savoir-faire des cadres et des personnels, ainsi que la qualité des fabrications militaires.» A cette occasion, Monsieur le général d'armée a exprimé sa conviction que les personnels de cette société accomplissent leur devoir en étant parfaitement conscients qu'ils sont en train de servir les



intérêts nationaux et de perpétuer le message des valeureux Chouhada. «Je suis certain que vous remplissez votre devoir professionnel au niveau de cette grande société industrielle, en étant conscients qu'en le faisant, vous êtes en train de servir votre pays et de contribuer à la consolidation des exigences de sa défense nationale.

Je saisis cette occasion pour vous faire part des salutations et des encouragements de Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, qui place sa confiance en vous pour accomplir vos missions avec tout le sérieux, la loyauté et le professionnalisme requis», a-t-il affirmé. A l'issue, Monsieur le général d'armée a tenu à s'enquérir

des préoccupations des personnels et employés de cette société, qui ont exprimé leur détermination à relever tous les défis afin d'en faire un pôle industriel et une fierté pour tous les Algériens. Au terme de cette visite, Monsieur le général d'armée a procédé à la signature du Livre d'or de la société■

Boukrâa N.
Ph: Benyamina A.

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP préside l'ouverture des travaux de la réunion annuelle des cadres de l'arme du matériel

Valoriser et améliorer les expériences accumulées



Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, le 31 janvier 2023, à l'Ecole supérieure du matériel, dans la 1^{re} Région militaire, l'ouverture des travaux de la réunion annuelle des cadres de l'arme du matériel.

Après la cérémonie d'accueil, en présence du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, des commandants de forces et de la Gendarmerie nationale, du commandant de la 1^{re} Région militaire, des chefs de départements du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'Armée nationale populaire, des directeurs et des chefs des services centraux, Monsieur le général d'armée a suivi un exposé présenté par le directeur central du matériel, portant sur le bilan des activités exécutées au titre du programme de préparation au combat pour l'année 2022, ainsi que des activités en cours dans le domaine du soutien des unités du corps de bataille de l'Armée nationale populaire.

A cette occasion, Monsieur le chef d'état-major de l'Armée

nationale populaire a adressé une allocution d'orientation, suivie via visioconférence par l'ensemble des cadres de la Direction centrale du matériel exerçant au niveau des unités implantées dans les six Régions militaires, lors de laquelle il a exhorté les participants sur la nécessité de tirer profit de cette rencontre pour valoriser et améliorer les expériences accumulées. Il a déclaré dans ce contexte : «*Tout d'abord, il m'est agréable de présider la réunion annuelle des cadres de l'arme du matériel, organisée par la Direction centrale du matériel, à l'effet d'évaluer l'exécution du plan de charge annuel pour l'année 2022, dresser un bilan général des activités en cours dans le domaine du soutien des unités du corps de bataille de l'Armée nationale populaire, puis l'analyser afin de trouver les solutions idoines aux problèmes rencontrés et remédier aux insuffisances enregistrées*». Dans le même contexte, Monsieur le général d'armée a ajouté : «*Cette rencontre constitue également une opportunité que je tiens à saisir pour vous exhorter à mettre à profit*

cette réunion dans l'objectif de valoriser et d'améliorer les expériences accumulées, en vue d'atteindre le plus haut niveau d'assimilation des missions assignées, s'inscrivant dans le cadre du soutien technique et du maintien de la disponibilité de l'ensemble des composantes de l'ANP.»

Lors de son allocution d'orientation, Monsieur le chef d'état-major de l'ANP a également affirmé l'intérêt majeur qu'il accorde au principe de la complémentarité fonctionnelle et opérationnelle entre les différentes composantes de l'ANP, en mettant l'accent sur le fait que l'aptitude, le moral et la capacité combative du militaire dépendent largement de la fiabilité de la performance des réseaux logistiques. Il a déclaré dans ce sens : «*A ce titre, nous tenons à ce que les règles de la disponibilité que nous voulons concrétiser sur le terrain au niveau du corps de bataille de l'ANP reposent sur le principe de la complémentarité fonctionnelle et opérationnelle entre les*

différentes composantes de l'ANP, de manière à permettre à ce corps de bataille, considéré comme seul et unique corps qui ne peut fonctionner correctement qu'en présence de tous ses organes. Sur ce, les réseaux logistiques étant la veine qui procure au corps de bataille de l'ANP tout ce dont il a besoin, en temps et lieu opportuns et avec les quantités requises, nous sommes parfaitement convaincus que l'aptitude, le moral et la capacité combative du militaire dépendent largement de la fiabilité et de la performance de ces réseaux logistiques.» Au terme de son allocution, Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a déclaré l'ouverture officielle des travaux de cette réunion annuelle des cadres du matériel, avant d'inaugurer le parcours psychologique du combattant, où il a suivi une démonstration exécutée par les élèves de l'Ecole supérieure du matériel■

Boukrâa N.
Ph: Benyahia A.

Le secrétaire général du MDN reçoit le Haut conseiller de la Défense britannique pour la région MENA



Dans le cadre des activités de coopération militaire bilatérale algéro-britannique, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, le général-major Mohamed Salah Benbicha, a reçu en audience, le 16 janvier 2023,

au niveau du siège du MDN, Monsieur l'Air maréchal Martin Elliot Sampson, haut conseiller de la Défense britannique pour la région MENA, qui a effectué une visite officielle en Algérie à la tête d'une délégation militaire de haut niveau■

... et reçoit l'ambassadeur de la République de Corée

Monsieur le général-major, Mohamed Salah Benbicha, secrétaire général du ministère de la Défense nationale a reçu en audience, le 6 février 2023, au niveau du siège du ministère de la Défense nationale, l'ambassadeur de la République de Corée en Algérie, Monsieur Kim Chang Mo, à la tête d'une délégation de haut niveau.

A l'occasion, les deux parties ont tenu des discussions bilatérales portant sur les domaines d'intérêt commun, et ce, en présence du général-major, Abdelhafid Bakhouche, directeur des relations extérieures et de la coopération au ministère de la Défense nationale et des membres de la délégation qui l'accompagne■



Italie

Le commandant des forces navales, le général-major Mahfoud Benmeddah, a reçu, le 22 janvier 2023 au siège du Commandement des forces navales Souidani-Boudjemaâ, le chef d'état-major de la marine italienne, l'amiral Enrico Cridandino. Les discussions entre les deux parties ont porté sur les questions d'intérêt commun et les moyens de promouvoir la



coopération dans le domaine naval entre les deux pays. Lors de son séjour en Algérie,

le chef d'état-major des forces navales italiennes et la délégation qui l'accompagnait

ont visité le musée central de l'armée Chadli-Bendjedid, où ils ont reçu d'amples explications sur l'histoire séculaire de l'Algérie, appuyées par des illustrations, toiles et maquettes reflétant les différents événements marquants de cette Histoire, notamment la période coloniale et la lutte ainsi que les sacrifices consentis par le peuple algérien pour le recouvrement de sa souveraineté nationale■

Allemagne

Dans le cadre du renforcement de la coopération militaire algéro-allemande dans le domaine de la santé militaire, une délégation allemande conduite par M. Salah Athamna, président-directeur général de l'entreprise «Europe Health GMBH», a visité notre pays le 14 janvier 2023.

La délégation hôte a entamé sa visite à l'hôpital militaire universitaire spécialisé Commandant Saïd-Aït-Messaoudène de Staouéli (1^{re} Région militaire), où elle a été accueillie par le directeur central des services de santé



Ph El-Djeich

militaire, le général-major Mmohamed Bachir Souid, en présence du directeur du service social, le général-major Zerrouk Dahmani, du directeur central des infrastructures militaires, le général Ahmed Saoudi et du directeur général de l'hôpital, le général Safi Azouz.

La délégation hôte s'est rendue dans les divers départements et services spécialisés de l'hôpital, à l'instar des services chirurgie orthopédique, de diagnostic par imagerie et de réadaptation motrice et fonctionnelle où elle a reçu des explications approfondies

sur les missions de chaque service. Par la suite, la délégation allemande a visité le projet en réalisation du complexe hospitalier mère - enfant de Chéraga, un autre acquis de grande importance qui vient s'ajouter aux structures relevant des services de santé militaire. Les membres de la délégation hôte ont exprimé leur admiration vis-à-vis de cet édifice sanitaire, notamment au regard des équipements médicaux de dernière génération dont il est doté. Ce nouvel hôpital dispose d'une capacité d'accueil de 282 lits, d'un hôtel pour l'hébergement des malades et s'étend sur une superficie totale estimée à 12 hectares■

Inde

Dans le cadre du renforcement des relations militaires bilatérales algéro-indiennes, une délégation militaire indienne a effectué, du 21 au 26 janvier 2023, une visite en Algérie, conduite par le représentant du ministère de la Défense indienne, le colonel Shivananda, accompagné des représentants d'entreprises indiennes activant dans le domaine de l'industrie de défense.

Durant son séjour dans notre pays, la délégation hôte a été reçue par le directeur central



Ph El-Djeich

du matériel, le général-major Ismâïl Seddiki, qui a affirmé l'importance du renforcement des relations de coopération entre les deux armées dans le domaine de l'industrie militaire et l'échange d'expériences de la nouvelle technologie.

Au niveau du Cercle de

garnison de l'armée à Aïn Naâdja, un atelier de travail a été organisé sur les fabrications indiennes de défense, dont les représentants de quatre entreprises indiennes ont exposé leurs produits, à l'instar des dispositifs d'armes et de missiles, la fabrication et

la conception des pièces de rechange, la fabrication des systèmes électroniques et des simulateurs ainsi que les systèmes aéronautiques et les drones.

La délégation hôte s'est rendue également aux Commandements des forces terrestres, des forces aériennes et des forces de défense aérienne du territoire, la Base centrale logistique ainsi que l'Institut de recherche et développement des systèmes d'armes et moyens de mobilité, où les membres de la délégation ont présenté un exposé sur les fabrications indiennes de défense■

Soudan

Dans le cadre de la coopération militaire bilatérale algéro-soudanaise, une délégation militaire soudanaise, conduite par le général d'armée, Miraghini Idris Suleiman Idris, directeur général du système de fabrication de défense au ministère de la Défense soudanaise, a effectué une visite dans notre pays durant la période du 22 au 26 janvier 2023, et ce, en vue de renforcer les relations de coopération bilatérale entre les armées des deux pays.

Au Cercle national de l'armée, le directeur des fabrications militaires, le général-major Salim Guerid, a reçu le directeur général du système de fabrication de défense au ministère de la Défense soudanaise et la délégation qui l'accompagne. Les deux parties ont abordé les voies et moyens de renforcement de la coopération en matière de fabrications militaires. De même, il a été procédé à l'occasion à la présentation de divers exposés sur les capacités des fabrications militaires algériennes et soudanaises. Afin de s'enquérir des potentiels de fabrication et



Ph El-Djeich

de production de l'ANP, la délégation militaire soudanaise a visité l'Etablissement public à caractère industriel et commercial de la Base centrale logistique et l'Etablissement de rénovation des matériels aéronautiques.

La délégation soudanaise s'est

également rendue au Musée central de l'armée où elle a visité ses divers pavillons qui relatent les différentes épopées historiques de notre Nation et la lutte de notre peuple au fil des siècles, en particulier le pavillon de la Révolution libératrice■

Réunion de la commission de la coopération militaire algéro-belge



Ph El-Djeich

Dans le cadre de la poursuite de l'exécution du programme de la coopération militaire entre l'Algérie et la Belgique dans le domaine de la

formation, les exercices militaires conjoints et l'organisation de visites de délégations entre les deux pays, le Cercle de garnison

de l'armée à Aïn Naâdja a abrité, le 17 janvier 2023, une réunion de la commission de la coopération militaire

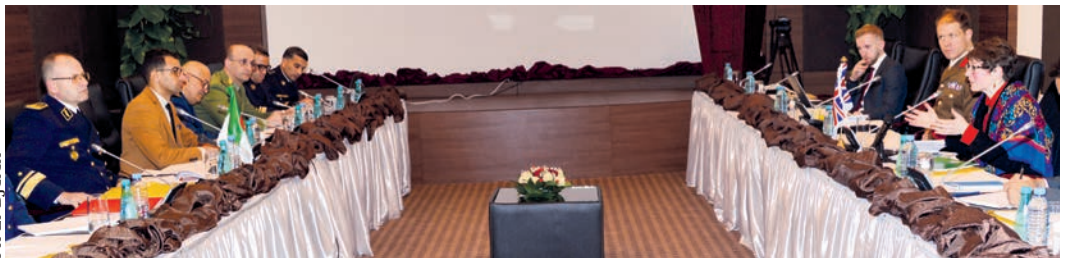
bilatérale algéro-belge dans sa troisième session.

La réunion a été co-présidée, du côté algérien, par l'inspecteur de la Direction des relations extérieures et de coopération au ministère de la Défense nationale, le général Lakhdar Alaoui, et du côté belge par le colonel Gianik Debrabandere.

La réunion a pris fin par la signature d'un procès-verbal.

Commission mixte algéro-britannique

Dans le cadre de la coopération militaire bilatérale Algéro-britannique, le cercle de garnison de l'Armée nationale populaire d'Ain-Naadja a abrité, les 24 et 25 janvier 2023, les travaux de la 10^e session de la



commission mixte algéro-britannique chargée du suivi de la coopération dans le domaine de la défense, présidés conjointement, du côté algérien par le général

Benaouda Hallal, Chef de la division Emploi et préparation des Forces navales, Co-président de ladite commission et, du côté britannique, par Mme Gough Ella Katherine, Cheffe de la

politique de l'Afrique du nord au ministère de la Défense britannique.

Les travaux de cette 10^e session ont porté sur l'évaluation des activités de coopération militaire

bilatérale ainsi que l'examen des perspectives de coopération susceptibles d'être concrétisées pour le renforcement des liens et ont été clôturés par la signature d'un procès-verbal.

Escale de la frégate polyvalente «Carabiniere-F593» au port d'Alger



Ph El-Djeich

En exécution du programme de coopération militaire bilatérale algéro-italien, la frégate italienne polyvalente «Carabiniere-F593» a accosté,

le 21 janvier 2023, au port d'Alger pour une escale de quatre jours.

A son arrivée, le commandant de la frégate italienne, le

Fiche technique de la frégate italienne

- **Type** : Rinascimento
- **N° de bord** : F 593
- **Entrée en service** : le 28/04/2015
- **Poids** : 4500 tonnes.
- **Longueur** : 143.40 mètres.
- **Largeur** : 19.7 mètres
- **Partie immergée** : 6 mètres.
- **Vitesse** : 28 nœuds nautiques.
- **Equipage** : 145 marins

lieutenant-colonel Davide Rossano, a rendu une visite de courtoisie au commandant de

la Façade maritime centre, le général Amar Debiche. Un programme d'activités culturelles, sportives et touristiques au profit de l'équipage de la frégate italienne figurait au programme de cette escale, dont des visites au Musée central de l'armée, au Musée du Moudjahid, une rencontre de football face à l'équipe du Commandement des forces navales ainsi que d'autres activités, et ce, en vue de renforcer les relations de coopération militaire entre les forces navales de l'Armée nationale populaire et la marine italienne.

Séminaires et conférences

Session extraordinaire du Conseil national de l'information géographique Installation des membres du conseil

Ph El-Djeich



Le chef de Département emploi et préparation de l'état-major de l'Armée nationale populaire, le général-major Belkacem Hasnat, a présidé, le 29 janvier 2023, au Cercle de garnison de l'armée d'Ain-Naâdja, dans la 1re RM, en sa qualité de président du Conseil national de l'information géographique (Cnig), les travaux de la session extraordinaire du Cnig.

Dans son allocution d'ouverture des travaux, le président du Cnig, a souligné : «Au regard des évolutions rapides que connaît le monde dans le domaine des nouvelles technologies, notamment de l'information

et de la communication, il est devenu impératif pour nous, en tant qu'acteurs dans le domaine géographique, de trouver les moyens de créer un espace environnemental national, qui permet le développement simultané et homogène de données géographiques», en ajoutant qu'il est indispensable «qu'elles soient précises, de haute qualité et produites conformément aux normes et standards internationaux en vigueur, afin de les exploiter de manière efficace dans la prise de décision, ainsi que la consolidation d'une bonne gouvernance de nos espaces géographiques dans divers domaines.»

De son côté, le secrétaire

général du Cnig, le général Hamid Oukaci, a déclaré que la tenue de cette session était «l'occasion pour réunir l'ensemble des acteurs nationaux activant dans le domaine de l'information géographique, aux fins d'opérationnaliser les différentes articulations qui y sont prévues dans le cadre statutaire, ce qui permettra à cet organe d'assurer pleinement les missions qui lui sont dévolues».

L'ordre du jour des travaux de cette rencontre a été entamé par l'installation officielle des membres du Cnig par le président dudit conseil, et ce, conformément aux dispositions statutaires fixant sa composition, ses missions,

son organisation et son fonctionnement, suivi par l'examen du cadre réglementaire ainsi que les aspects liés à la politique nationale de l'information géographique par cette instance multisectorielle, visant, selon les participants, à «doter l'Algérie d'un instrument à même d'instaurer un écosystème disposant des caractéristiques propres à une infrastructure nationale géospatiale, qui est la traduction des recommandations et autres règles édictées par le groupe des experts des Nations unies pour la gestion intégrée de l'information géospatiale (GGIM)»■

DCM. «Rôle des systèmes de simulation dans la préservation des ressources du matériel et la rationalisation des dépenses»

La Direction centrale du matériel a organisé, le 30 janvier 2023, au niveau de l'Ecole supérieure du matériel Chahid Ben Mokhtar Cheikh Amoud, un séminaire national intitulé «Rôle des systèmes de simulation dans la préservation des ressources du matériel et la rationalisation des dépenses - cas de consommation des munitions et missiles». L'ouverture des travaux de ce séminaire a été supervisée par le directeur central du



matériel, le général-major Smail Seddiki, qui a affirmé à l'occasion l'importance qu'accorde le Haut commandement de l'Armée

nationale populaire à la rationalisation des dépenses et au maintien de la disponibilité du matériel, à travers l'exploitation de tous les moyens et engins modernes, notamment les simulateurs.

Le programme du séminaire a comporté la présentation de plusieurs conférences par des enseignants spécialisés dans ce domaine, à l'instar de «La simulation et la maîtrise des systèmes» et «Les systèmes de simulation dans la

préservation des ressources du matériel».

Les travaux du séminaire ont été conclus par des recommandations portant, dans l'ensemble, sur le renforcement des procédures visant l'amélioration et le rehaussement de la capacité des systèmes de simulation et leur exploitation au cours de l'instruction, dans le but de rationaliser la consommation des ressources et préserver les réserves en munitions et missiles■

GN. «Contribution de l'anthropologie criminelle à l'investigation judiciaire»



Ph El-Djeich

Le chef d'état-major de la Gendarmerie nationale, le général Sid Ahmed Bouremama, a présidé, le 17 janvier 2023, un séminaire intitulé "Contribution de l'anthropologie criminelle à l'investigation judiciaire", à l'Institut national de criminalistique et de criminologie de Bouchaoui, en présence d'officiers supérieurs et de cadres du ministère de la Défense nationale, d'éminents professeurs universitaires spécialisés en anthropologie criminelle, des représentants des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Enseignement supérieur, de la Culture, des Moudjahidine, des Travaux publics, de l'Agriculture et de la Santé,

ainsi que des représentants de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), de la Protection civile et des associations nationales activant dans le domaine. L'anthropologie criminelle représente une approche interdisciplinaire en perpétuelle progression qui consiste à analyser des restes osseux dans le but d'apporter des éléments de réponse et de faire évoluer une investigation ou une enquête criminelle. Outre le fait de faire le point sur la pratique de l'anthropologie forensique en Algérie, les participants ont ainsi eu l'opportunité d'établir une plateforme interactive visant à unifier les pratiques scientifiques et

échanger les expertises entre les différents acteurs et intervenants dans le domaine de l'anthropologie en Algérie. De telles manifestations contribuent au développement de cette spécialité qui a pour objet de répondre aux questionnements des juridictions, à travers l'ostéologie et l'odontologie légale, permettant de déterminer le sexe et l'âge des cadavres lors des enquêtes. Ce séminaire vise également à renforcer l'ouverture de l'INCC sur le milieu universitaire et la recherche scientifique et de rentabiliser ses efforts, vu son rôle pionnier dans le domaine de l'anthropologie criminelle en Algérie■

Impressions

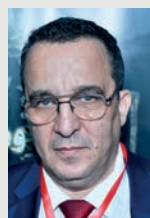
Lieutenant-colonel Chawki Bisker, chef de département médecine légale à l'INCC

«Cette rencontre scientifique a rassemblé un grand nombre d'intervenants nationaux dans le domaine de l'anthropologie forensique afin de promouvoir cette discipline. Nous travaillons dans ce domaine depuis 2010 et notre laboratoire est le premier à être accrédité en Afrique, selon des normes internationales.»



Pr Rachid Belhadj, du ministère de la Santé

«Nous souhaitons transmettre un message de collégialité et coordonner les efforts des compétences algériennes pour développer les sciences médico-légales en matière d'anthropologie, pouvoir exploiter nos propres données sur notre population ainsi que de créer un espace de publication pour que nous, chercheurs, puissions publier à l'échelle internationale.»■



Le directeur du Service national en visite dans la 4^e Région militaire

En exécution du programme des visites de travail sur le terrain, tracé par le Haut commandement de l'ANP, le directeur du Service national au ministère de la Défense nationale, le général Mohammed Cherif Hafsi, a effectué, le 16 janvier 2023, une visite dans le territoire du secteur militaire d'El Ménéa, dans la 4^e Région militaire, où il a supervisé la cérémonie d'inauguration

du Centre territorial du Service national du secteur. L'inauguration de cette importante structure s'inscrit dans le cadre de la facilitation des prestations au profit des citoyens et pour réduire leurs déplacements, et ce, conformément aux orientations du Haut commandement de l'ANP visant la consolidation du lien armée-nation■



Ph DRIC 4^e RM

Ecole supérieure de guerre

Exercice stratégique sous le thème «La planification stratégique pour l'emploi des forces armées pour repousser une agression potentielle»

Ph El-Djeich



Dans le cadre de l'exécution de la directive annuelle pour la préparation au combat 2022 - 2023, l'Ecole supérieure de guerre a organisé, du 8 au 11 janvier 2023, un exercice stratégique sous le thème «La planification stratégique pour l'emploi des forces armées pour repousser une agression potentielle», en présence de généraux majors, de généraux, d'officiers supérieurs de différents

Commandements de forces, de départements et de services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'Armée nationale populaire, ainsi que de cadres supérieurs de différents secteurs ministériels, à l'instar des ministères des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, de l'Intérieur, des Collectivités locales et de

connaissances des participants et le rehaussement de leurs aptitudes dans le domaine de la planification et de l'emploi des capacités militaires et civiles de l'Etat. Il a souligné qu'il vise essentiellement à l'unification des méthodes de planification stratégique de l'emploi des forces armées en tant que segment essentiel de la planification pour repousser toute agression potentielle

l'Aménagement du territoire et des Finances.

Dans son allocution d'ouverture, le directeur de l'Ecole supérieure de guerre, le général-major Hamid Fekane, a insisté sur l'importance de cet exercice et son rôle dans le renforcement des

mais aussi la consolidation des capacités d'analyse et de prévision de l'évolution de la situation militaire et stratégique afin de détecter les menaces potentielles et les contrecarrer.

Le programme de l'exercice contenait deux phases. La première axée sur la prévision de la nature de l'agression potentielle. Plusieurs conférences ont été présentées dans ce chapitre. La deuxième phase était consacrée à l'étude de la préparation de l'emploi des forces armées pour contrecarrer toute agression potentielle. L'exercice a été conclu par une série de recommandations et de propositions portant, dans l'ensemble, sur l'affermissement des connaissances dans le domaine de la planification stratégique pour l'emploi des forces■

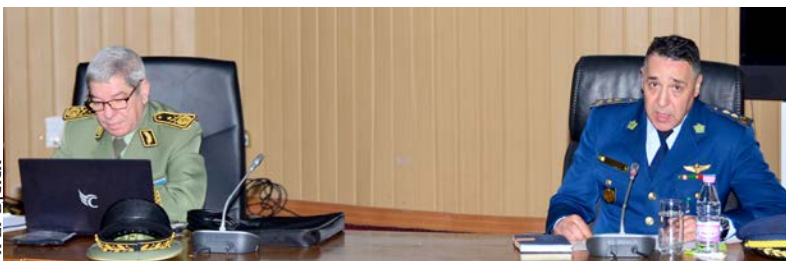
«Le Service national et son rôle dans le renforcement du lien armée-nation»

Le directeur du Service national du ministère de la Défense nationale, le général Mohamed Cherif Hafsi, a affirmé, lors d'une conférence qu'il a présentée au niveau de l'Ecole supérieure de guerre, le 9 janvier 2023, que le Service national est le premier domaine du lien «armée-nation» et un acteur actif dans le soutien de la relation entre le peuple et son armée. Il a souligné également que le lien «armée-nation» constitue l'une des constantes nationales, au regard de son importance dans le renforcement de la cohésion nationale, étant la soupape de sécurité nationale, qui s'inscrit dans le cadre de la question de défense de la Nation et un moyen d'appui pour faire face à tous les défis et risques que

rencontre notre pays. D'après cette vision, le législateur algérien a encadré et adapté le Service national à une réglementation juridique

conforme à la nature et aux exigences de chacune des étapes que notre pays a traversées depuis l'indépendance jusqu'à nos jours.

Dans ce contexte, le directeur du Service national a évoqué les dernières évolutions du Service national survenues dans différents domaines, notamment législatifs, à travers la révision du cadre juridique du Service national



algérien, qui comporte une série de facilitations adoptée par le ministère de la Défense nationale, visant à réduire la durée du service à un an, ainsi que l'établissement de mécanismes administratifs répondant à certaines catégories, ce qui a permis de régler leur situation à travers les opérations de régularisation annoncées de façon régulière.

Le directeur a clôturé sa conférence en rappelant le

rôle du Service national dans la diffusion des valeurs de fraternité et de cohésion entre le peuple et son armée, en les transmettant aux différentes générations. A cette occasion, il a appelé à renforcer la conscience nationale ainsi que l'importance de l'accomplissement du Service national qui constitue l'un des piliers principaux dans le processus de l'intégration sociale et professionnelle des jeunes dans divers domaines■

Décès de l'équipage d'un hélicoptère militaire



Lors d'une mission de vol d'entraînement planifié, un hélicoptère de type MI-171, relevant de nos forces aériennes, s'est écrasé le 23 janvier 2023, aux environs de la localité d'El Attaf, dans la wilaya d'Aïn Defla, dans la 1^{re} RM, causant le décès en martyr du colonel Mourad Menari, du commandant Moussa Mohamed Dahmani et du sergent Oussama Cheboua.

En cette douloureuse épreuve, le commandant des forces aériennes, le général-major Mahmoud Laraba, et le commandant de la 1^{re} Région militaire, le général-major Ali Sidane, ont jeté un dernier regard sur les corps des victimes et se sont recueillis à la mémoire des Martyrs, au Centre régional médico-chirurgical de la 1^{re} RM, où étaient exposées les dépouilles mortelles qui ont été ensuite transportées vers leurs wilayas d'origine où elles ont eu droit aux honneurs militaires avant d'être inhumées dans une atmosphère solennelle. Qu'Allah accorde aux martyrs du devoir national sa pleine miséricorde.

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a ordonné l'ouverture d'une enquête afin de déterminer les causes et les circonstances de ce tragique accident ■

Condoléances de Monsieur le Président de la République

En cette douloureuse épreuve, Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses sincères condoléances aux familles des martyrs et à tous les personnels de l'Armée nationale populaire, à travers un message dont voici le contenu :

«Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, je viens d'apprendre avec une profonde tristesse, suite au crash d'un hélicoptère militaire au niveau d'El Abadia, dans la wilaya d'Aïn

Defla, le décès en martyr de trois braves fils de l'ANP, en accomplissant leur mission avec honneur au service de la Patrie. En cette douloureuse épreuve, je présente aux familles des victimes, à l'ensemble des cadres et des personnels de l'ANP mes sincères condoléances et ma profonde compassion, priant Allah le Tout-Puissant d'accorder la patience et le courage à leurs proches et d'accueillir les chouchada du devoir national dans son Paradis éternel.»

**«A Allah nous appartenons
et à Lui nous retournons».**

Condoléances de Monsieur le chef d'état-major de l'ANP

Pour sa part, Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a adressé en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'ANP, ses sincères condoléances et sa profonde compassion aux familles et proches des

Chouchada, priant Allah le Tout-Puissant de leur prêter force et courage et d'accorder aux défunts chouchada Sa sainte Miséricorde.

**«A Allah nous appartenons
et à Lui nous retournons».**

L'intervention des détachements de l'ANP lors des dernières intempéries en images





Les dernières perturbations météorologiques dans notre pays ont nécessité une intervention rapide et qualitative des détachements de l'ANP dans les 1^{re}, 2^e et 5^e RM, où ils ont mobilisé tous les moyens humains et matériels afin de rouvrir les routes et désenclaver les zones touchées, en particulier les villages situés dans des zones montagneuses.

Dans ce cadre, les unités et détachements relevant des secteurs militaires de Sétif, Constantine, Jijel et Skikda, dans la 5^e Région militaire, ont déployé des chasse-neige, en vue de faciliter la circulation des véhicules et désenclaver les zones touchées. Dans le même contexte, des détachements de l'ANP à Tizi Ouzou, et Bouira sont intervenus pour désenclaver les populations des villages. De plus, des détachements relevant de la 8^e Division blindée, dans la 2^e RM, ont prêté assistance aux populations et rouvert les routes. La même opération a été assurée à Sidi Bel Abbès par le secteur militaire de Tissemsilt.

Ces efforts se poursuivront jusqu'à l'amélioration des conditions météorologiques, prouvant ainsi à chaque fois la solidité de la relation étroite entre le peuple et son armée. Ces efforts ont suscité l'admiration des citoyens.



Lutte contre le terrorisme et le crime organisé

Bilan des opérations du mois de janvier 2023

Individus arrêtés

- **(55)** Eléments de soutien.
- **(720)** Personnes (dans le cadre de la contrebande et l'orpaillage illicite).
- **(316)** Narcotrafiquants.
- **(932)** Immigrants clandestins de différentes nationalités.

Armes et munitions récupérées

- **(56)** Armes à feu.
- **(10)** Bombes de confection artisanale.
- **(1000)** Cartouches.

Divers objets

- **(01)** Découverte et destruction d'une casemate pour terroristes.
- **(8,2 kg)** Cocaïne.
- **(34,487 Q)** Kif traité.
- **(1461314)** Comprimés psychotropes.
- **(326479 L)** Carburant.
- **(20)** Détecteurs de métaux.
- **(460)** Marteaux piqueurs.
- **(874)** Groupes électrogènes.
- **(29,2T)** Mélange de pierres et d'or brut.

Moyens roulants

- **(178)** Véhicules de tous types.





Nationalisation des
hydrocarbures et opération
qualitative de Tiguentourine

La souveraineté énergétique **une ligne rouge**

Notre pays dispose d'importants potentiels et des capacités de production considérables dans le domaine énergétique, ce qui lui permet d'être un acteur essentiel sur les plans économique, régional et mondial. Ceci se reflète à travers les efforts consentis par l'ANP, avec toutes ses ressources humaines et matérielles, dans la sécurisation et la protection des infrastructures et des biens nationaux, notamment les installations énergétiques, et ce, à travers la mise en œuvre d'une stratégie efficiente et viable pour contrecarrer toute menace. Dans ce numéro, la revue «El-Djeich» aborde ce sujet à l'occasion de l'anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et de l'opération qualitative de Tiguentourine, exécutée par les éléments de nos forces armées avec précision et professionnalisme.



52 ans après la nationalisation
des hydrocarbures

L'Algérie parie sur la transition énergétique



52 ans après la nationalisation des hydrocarbures et la consécration de la souveraineté nationale sur ses ressources naturelles et un long parcours durant lequel elle a acquis une expérience affirmée dans le secteur énergétique, l'Algérie œuvre, à la lumière de son passage aux énergies nouvelles, à travers un processus de transition énergétique, à l'élaboration d'une stratégie nationale lui garantissant une transition efficiente.

Ilhem G Trad : M. Mayouf

Le 24 février 1971, le défunt président Houari Boumediène annonçait, devant les cadres de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), la nationalisation des hydrocarbures. Cette décision historique a permis à l'Algérie d'asseoir sa souveraineté nationale sur sa richesse pétrolière qui allait constituer une source d'inspiration pour de nombreux pays producteurs du tiers-monde, désireux de s'affranchir de la tutelle des compagnies étrangères. La décision de la nationalisation des hydrocarbures a été suivie par la signature, le 11 avril 1971, d'une ordonnance portant loi fondamentale sur les hydrocarbures, définissant les

règles de prospection et d'exploration des hydrocarbures par les compagnies étrangères. Le principal objectif derrière la nationalisation des hydrocarbures par le défunt président Houari Boumediène était la récupération des richesses nationales souterraines et de les mettre en valeur au profit des Algériens. Le but étant d'assurer une source de financement pour la croissance nationale, l'industrialisation, la construction des infrastructures de base, l'éducation et la médecine gratuites. Tout au long des années écoulées, notre pays a poursuivi le processus de mise en valeur des hydrocarbures. Il dispose désormais de grandes

infrastructures industrielles dédiées au raffinage et aux industries pétrochimiques, les canalisations et l'exportation, à travers, notamment, les gazoducs qui relient notre pays au continent européen. L'Algérie possède désormais d'importantes capacités pour la liquéfaction du gaz naturel et une flotte de transporteurs de gaz liquéfié et d'autres sources d'énergie. Ces efforts ont été couronnés par une réduction des importations des dérivés pétroliers de plus de 50%, l'année à laquelle aucune quantité de carburant n'a été importée, en 2021. Pour ce qui est d'assurer les sources d'énergie à la population, l'Algérie a réalisé un



saut qualitatif et des niveaux parmi les plus élevés dans la région et même dans le monde. Plus de 99% des foyers sont raccordés au réseau d'électricité et 65% au réseau de gaz naturel. Les efforts se poursuivent pour le raccordement des régions reculées et isolées à travers l'ensemble du territoire national, y compris les zones agricoles afin d'améliorer les conditions de vie des populations et consolider la dynamique économique. Pour ce faire, l'Etat algérien est résolument déterminé à poursuivre ses efforts dans l'investissement dans ce secteur. Ainsi, la valeur des investissements devrait dépasser, les quatre prochaines années, les 39 milliards de dollars dont 70% consacrés à la prospection et au développement, notamment pour améliorer le taux de récupération, en particulier dans les champs pétroliers de Hassi Messaoud et Hassi R'Mel. Dans ce contexte, l'Organisation des Etats arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) a classé l'Algérie

à la première place à l'échelle arabe en termes de découvertes pétrolières et gazières réalisées au cours des huit premiers mois de l'année 2022. Ledit rapport précise également que l'Algérie a enregistré, du début de l'année 2022 jusqu'à la fin août 2022, sept nouvelles découvertes, dont quatre pétrolières et trois gazières. Il s'agit, entre autres, de la découverte réalisée à Hassi R'Mel, avec des estimations variant entre 100 et 340 milliards m³ de gaz, au «Réservoir Lias Carbonaté» et la découverte d'"In Ekker Sud-ouest-1" (IEKSW-1), dans le périmètre de recherche "In Amenas 2". Le test de production a donné une estimation de 513.000 m³/jour de gaz et 43 m³/jour de gaz à condensant. Une troisième découverte a été réalisée au puits de Tamzaia-3 (TAMZ-3) sur le périmètre de recherche "Taghit".

Transition vers les nouvelles énergies

A l'ère du passage aux nouvelles énergies, notre pays s'attelle, dans le cadre du processus de

transition énergétique engagé, à mettre en œuvre une stratégie nationale à travers la mobilisation et la mise en valeur de toutes ses ressources, notamment les énergies renouvelables, sachant qu'il possède d'énormes potentiels en énergie solaire et en hydrogène vert.

Les efforts de l'Algérie en la matière sont considérables, traduits par des programmes colossaux dédiés à la maîtrise de l'énergie et l'intégration des énergies renouvelables à travers le lancement de projets programmés à l'horizon 2030. Le but étant de réaliser la sécurité énergétique nationale, chercher de nouvelles voies pour renforcer la croissance économique grâce à l'énergie et passer d'une économie rentière vers une économie reposant sur la diversification des ressources énergétiques, basées sur les énergies renouvelables.

Dans ce cadre, le plan d'action du gouvernement de septembre 2021 montre, dans le volet «Développement des secteurs

La valeur des investissements devrait dépasser, durant les quatre prochaines années, 39 milliards de dollars, dont 70% consacrés à la prospection et au développement.

contribuant à la croissance et au développement économique» intitulé «Développement stratégique du secteur de l'énergie», l'impératif de garantir la sécurité énergétique du pays, en répondant à la demande nationale sur le long terme. Le gouvernement a d'ailleurs adopté les aboutissants du communiqué du Conseil des ministres tenu en juin 2022, contenant les orientations de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sur l'impératif pour l'Algérie d'acquérir les aptitudes et les capacités naturelles et financières et de diversifier ses sources d'énergie, notamment l'énergie propre, à même d'ouvrir la voie aux start-ups pour investir ce créneau. Il a précisé que cela se fera à travers la coopération dans diverses spécialités, en s'orientant, conformément à un programme étudié, vers la

production de l'hydrogène vert et de l'énergie solaire.

Après l'installation du Haut conseil de l'énergie en avril 2022, notre pays s'apprête à promulguer une nouvelle loi sur la transition énergétique, dont l'objectif est de réaliser une croissance «verte», à travers «la stratégie de l'Algérie à l'horizon 2030», qui consacre un nouveau modèle énergétique, orienté vers un «mix énergétique équilibré», en vertu de la nouvelle loi sur la transition énergétique. Ce plan d'action repose sur cinq axes stratégiques qui sont :

- un plan national de développement massif des énergies renouvelables.

- Un programme multisectoriel qui repose sur la sobriété et l'efficacité énergétiques.

- un plan national ambitieux portant sur la production de l'hydrogène vert.

- La consécration d'un nouveau

modèle énergétique qui tend vers un «mix énergétique équilibré» à l'échéance 2030.

- La prise de mesures d'appui à la transition énergétique, à travers notamment la formation, le développement de la recherche, la croissance et l'activité normative ainsi que la communication et la coopération. Dans le même contexte, notre pays a œuvré à la recherche de voies alternatives pour l'exploitation de l'énergie pour l'après-pétrole et entamé une dynamique de l'énergie verte, à travers le lancement d'un programme ambitieux pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Sa vision repose sur une stratégie axée autour de la mise en valeur des ressources intarissables, comme les ressources solaires et leur exploitation en vue de diversifier ses sources d'énergie■

Le Haut conseil de l'énergie : pour la concrétisation de la transition énergétique



Le Haut conseil de l'énergie, dont les membres ont été installés en avril 2022 par Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est chargé de fixer les grandes orientations en matière de politique énergétique nationale et d'en assurer le suivi et l'évaluation afin de relever le défi de la transition énergétique.

Le conseil a pour mission le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des plans à long terme pour le développement des infrastructures de production, de transport, d'approvisionnement, de stockage et de distribution des produits énergétiques.

Ce conseil est appelé aussi à suivre l'introduction et le développement des énergies nouvelles et renouvelables, garantir les ressources minières nécessaires à son développement, la transition énergétique vers un nouveau

modèle national de production et de consommation d'énergie en fonction des ressources énergétiques et minières nationales, des engagements extérieurs et des objectifs stratégiques à long terme du pays.

Il devra assurer également le suivi de la régulation du marché énergétique national, l'impact de la situation énergétique nationale et internationale sur le pays, ainsi que la valorisation des ressources énergétiques et la dimension énergétique liée à l'environnement et au changement climatique, le suivi des alliances stratégiques et des partenariats internationaux en matière énergétique, notamment les engagements et accords commerciaux à long terme et à portée stratégique. Le conseil est autorisé à examiner toute question d'importance générale et stratégique relative à la politique énergétique nationale■

Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, supervise la commémoration du 10^e anniversaire des événements de Tiguentourine

Le professionnalisme de l'ANP salué



Monsieur le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, en compagnie du ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, a supervisé, le 16 janvier 2013 à In Amenas (4^e RM), la cérémonie commémorative du 10^e anniversaire des événements de Tiguentourine.

Ont assisté à cette manifestation le commandant de la 4^e RM, le général-major Omar Tlemçani, des officiers généraux et généraux-majors de l'état-major de l'ANP, le président-directeur général de Sonatrach, M. Toufik Hakkar, nombre d'ambassadeurs et d'attachés de défense accrédités à Alger ainsi que les autorités locales, civiles et militaires.

La cérémonie, qui s'est déroulée au niveau du complexe gazier, a été

entamée par la levée de l'emblème national et l'interprétation de l'hymne national. Monsieur le général d'armée a ensuite déposé, en compagnie du ministre de l'Energie et des Mines, une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative des événements de Tiguentourine, avant que les participants n'observent une minute de silence à la mémoire des victimes de l'attentat criminel ayant ciblé ce site gazier important, le 16 janvier 2013.

Par la suite, le PDG de Sonatrach a prononcé une allocution de bienvenue dans laquelle il a rendu hommage aux victimes du terrorisme barbare.

De son côté, le ministre de l'Energie et des Mines a salué le professionnalisme des personnels de l'ANP et leur bravoure dans la mise en échec du plan criminel

des groupes terroristes.

Dans son allocution prononcée à l'occasion, le directeur de l'information et de la communication de l'état-major de l'ANP, le général-major Mabrouk Saba a, pour sa part, mis en exergue la vigilance et la détermination des personnels de l'ANP lors de cette opération de qualité menée avec promptitude et une précision exceptionnelle ayant abouti à l'élimination des éléments de ce groupe terroriste.

Il est à souligner qu'à cette occasion, Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, et à travers lui l'ensemble des personnels de l'ANP, a été honoré en guise de reconnaissance et de considération aux sacrifices et aux efforts consentis. Ce fut également une occasion pour honorer quelques familles des victimes et blessés algériens et étrangers, à l'instar de la famille du chahid Lahmar Mohamed Amine, tombé au champ d'honneur lors de ces événements.

A la fin, l'assistance a participé à une opération de plantation d'arbustes au niveau de la base de vie du complexe gazier de Tiguentourine.

Gherarmi A

Ph: Benyamina A.

Impressions

M. Andy Collins, vice-président-directeur général chargé du partenariat chez la Société British Petroleum

«Nous saluons les efforts consentis par l'armée algérienne pour instaurer la sécurité et la stabilité, qui nous ont permis de travailler dans des conditions favorables et sûres. Nous considérons l'Algérie comme partenaire fiable. Aussi, en ce jour particulier, commémorant cet événement, nous nous tenons aux côtés de l'Algérie, gouvernement et peuple. Je tiens à exprimer également ma joie et ma fierté d'être présent en ces lieux et je suis heureux de voir tout le monde présent ici. Ceci témoigne du respect et du grand intérêt qu'accorde l'Algérie aux victimes de cet incident douloureux.»



M. Mohand Chérif Ben Bellout, blessé et rescapé de l'acte terroriste

«Je me suis remémoré aujourd'hui des instants très pénibles et impossibles à décrire. Je suis très fier de cette initiative et je ne peux que

présenter mes remerciements et ma gratitude à ceux qui sont en charge de cette bonne action. Toute ma considération et ma reconnaissance va aux fils de l'Armée nationale populaire qui demeurent debout face à toute épreuve avec professionnalisme et bravoure faisant ainsi échec au terrorisme barbare»



Sonatrach organise un colloque national sur la sécurisation des sites industriels énergétiques en Algérie

Valorisation du rôle de l'ANP

Les participants au colloque national sur « La sécurisation des sites industriels énergétiques en Algérie » organisé par le ministère de l'Energie et des Mines, en collaboration avec le ministère de la Défense nationale, le 15 janvier 2023, au niveau du siège du groupe Sonatrach, ont mis en valeur le rôle important et décisif de l'Armée nationale populaire dans la protection et la sécurisation des installations industrielles énergétiques dans notre pays, ainsi que l'efficacité de sa stratégie pour faire face aux différentes menaces sécuritaires.

Ilhem G Trad : Sihem. L

Ont pris part à ce colloque, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, le directeur de l'information et de la communication de l'état-major de l'ANP, le général-major Saba Mabrouk, des représentants de sociétés et parties prenantes en matière de sûreté des installations d'hydrocarbures ainsi que des représentants d'entreprises étrangères.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre de l'Energie et des Mines a affirmé que ce colloque constitue une opportunité pour échanger les expériences en matière de sécurité et de protection des installations pétrolières, en particulier avec l'augmentation des opérations de sabotage ayant touché de nombreuses installations pétrolières et gazières dans le monde ces dernières années, saluant à l'occasion le rôle efficace et décisif joué par l'Armée nationale populaire dans la protection des personnes, des installations et des biens.

Le ministre a souligné l'importance capitale accordée par notre pays en matière de sécurisation des sites énergétiques et miniers, et ce, à travers la mobilisation de tous les moyens et capacités, en assignant, en premier lieu, leur sécurisation et surveillance à des organismes spécialisés jouissant de la compétence et des moyens adéquats, en plus de l'adoption des normes techniques nécessaires concernant les équipements

énergétiques et miniers, ainsi que le lancement d'études relatives aux risques et à la protection de l'environnement. Des travaux sont également en cours pour la réalisation d'aéroports dotés de moyens nécessaires pour intervenir rapidement en cas d'éventuels incidents, risques sécuritaires et industriels. Pour leur part, les équipes de sécurité intérieure et industrielle sont chargées du contrôle périodique des pipelines et des sites industriels à travers l'ensemble du

territoire national. Dans son intervention, le président directeur général de Sonatrach, M. Toufik Hakkar, a mis l'accent sur l'importance de la mise à niveau en permanence du système de protection et de sécurisation de nos installations énergétiques. Le groupe Sonatrach œuvre, en collaboration avec des unités de l'Armée nationale populaire et les services de sécurité, à assurer la sécurité des installations énergétiques, des sites industriels et des pipelines.



Pour sa part, dans son intervention intitulée «Les efforts de l'ANP dans la protection des frontières et la sécurisation des installations énergétiques», le représentant de la Direction de l'information et de la communication de l'état-major de l'ANP, le colonel Mustapha Merah, a évoqué l'intérêt accordé par le Haut commandement de l'ANP à la mobilisation de tous les moyens matériels et humains pour la protection des installations énergétiques qui constituent des cibles potentielles pour les groupes terroristes, et ce, pour plusieurs raisons dont la plus éminente est l'écho médiatique que peut susciter la prise en otage des travailleurs des installations pétrolières, dans le but d'exercer un chantage et obtenir une rançon.

Le représentant de la Direction de l'information et de la communication a également souligné l'efficacité de la stratégie adoptée par nos forces armées pour faire face aux différentes menaces sécuritaires, démontrant le professionnalisme et la vigilance des personnels de nos forces armées ainsi que leur permanente disponibilité à dissuader et à mettre en échec toute tentative visant à nuire à la sécurité de la

Nation et à la quiétude du citoyen. Dans ce contexte, il a rappelé que le processus de sécurisation des frontières nationales se poursuit, en particulier à la lumière des menaces sécuritaires prévalant dans l'environnement régional de l'Algérie où le trafic de drogue constitue une source de financement du terrorisme mais également un facteur pour la propagation de la corruption et l'affaiblissement des gouvernements. Ainsi, les revenus générés par ce trafic servent en grande partie à apporter soutien et appui financier et logistique aux réseaux terroristes, leur permettant d'infiltrer les systèmes de sécurité des États. Relevant que ces drogues proviennent du Maroc, le représentant de la DIC a rappelé à l'assistance la position prise par la communauté internationale vis-à-vis de cette menace, en citant un rapport de l'Organisation des Nations unies, en août 2020, où il est indiqué que *«la facilitation de la production et du transport des drogues à partir du Maroc a contribué grandement au financement des organisations terroristes et leur formation de nouveaux»*. Dans le même contexte, pour l'observatoire européen des drogues et des

toxicomanies, le Maroc est le premier bailleur de fonds de l'Europe en drogues.

Enfin, à la fin de son intervention, le représentant de la DIC a insisté sur la disponibilité permanente de nos forces armées à contrecarrer toute menace quelle que soit sa nature ou sa source.

Ce colloque a vu l'intervention des cadres de Sonatrach qui ont exposé les expériences du groupe face à l'ensemble des menaces, ainsi que les efforts fournis pour relever de nouveaux défis, notamment cybernétiques. Pour leur part, les représentants des compagnies pétrolières italienne «ENI» et norvégienne «Equinor Energy AS» ont fait état de leurs expériences en matière de sécurisation des sites énergétiques et se sont félicités de la qualité de la coopération avec les autorités algériennes en la matière.

Les travaux de ce colloque ont été clôturés par la projection d'un film documentaire sur l'intervention réussie des équipes de Sonatrach pour la réparation, dans un délai de 48 heures, d'un tronçon d'oléoduc endommagé suite à des intempéries au niveau de la wilaya d'Oued Souf ■

Disponibilité permanente de nos forces armées à contrecarrer toute menace, quelles que soient sa nature ou sa source.





10^e anniversaire de l'opération de Tiguentourine L'Algérie intraitable à l'égard de ses ennemis

L'ANP a prouvé, à maintes reprises, sa capacité à contrecarrer toute tentative visant à porter atteinte à la sécurité de son pays et à sa stabilité, suivant une stratégie efficace, minutieusement tracée par le Haut commandement. Cette stratégie s'appuie sur le renforcement des formations de défense et le déploiement précis des différentes unités du corps de bataille, le contrôle, la protection et la surveillance de toutes les issues frontalières, ainsi que la sécurisation des infrastructures industrielles, économiques et énergétiques vitales de notre Patrie.

Bellil S. Trad : Ait Amirat M.

Notre pays a adopté une approche sécuritaire globale et multidimensionnelle pour garantir sa sécurité et sa sûreté ainsi que la préservation de sa souveraineté. En droite ligne de cette approche, l'Armée nationale populaire œuvre à la sécurisation de nos vastes frontières nationales, au titre de ses missions constitutionnelles, assurant leur surveillance permanente et continue en resserrant l'étau sur les résidus des groupes terroristes et les bandes criminelles pour les éradiquer, comme l'a souligné Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, lors de sa visite dans la 3^e RM, en avril 2022. Il avait affirmé en substance : *«L'Armée nationale populaire est et restera le bouclier de la Nation et son rempart imprenable, tout comme elle demeurera le*

gardien de la grandeur du pays, le défenseur de ses frontières et de sa souveraineté et le garant de sa sécurité et de sa stabilité.»

Une détermination sans faille

Le succès de l'opération de Tiguentourine, largement saluée tant à l'intérieur qu'à l'étranger, a renforcé la détermination et la résolution de l'Armée nationale populaire à poursuivre son combat contre les résidus des groupes terroristes dont l'objectif est de déstabiliser le pays. L'ANP poursuit ses efforts incommensurables à pas fermes, par un travail colossal qui lui permet, outre de s'acquitter pleinement de son rôle efficace dans le domaine de la défense nationale, d'assurer avec efficacité la protection des infrastructures et des sites industriels, économiques et

énergétiques importants, et ce, pour plusieurs considérations dont l'emplacement de ces infrastructures dans des régions quasiment reculées, proches des frontières.

Partant de là, le Haut commandement de l'Armée nationale populaire a mis en œuvre une stratégie intégrée dans le but de resserrer l'étau de façon continue autour des bandes criminelles, à travers le redéploiement des unités stationnées aux frontières, leur dotation en équipements les plus modernes pour les aider à assurer une bonne sécurisation des frontières et des infrastructures pétrolières. Dans le même temps, les programmes de développement et de renforcement des capacités de l'Armée nationale populaire et les efforts visant à rehausser la disponibilité des personnels de



manière à répondre aux évolutions et défis sécuritaires se poursuivent. Le but étant d'assurer entièrement les impératifs de la sécurité et de la stabilité dans notre pays.

Aujourd'hui, conformément à une vision clairvoyante et avec la plus grande volonté et une détermination invincible, l'Armée nationale populaire continue de défendre nos frontières, nos intérêts et nos acquis nationaux, à la lumière des orientations du Haut commandement. Un fait que reflètent les résultats impressionnants obtenus dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée sous toutes ses formes. L'année 2022 a connu ainsi la neutralisation de 39 terroristes et la récupération de 623 pièces d'armes dans diverses opérations de qualité. Parmi les plus importantes, il y a lieu de citer les deux opérations exécutées avec succès, le 19 février et le 16 mars 2022, dans la région de Skikda (5^e RM), couronnées par la neutralisation de 16 terroristes. Une autre opération exécutée le 11 décembre 2022 à djebel Gouraya, à Tipaza / 1^{re} RM, s'est soldée par l'élimination de trois

terroristes et la capture d'un autre, ainsi que les opérations de Timiaouine et In Guezzam / 6^e RM, qui ont donné lieu à l'élimination de deux terroristes et l'arrestation de cinq autres.

Ces opérations de qualité s'ajoutent à une série de succès que ne cesse de réaliser l'Armée nationale populaire dans ce domaine. A titre de rappel, ses unités ont neutralisé 23 terroristes et récupéré 567 pièces d'armes en 2021, grâce à des opérations d'envergure.

Ainsi, quatre terroristes ont été éliminés à Tipaza / 1^{re} RM, de même que d'autres éléments actifs au sein d'une des organisations terroristes opérant dans la Région du Sahel. Il est à retenir également le démantèlement d'un réseau criminel formé de six individus qui avaient en leur possession une somme importante en fausse monnaie, qu'ils tentaient d'écouler sur le marché national avec l'aide de réseaux criminels étrangers. Plusieurs autres actes



◀ Monsieur le Président de la République honore un des héros de l'opération de Tiguentourine, le lieutenant-colonel Hamza Chaâlal, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'ANP, le 4 août 2022, au Cercle national de l'armée



travaux de la session extraordinaire du Conseil des chefs d'état-major des pays membres de ce comité. Ce fut une occasion pour échanger les points de vue sur des questions d'intérêt commun, notamment celles relatives à la lutte contre les différentes formes de menaces sécuritaires, à leur tête la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée transfrontalière et l'immigration clandestine. Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a affirmé à cette occasion : « *L'objectif ultime étant de traduire l'aspiration des peuples à la paix, à la sécurité et au développement socio-économique de la sous-région, et ce, à travers des actions réfléchies visant, essentiellement, l'endiguement des activités des groupes terroristes et celles des criminels, la consolidation de la résilience des populations pour y faire face et l'occupation du terrain, en vue de mettre sous contrôle les anciens refuges et axes de déplacement des groupes terroristes.* »

Pour conclure, les résultats positifs obtenus par l'Armée nationale populaire dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, le trafic d'armes et de stupéfiants ainsi que la criminalité organisée viennent confirmer l'efficacité de l'approche algérienne et son efficacité. L'Algérie a prouvé qu'elle reste intraitable face à toute forme d'agression qui menacerait sa stabilité. Notre pays n'a jamais cédé aux menaces terroristes ni à leurs demandes et intimidations. Il a toujours agi conformément aux exigences induites par la préservation de sa souveraineté et l'intérêt suprême de l'Etat, en étant fidèle à ses positions et ses principes immuables par rapport au terrorisme ainsi qu'à sa vision qu'il a tant défendue dans les foras régionaux et internationaux. Elle se résume au principe de la non-négociation avec les terroristes et la criminalisation du paiement de la rançon afin de tarir l'une de leurs importantes sources de financement ■

Travaux de la session extraordinaire du Conseil des chefs d'état-major des pays membres du Cemoc, au Cercle national de l'armée de Béni Messous, le 13 octobre 2022 .

criminels ont été déjoués, comme le démantèlement d'une cellule armée composée de membres du mouvement terroriste «MAK», qui projetaient de déclencher des explosions et de commettre des carnages lors de rassemblements populaires dans plusieurs régions. Parallèlement, l'ANP mène un combat sans relâche contre la criminalité organisée transfrontalière, en veillant à resserrer l'étau sur les bandes criminelles, ce qui lui a permis de saisir de grandes quantités de kif traité, de cocaïne et de psychotropes à nos frontières ouest principalement, à procéder à l'arrestation de ces trafiquants. Des quantités importantes de carburant et des équipements de prospection des minéraux ont été également récupérés.

Nécessité de la coordination des efforts

Ces opérations de qualité qui ont confirmé la disponibilité et le professionnalisme de l'Armée nationale populaire à faire face aux différentes menaces, ont prouvé que le terrorisme reste un phénomène transfrontalier et que nul n'est à l'abri. D'où l'impératif de l'élaboration des stratégies nationales propres à chaque Etat et la fédération des efforts au niveau régional, continental et international face au fléau et en œuvrant au tarissement de ses ressources.

C'est ce à quoi a œuvré et continue d'œuvrer notre pays dans le cadre d'une approche globale multidimensionnelle, en appelant constamment à la coordination des efforts et la création de mécanismes de coopération plus efficaces pour éradiquer ce phénomène, tout en affirmant qu'il faudrait tarir les sources de financement du terrorisme à travers la criminalisation du paiement de la rançon.

Ainsi, l'Algérie a été la première à appeler au lancement d'initiatives devant consolider l'action collective, régionale et internationale, et à la fédération des efforts, grâce à son expérience pionnière dans le domaine de la lutte antiterroriste, reconnue par la communauté internationale. A ce propos, pour concrétiser la vision commune, l'ANP travaille avec des pays de la région du Sahel au sein de mécanismes de coopération militaires et sécuritaires, à leur tête le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC). A cela s'ajoute l'adhésion de l'Algérie au «Forum mondial de lutte contre le terrorisme» et sa participation en tant que membre actif à «l'initiative 5+5 défense».

En vue d'asseoir une nouvelle dynamique et une coordination opérationnelle entre les Etats membres du CEMOC, l'Algérie a abrité, le 13 octobre 2022, les

Défense et sécurité cybernétiques

Enjeu stratégique

La cyberdéfense est devenue un enjeu stratégique et une priorité dans les politiques nationales de défense avec pour finalité la protection de tous les systèmes d'information du pays, dont la violation constitue une menace pour l'ordre public, la défense et la sécurité nationales.

Cyberdéfense et cybersécurité

Approches intégrées

La cyberdéfense et la cybersécurité constituent, à l'ère du gouvernement électronique (e-gouvernement), l'un des défis majeurs auxquels les Etats et gouvernements sont désormais confrontés. Il s'agit d'un enjeu stratégique et prioritaire pour les politiques de défense des Etats qui cherchent à protéger leurs systèmes d'information contre toute atteinte pouvant représenter une menace à l'ordre public ainsi que pour la défense et la sécurité nationales.

Amiour B. Trad Aït Amirat M.

La sécurité et la protection des informations est l'une des plus importantes questions de l'heure, sachant que la performance d'un Etat repose grandement sur les systèmes avancés dont il dispose. Cependant, certains de ces systèmes et des infrastructures connectés aux réseaux peuvent être exposés à des risques numériques et à toutes sortes d'infractions et d'attaques qui impactent négativement leur fonctionnement. Des risques qui confirment, a fortiori, l'importance que revêt la cybersécurité pour ce qui est de préserver la sécurité et la sûreté des pays.

Le cyberspace et les guerres de nouvelle génération

Le cyberspace est désormais un nouveau théâtre pour les guerres de nouvelle génération où tous les moyens et outils possibles sont utilisés contre un Etat donné sans passer par une confrontation directe opposant un Etat à un autre. L'information, l'opinion publique, toutes les capacités matérielles et morales ainsi que les différentes formes d'attaques et de cyberguerres y sont utilisées.

Si l'ennemi traditionnel est connu et identifié, on peut le localiser et prévoir ses comportements, les choses sont totalement différentes à l'ère de la cybernétique où l'ennemi est désormais inconnu et plus destructeur, notamment lorsqu'il s'agit de prendre le contrôle des infrastructures critiques et des services logistiques, qu'ils soient civils ou militaires. Les attaques

cybernétiques revêtent plusieurs formes. Ce sont des activités menées par un individu ou un groupe d'individus, à travers des opérations d'espionnage effectuées sur les réseaux. Ces intrus du Net peuvent en avoir accès et espionner sans pour autant vouloir détruire ou endommager les données et les informations existantes. Car le but reste le vol et la collecte des informations dans tous les domaines et leur consultation au moment opportun.

Il est procédé également à la destruction des données par effacement et dissimulation des informations existantes sur les réseaux et les bases de données ou par modification de leur contenu, outre le fait d'effectuer des opérations d'espionnage sur ces réseaux. Un acte qui constitue d'ailleurs un des modes opératoires des hackers ou des pirates à la solde des services spécialisés de certains Etats qui s'adonnent à ce genre de pratique malveillante. L'accès aux réseaux et les opérations d'espionnage visent généralement les plans économiques et militaires ainsi que d'autres activités tout aussi importantes.

L'endommagement du service des réseaux et l'altération des programmes électroniques sont parmi les activités les plus répandues dans ce domaine. A cette fin, les cybercriminels lancent une grande quantité d'informations, de données et d'opérations, dépassant la capacité du serveur ou du système visé, ce qui provoque son endommagement. A la fin du siècle dernier, le monde a

connu des opérations similaires en Estonie, en Géorgie, en Ukraine et en Iran. Selon les spécialistes, les menaces cybernétiques visent la sécurité de la société et l'économie nationale mais aussi les aspects sécuritaires et militaires des Etats. Aussi, il est difficile de les cerner ou de développer des stratégies étudiées pour les contrecarrer de manière définitive et radicale sans une coopération et une coordination effective entre les différents établissements et organismes concernés par ce domaine vital, tant au niveau interne qu'externe, et ce, à travers l'échange de données, d'expertises et d'expériences dans le domaine de la défense cybernétique.

Efforts internationaux

Toujours dans le cadre des efforts internationaux fournis en la matière, les organismes, les organisations et les instances internationales ont signé plusieurs accords visant le renforcement de la coopération internationale afin de faire face aux attaques cybernétiques et protéger les usagers d'internet. A l'échelle internationale nous citons, à titre d'exemple, les prémisses de l'intérêt porté à cette question à travers les recommandations adoptées par les Nations unies lors du 8e Congrès sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à La Havane (Cuba) en août 1990. Elles portent essentiellement sur l'affirmation de la nécessité de l'élaboration d'un cadre juridique international régissant la coopération en matière de lutte contre la prolifération des menaces liées à l'utilisation de la technologie informatique ainsi que leurs conséquences.

Le 15e congrès de l'Association internationale de droit pénal portant sur les crimes informatiques, tenu à Rio De Janeiro (Brésil), a débattu, pour sa part, des infractions numériques, en incluant une liste minimale des actes constituant des actions informatiques pouvant être criminalisées.

Outre les organisations internationales, les conseils régionaux, à l'instar du Conseil de l'Europe et le Conseil des ministres arabes de la Justice et de l'Intérieur, ont adopté des conventions visant à lutter contre la cybercriminalité. Il est à citer la convention de lutte contre les crimes informatiques et dans l'internet adoptée à Budapest (Convention de Budapest) et la

convention arabe pour la lutte contre la cybercriminalité signée par les ministres arabes de la Justice et de l'Intérieur, lors d'une réunion qu'ils ont tenue en décembre 2010, au siège du secrétariat général de la Ligue des Etats arabe, au Caire. Par ailleurs, l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Alliance mondiale pour la responsabilité cybernétique ont signé un communiqué conjoint sur ce qui doit être fait dans ce domaine, dont :

- la coopération pour réaliser une société d'information plus sûre et sécurisée, sur la base de l'intérêt commun des Etats de l'union.

- La concertation afin d'examiner la possibilité de mise en place des mécanismes, des outils et des services à même d'aider les membres de l'union à améliorer leur niveau d'alerte à faire face aux menaces cybernétiques et les risques afférents.

- L'évaluation du progrès obtenu dans le domaine de la coopération entre les parties et la prise de décision au sujet de toute procédure supplémentaire pouvant aider au renforcement de la coopération. Les experts de l'Organisation des Nations unies ont établi, en 2015, des critères fixes pour faire face aux attaques cybernétiques. Ces critères ont été adoptés par consensus, en 2021, par l'ensemble des Etats membres de l'organisation, à travers l'élaboration d'un cadre contraignant politiquement pour tous les pays qui utilisent l'espace électronique. Parmi ces critères, les Etats s'engagent à empêcher l'utilisation du Net pour des actes qui menacent ou portent atteinte à la paix et la sécurité internationales et à ne pas autoriser intentionnellement l'utilisation de leurs territoires pour des actes illicites.

Coalitions dans le domaine de la cybernétique

Dans le monde d'aujourd'hui, faire face aux menaces cybernétiques n'est plus une affaire interne pour les pays du monde mais plutôt une question plus élargie qui englobe la coopération dans le domaine au sein d'un groupe d'Etats dont la mission est de défendre les réseaux électroniques et protéger les infrastructures vitales de ces Etats ainsi que leurs intérêts stratégiques dans cet espace électronique contre toute menace intérieure ou

extérieure. Ces coalitions cybernétiques prennent plusieurs formes dont les alliances cybernétiques traditionnelles, à l'instar du «Forum cybernétique 5+5 défense» qui a été créé dans le but de proposer des solutions communes aux menaces cybernétiques, en affirmant l'importance de la coopération, le soutien à apporter à chaque Etat membre pour l'amélioration de ses capacités dans ce domaine et la programmation d'exercices réguliers à ce propos.

Certaines études de l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (Anisa) ont déterminé six acteurs pouvant être impliqués dans les menaces cybernétiques, à savoir les sociétés, les cybercriminels, les employés, les haktivistes (hackers militants), les gouvernements et les groupes extrémistes. Ces études affirment qu'il existe certains points qu'il faudrait prendre en compte pour parvenir à une stratégie globale en mesure de contrecarrer ces menaces. Nous citons :

- la coopération internationale à travers la création d'un environnement juridique et législatif idoine pour faire face aux menaces cybernétiques et la fixation de règles internationales claires pour une pratique autorisée dans le cyberspace.

- La nécessité pour les Etats d'établir un dialogue avec leurs partenaires pour assurer un état d'alerte face aux cyberguerres, à travers une riposte conjointe contre toute menace représentée soit par des éléments isolés ou à la solde des Etats eux-mêmes. En ceci, le travail à ce niveau doit se faire sur deux axes, défensif et offensif.

Faire face aux menaces cybernétiques exige une coopération internationale. Conscients de ce fait, les Etats et les gouvernements ont adopté des dispositifs nationaux de cyberdéfense et créé plusieurs services, centres et unités de cyberdéfense au sein de leurs armées, qui œuvrent en partenariat avec les acteurs principaux des dispositifs des autres pays, afin de développer une stratégie internationale et régionale pour limiter les risques et les attaques cybernétiques mais aussi profiter des expertises et des moyens qu'offre le partenariat international dans ce domaine■

Les Etats s'engagent à empêcher l'utilisation du Net pour des actes qui menacent ou portent atteinte à la paix et la sécurité internationales



Stratégie nationale de la sécurité cybernétique

Garantir la protection des systèmes d'information

Devant l'évolution des enjeux numériques qui connaissent une accélération exponentielle à travers le monde, l'Algérie emprunte la voie de la généralisation du processus de numérisation, à travers l'adoption de l'approche du e-gouvernement et la politique d'automatisation de tous ses secteurs vitaux.

Amel F. C.

Par conséquent, elle se trouve confrontée à cette nouvelle donne stratégique où le nombre de crimes commis dans le cyberspace indique l'ampleur des menaces qui peuvent guetter notre pays. Ce qui place les institutions étatiques, à l'instar de l'Armée nationale

populaire, face à un nouveau défi qui consiste à assurer la cyberdéfense, en développant une stratégie nationale pour faire face aux dangers que représentent les guerres de 4e génération. Afin de mettre en avant les efforts consentis par l'Algérie, nous nous sommes

orientés vers le service cyberdéfense et sécurité des systèmes, relevant du Département emploi et préparation de l'état-major de l'ANP, pour de plus amples informations dans ce domaine. Avant d'aborder l'approche nationale permettant de garantir

la sécurité des systèmes d'information nationaux, il est impératif de s'arrêter sur le concept des guerres asymétriques ou hybrides, appelées aussi guerres de quatrième génération qui sont des guerres qui n'impliquent pas d'affrontement armé direct entre un pays et un autre, mais dans lesquelles tous les moyens et outils disponibles sont utilisés contre le pays cible pour l'affaiblir et l'épuiser. L'adversaire utilise les médias, l'économie et l'opinion publique ainsi que tous les outils matériels, moraux et même les citoyens du pays ciblé. Les experts décrivent les guerres de nouvelle génération comme étant des guerres psychologiques et mentales, dont les outils sont les médias et internet. Toutes les méthodes de cyberguerre sont mobilisées pour diffuser rumeurs et vidéos fabriquées sur les plateformes des réseaux sociaux, avec pour mission de semer la discorde et répandre des idées destructrices pour disloquer la société de l'intérieur et promouvoir l'instabilité et le chaos. Ceci en exerçant des pressions, en manipulant l'opinion publique interne et en jouant sur les convictions et les sensibilités préexistant au sein de la société pour influencer la conscience collective des individus, affaiblir le front interne et déchirer le tissu social. Sur le plan technique, ces moyens peuvent s'attaquer à des systèmes et données de grande importance pour les handicaper ou les dissimuler. Aussi, ce qui favorise le recours à ce type de guerres sur le plan économique, c'est qu'elles ne sont pas onéreuses et l'ennemi ciblé s'autodétruit lui-même.

De cette lecture très synthétisée du concept vient la nécessité de redoubler d'efforts sur tous les fronts pour contrer et minimiser leurs effets négatifs et lutter contre les crimes liés aux technologies de l'information et de la communication.

Plan d'action du dispositif national

Dans ce nouveau champ de bataille qui est le net, l'Algérie oeuvre, depuis son orientation vers l'administration numérique,

à protéger son système d'information, en développant des stratégies et des plans d'action et en promulguant des lois appropriées. Ainsi, les hautes autorités du pays veillent à impliquer tous les acteurs à travers une approche globale et durable visant à réaliser la coordination et l'harmonie entre les différentes institutions étatiques pour assurer une meilleure sécurisation du cyberspace national car il fait partie de la souveraineté nationale. C'est ce qui figure dans l'instruction du 1er mars 2017, relative à la mise en place de mécanismes de coordination et d'échange d'informations dans le domaine de la cyberdéfense et qui visait à développer un cadre d'intervention complémentaire pour la future architecture de sécurité des systèmes d'information, dans le but de défendre les systèmes d'information critiques et riposter en cas d'incident de sécurité ou de cybercrise. Il faut souligner qu'en 2020, Monsieur le Président de la République a signé un décret portant création d'un dispositif national qui mettra en place d'une stratégie de cybersécurité. Ce dispositif, placé sous l'autorité du ministère de la Défense nationale, comprend un conseil national chargé d'élaborer, d'approuver et d'orienter la stratégie susmentionnée et une agence chargée de coordonner la mise en œuvre de cette stratégie. Ce conseil, présidé par le ministre de la Défense nationale ou son représentant a pour mission d'approuver des accords de coopération et de reconnaissance mutuelle avec des organismes étrangers dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, de la politique de certification électronique et d'approuver la classification des systèmes d'information.

Quant à l'Agence de sécurité des systèmes d'information, considérée comme une institution publique à caractère administratif et qui jouit d'une personnalité morale et d'une indépendance financière, elle accomplit nombre de tâches dont:

- coordonner la mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information par le conseil,

- proposer et accréditer les prestataires de services d'audit dans le domaine de la sécurité de ce type de système ;

- assurer la collecte, l'analyse et l'évaluation des données liées au domaine de la sécurité des systèmes d'information pour en extraire les informations appropriées permettant de sécuriser les installations des institutions nationales,

- assurer la veille technologique dans ce domaine,

- accompagner les administrations, institutions et organes, en concertation avec les structures spécialisées dans ce domaine dans la gestion des incidents liés à la sécurité des systèmes d'information et, enfin,

- élaborer et mettre à jour une cartographie des systèmes d'information classifiés. Cette agence travaille également à la définition des normes et procédures d'attribution des marques de qualité et / ou de certification ou d'homologation des produits et des prestataires de services dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, conformément à la législation et à la réglementation.

Selon le même décret présidentiel, l'agence est «habilitée à demander tout document ou information utiles pour mener à bien les missions qui lui sont assignées par les structures, institutions et opérateurs équipés d'un système d'information». Quant à l'article 20 du décret, il précise que l'agence gère un comité d'orientation doté d'un conseil scientifique et dispose d'un centre national opérationnel pour la sécurité des systèmes d'information ainsi que de services techniques et administratifs placés sous son autorité.

A cela s'ajoute la création, en août 2021, d'un pôle pénal chargé des infractions liées aux crimes cybernétiques. Ce qui reflète l'intérêt qu'accordent les pouvoirs publics à la lutte contre

Le Haut commandement de l'ANP accorde une importance capitale au développement des capacités technico-opérationnelles de cyberdéfense permettant à nos forces armées d'agir en sécurité dans des environnements de plus en plus numérisés.



informatiques. Cette stratégie prend en compte la formation d'une ressource humaine technique hautement qualifiée dans le domaine de la cyberdéfense, afin d'introduire avec succès ce domaine dans les activités opérationnelles de l'armée, tout en renforçant l'adaptation des capacités techniques pour protéger, détecter et répondre aux cyberattaques.

Outre l'aspect juridique, il y a le volet organisationnel où les actions de cyberdéfense sont menées et exécutées dans le cadre d'une chaîne organisationnelle visant à assurer la cohérence et l'efficacité de ces actions. Sur le plan opérationnel, la mission du service, qui prend part aux opérations militaires, consiste en le renforcement de ses capacités en matière de cyberdéfense, permettant de protéger et de défendre nos systèmes d'armes, d'information et de communication. «Notre service contribue également, conformément à ses missions, avec l'ensemble des structures civiles spécialisées, à la défense des systèmes d'information du pays, et ce, dans le cadre de la stratégie nationale de cybersécurité», souligne le lieutenant-colonel S. Selmane, sous-directeur de la planification en charge de la réglementation, la coopération et la coordination.

Conscient de l'importance du cyberspace et des nouveaux enjeux de la guerre moderne, le Haut commandement de l'ANP accorde une importance capitale au développement des capacités technico-opérationnelles de cyberdéfense, permettant à nos forces armées d'agir en sécurité dans des environnements de plus en plus numérisés et de dissuader ainsi toute tentative d'atteinte à la souveraineté et à l'intégrité nationales, et ce, à travers d'autres structures, à l'exemple du service central de lutte contre les crimes cybernétiques de la Gendarmerie nationale, mis au service de la sécurité publique, ainsi que le service informatique relevant de l'Institut national de criminalistique et de criminologie■

▲ Plateforme de l'actualité du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire.

cette nouvelle forme de criminalité et à s'adapter juridiquement, d'autant plus qu'il ne s'agit plus de crimes classiques, d'où l'impératif de s'adapter à l'évolution de la cybercriminalité, notamment par des mécanismes juridiques

La stratégie de défense au service de la sécurité cybernétique

Pour sa part, dans le cadre de l'intégration des efforts entre les différents acteurs dans ce domaine, le Haut commandement de l'Armée nationale populaire, déterminé à aller de l'avant pour un cyberspace algérien sécurisé et pérenne, a créé un service cyberdéfense et surveillance de la sécurité des systèmes en novembre 2015, relevant du Département emploi et préparation de l'état-major de l'ANP, dans le but de sécuriser et protéger les systèmes et installations vitaux du pays

contre les menaces du cyberterrorisme.

Son responsable, le colonel S. Achab, nous a affirmé : «Notre service veille à l'application des exigences liées à la cybersécurité, élaborées et accordées par le Haut commandement, lors des opérations de développement ou d'acquisition de systèmes et solutions intégrant les nouvelles technologies de l'information et de la communication, effectuées par les structures de l'ANP, dans le but de rehausser le niveau de sécurité de nos systèmes et protéger les données sensibles ainsi que d'intégrer le processus de gestion des risques cyber comme partie intégrante de la qualité de nos systèmes.»

La stratégie de cyberdéfense de l'ANP s'articule autour du renforcement et de l'actualisation du cadre juridique lié à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication et à la sécurisation des systèmes



Formation et coopération dans le domaine cybernétique

Pierre angulaire

L'espace cybernétique est devenu un enjeu stratégique pour les Etats et un théâtre de combat. Situation qui a poussé de nombreux pays à faire face aux différents risques et menaces ciblant à la fois leurs appareils de défense et de communication, et d'œuvrer à la sécurisation de leurs systèmes informatiques et de leurs installations nationales névralgiques en s'appuyant, en premier lieu, sur la ressource humaine spécialisée et l'acquisition de systèmes de protection avancée.

Amiour B. Trad. : **Siham L.**

Parce que notre pays n'est pas à l'abri des menaces issues de l'accroissement des attaques cybernétiques, le Haut commandement de l'ANP a accordé une importance particulière au domaine de la cyberdéfense, à travers le renforcement de sa stratégie en la matière par les moyens et les outils nécessaires, l'investissement permanent dans les compétences humaines à travers la formation et l'intensification de la coopération à tous les niveaux, tout en multipliant les efforts dans ce domaine afin d'assurer la souveraineté numérique.

La formation : un impératif

La formation des cadres constitue le maillon fondamental dans le

domaine de la cybersécurité. A ce propos, le sous-directeur de la planification en charge de la réglementation, de la coopération et de la coordination au niveau du service de cyberdéfense, souligne que le volet formation fait l'objet d'une attention particulière de la part du Haut commandement de l'Armée nationale populaire qui n'a ménagé aucun effort dans ce sens, à travers la mise en place d'une stratégie s'appuyant sur l'introduction des programmes de cyberdéfense à tous les niveaux de formation au sein de l'ANP. Tout comme il veille à la mise à niveau des cycles de formation afin de permettre l'intégration de nouvelles innovations technologiques, en perpétuelle évolution, dans les programmes de formation.

D'autre part, les cadres du service cyberdéfense et contrôle de la sécurité des systèmes assurent des formations qualifiantes au niveau des différents établissements de formation militaire, à l'exemple de la formation des élèves en mastère, spécialité cybersécurité, à l'Ecole militaire polytechnique.

De même, les cadres bénéficient de formations académiques couronnées d'attestations leur permettant d'assurer efficacement les missions qui leur incombent. Ces formations constituent un soutien solide pour :

- l'engagement des activités de renseignement pertinent sur les vulnérabilités, les failles de sécurité, les logiciels malveillants,
- l'évaluation du niveau de

Les cadres de la cyberdéfense dispensent plusieurs formations au profit des différentes institutions de l'Etat, dans la perspective de rehausser le niveau de la prévention et de la gestion des crises et menaces cybernétiques éventuelles.

risque des différentes cybermenaces et leur impact sur les systèmes,

- l'anticipation des cybermenaces qui pèsent sur les systèmes suite à la découverte de nouvelles vulnérabilités,

- dévoiler les techniques et les méthodes utilisées par les cyberattaquants et leurs motivations afin de prendre les mesures nécessaires visant la protection des systèmes en emploi au sein de l'Armée nationale populaire et les installations névralgiques du pays,

- la prévention et la sensibilisation face aux risques cybernétiques liés à l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC),

- être au fait des nouvelles tendances, des évolutions, des pratiques, des technologies et des services dans le domaine de la cyberdéfense,

- l'analyse des événements liés au domaine de la cybersécurité.

Dans le même contexte, selon notre interlocuteur, le service de cyberdéfense veille avec professionnalisme à la planification de tout type de formation, et ce, au niveau des différents organismes de formation en Algérie et à l'étranger, dans le but de faire interagir les spécialistes dans le domaine avec les différentes disciplines de formation mises en place par les structures de formation, à l'instar de :

- sociétés de droit algérien connues dans le domaine de la formation qualifiante,

- structures de formation de l'ANP, notamment les écoles militaires et les universités et instituts de formation internationaux.

De plus, les cadres spécialisés de l'ANP au sein de la chaîne fonctionnelle de la cyberdéfense dispensent régulièrement plusieurs formations au profit des différentes institutions de l'Etat y compris les services et directions relevant du ministère de la Défense nationale, et ce, dans la perspective de rehausser le niveau de la prévention et de la gestion des crises et des éventuelles menaces cybernétiques.

Propos du

colonel, chef de service cyberdéfense et contrôle de la sécurité des systèmes

«Faire face aux défis d'utilisation intense du cyberspace»



«S'inscrivant dans la continuité des efforts consentis pour rehausser le niveau de disponibilité dans le domaine de la cyberdéfense, le service cyberdéfense et contrôle de la sécurité des systèmes aspire à adapter continuellement la chaîne fonctionnelle de la cyberdéfense sur les plans organisationnel, matériel et humain, pour prendre en charge les nouveaux défis induits par l'utilisation accrue du cyberspace comme nouveau théâtre de conflits.

Notre service veille sur l'application des exigences liées à la cybersécurité, élaborées et accordées par le Haut commandement de l'ANP, dans le cadre du processus de développement et de modernisation ou d'acquisition de systèmes et solutions intégrant les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ceci, dans le but de rehausser le niveau de disponibilité et la sécurité de nos systèmes et protéger les données sensibles ainsi que d'inculquer le processus de gestion des risques cyber, car étant partie intégrante de la qualité et de l'efficacité de nos systèmes.

Dans ce sillage, le service

poursuit les actions de sensibilisation sur les menaces cybernétiques ciblant les systèmes d'exploitation au sein de l'Armée nationale populaire, les risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies du numérique, la mobilisation et l'implication de l'ensemble des personnels dans les opérations de veille sur la sécurité des systèmes et la protection de la vie privée des personnels du ministère de la Défense nationale.

Le service cyberdéfense et contrôle de la sécurité des systèmes poursuit également des actions d'intégration de la cyberdéfense au sein des structures de l'ANP par l'élaboration, notamment, de programmes d'instruction sur les exercices cybernétiques au profit des cadres de l'ANP au niveau de l'appareil de formation.

Enfin, le service cyberdéfense et contrôle de la sécurité des systèmes s'attelle à développer et diversifier les axes de coopération en s'orientant vers les activités basées sur le transfert technologique et les exercices opérationnels, et ce, à travers les axes de coopération bilatérale et multilatérale avec les différents partenaires, sans exception.»

A propos de la formation

La coopération : un autre domaine d'intérêt

Les professionnels de la cyberdéfense sont conscients de l'importance de la coopération dans ce domaine, du fait que le champ de bataille de la cybersécurité est devenu un espace commun d'interaction de plusieurs acteurs, vu l'émergence, l'accroissement et la voracité des cyberattaques que les experts placent au même rang des conflits armés, ce qui requiert des mesures des plus rigoureuses dans ce domaine pour riposter contre les différentes actions visant les institutions, les infrastructures et les installations névralgiques de l'Etat.

Dans ce cadre, le Département emploi et préparation de l'état-major de l'ANP, représenté par le service cyberdéfense et contrôle de la sécurité des systèmes, a organisé, en décembre 2022, la première édition d'un exercice de haut niveau dans le cadre de l'initiative «5+5 Défense», intitulé «Simulation d'une crise cybernétique de grande envergure visant des infrastructures sensibles».

Cet exercice cybernétique a abordé plusieurs axes, dont le mécanisme d'échange et de partage d'expériences dans le domaine de la cyberdéfense, les stratégies de cyberdéfense et les capacités cybernétiques des Etats membres, outre la souveraineté dans le cyberspace et la protection des structures sensibles contre les cyberattaques.

Il est à rappeler qu'un memorandum d'entente a été signé le 6 décembre 2021 entre le ministère de la Défense nationale et la société Huawei - Algérie, ayant pour objectif la création de l'académie numérique d'excellence de la société chinoise Huawei au niveau de l'Ecole militaire polytechnique (1re RM). L'académie en question est chargée d'organiser des sessions de formation permettant le transfert et l'apprentissage des connaissances dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Les axes de coopération dans le domaine de la cyberdéfense avec

Lt-colonel du Commandement des forces navales

«Renforcer les connaissances»

«La formation dans le domaine cybernétique vise à renforcer les compétences des officiers de l'ANP spécialisés dans ce domaine, en prenant connaissance des différents mécanismes et méthodes utilisés dans l'analyse des flux d'informations à travers les réseaux informatiques ainsi que de démasquer et bloquer les données malveillantes et les malwares en circulation et mettre en



place les dispositifs nécessaires pour la protection des informations échangées dans l'espace cybernétique.

Les connaissances acquises à travers les différentes formations nous ont permis de renforcer la protection du flux au niveau de tous les réseaux, notamment ceux utilisés dans les systèmes de conduite et de contrôle des forces.»



Lt-colonel, du Commandement de la Garde républicaine

«Actualisation des données»

«La formation dans le domaine cybernétique est le pilier de tout développement de capacités cybernétiques de notre pays. Les formations en Algérie visent à impliquer un grand nombre de cadres algériens et l'actualisation périodique des connaissances dans un

domaine en évolution rapide et en perpétuel changement, avec notamment l'émergence de failles de sécurité dans le domaine cybernétique. Pour cela, la participation à ces exercices de haut niveau nous aide à acquérir de l'expérience et à améliorer les connaissances»■

le partenaire étranger intègrent le partage mutuel des informations sur les malwares et les incidents cyber à travers des mécanismes appropriés ainsi que l'identification de formations avancées et ciblées destinées aux spécialistes en cybersécurité,

visant le transfert des compétences et des connaissances pouvant aider les pays participants à améliorer leurs capacités, assurer l'interaction militaire, l'échange d'informations et la planification commune■

Les axes de coopération visent le transfert des compétences et des connaissances pouvant aider les pays participants à améliorer leurs capacités, assurer l'interaction militaire, l'échange d'informations



Souveraineté numérique

Résilience des Etats face aux cybermenaces

La multiplication des attaques informatiques visant des secteurs névralgiques des Etats, paralysant même la vie des citoyens, a fait de la protection des systèmes informatiques un impératif majeur. En effet, les cyberattaques font désormais partie du paysage sécuritaire et imposent aux Etats de garantir leur souveraineté numérique à l'ère des guerres de 4^e génération.

Hamam G. S.



Depuis le virus «Stuxnet*», découvert en 2010, il est clair que les attaques informatiques ne sont plus limitées au domaine virtuel mais touchent de plus en plus les activités les plus sensibles du monde réel et font du cyberspace le théâtre d'une nouvelle forme de conflictualité. Cela va de l'espionnage, l'hameçonnage, le chantage, à l'appui des opérations militaires conventionnelles, en passant par les opérations d'influence et de propagande, pour ne citer que ces exemples. En ce sens, des attaques informatiques sont lancées depuis le cyberspace et dont les conséquences financières se chiffrent en

centaines de milliards, constituant une menace sécuritaire réelle et un frein économique.

L'effet surprise, l'incapacité d'anticipation, l'impossibilité de déterminer la source et l'origine de l'attaque ou de la menace cybernétique font que les mesures adéquates de protection des systèmes, malgré leur performance, restent encore en-deçà des exigences.

Devant ce constat, la question qui se pose est : comment peut-on protéger la souveraineté numérique de nos institutions et de nos entreprises nationales, voire de nos citoyens face à ce risque ? Qui fixe les règles du jeu dans le cyberspace ?

Souveraineté numérique

Force est de constater que la souveraineté ne se résume plus à son acception classique qui a prévalu depuis la création de l'Etat-nation en 1648. Aujourd'hui, il est question de détenir les capacités de prise de décision de manière indépendante loin de toute ingérence dans le cyberspace. Cependant, la révolution numérique a fait que la souveraineté des Etats soit de plus en plus menacée.

La souveraineté numérique est une notion qui signifie être en capacité de contrôler les technologies, pilier sur lequel repose l'activité économique qui anime les sociétés. Aussi, elle est définie comme étant la capacité des Etats à intégrer le champ de bataille cognitif en toute liberté et sans dépendance. Pour certains experts il est question de «la capacité de l'Etat à agir dans le cyberspace», ce qui implique, d'une part, une capacité autonome d'appréciation, de décision et d'action dans le cyberspace et, d'autre part, la maîtrise des réseaux de communication électroniques et des données partagées via le net. D'autres relient la souveraineté numérique à la capacité de certains acteurs à imposer leur vision et leurs règles.

De ce qui précède, la souveraineté numérique signifie garantir l'autonomie et s'affranchir de la dépendance

numérique en disposant d'alternatives de manière à ce que si l'un des secteurs est restreint (limité), la souveraineté numérique ne s'en trouve pas directement restreinte qu'il s'agisse des individus, des institutions ou des Etats.

Pour ce faire, selon les experts, plusieurs axes prioritaires doivent être garantis pour assurer la souveraineté numérique des Etats. Il s'agit des outils et techniques nécessaires à l'interactivité avec le contenu du point de vue des applications, du matériel qui utilise ces applications, à savoir serveur et microprocesseur, voire l'utilisateur et, enfin, les réseaux.

Tout cela pourrait conduire, selon des experts, à un chevauchement entre droit et liberté des individus, organisations, société civile et entreprises. On est face à un domaine de plus en plus familier où les sociétés, entreprises, organisations tout comme les Etats sont des acteurs clés et qui ouvre de nouvelles perspectives et possibilités dans un monde de plus en plus interdépendant, où les frontières n'existent pas. De l'avis d'experts, cette notion de souveraineté est donc remise en cause, dans une société caractérisée par l'interdépendance des Etats, la montée en puissance des organisations internationales, la mondialisation économique, le développement des échanges transnationaux et, désormais, la globalisation engendrée par des technologies qui échappent largement à la juridiction et au contrôle des Etats.

Pour rappel, l'expression de «souveraineté numérique» a été utilisée dès 2012 lors de la Conférence mondiale des télécommunications internationales, notamment par la Russie et la Chine qui revendiquaient la restauration de leurs «droits souverains» sur la gestion du réseau et l'élaboration d'un traité international permettant de mieux partager les responsabilités dans le cyberspace. A cet effet, la Chine a créé son propre moteur de recherche Baidu suivi par Yandex pour le côté russe, ce qui confère

Selon les dernières estimations de l'Union internationale des télécommunications (UIT), 4,9 milliards de personnes sont désormais connectées à Internet, contre 4,1 milliards en 2019.



artificielle. Selon les dernières estimations de l'Union internationale des télécommunications (UIT), 4,9 milliards de personnes sont désormais connectées à Internet, contre 4,1 milliards en 2019. Or, d'après des experts, ces technologies sont régies et dépendent davantage des standards et normes techniques déterminés par les ingénieurs informatiques que des normes juridiques édictées par les Etats. Le paradoxe fait que les Etats se retrouvent à la fois contestés et concurrencés dans l'exercice de leurs prérogatives classiques liées à la souveraineté.

De ce qui précède, il ressort que des enjeux économiques, politiques, sécuritaires se profilent dans l'horizon, où détenir l'information est devenu vital pour exercer une influence économique et diplomatique dominante.

Sur le plan international, c'est d'abord la question du contrôle des ressources internet qui a cristallisé les inquiétudes de nombre d'Etats désireux de limiter l'hégémonie de certains acteurs sur la gestion du réseau, notamment en ce qui a trait aux domaines stratégiques. Ces préoccupations sont d'autant plus cruciales que la domination et le quasi-monopole technique et économique des multinationales (qu'il s'agisse des systèmes d'exploitation informatiques ou du développement des applications numériques) est omniprésent. Quelques multinationales bénéficient d'une suprématie, grâce à leur domination sur les marchés, et exercent un véritable pouvoir de commandement et de réglementation dans le cyberspace et fixent ainsi les conditions générales d'utilisation de services en ligne indispensables à l'activité humaine. Certaines vont jusqu'à créer leur propre monnaie virtuelle (Bitcoin). D'autres bâtissent des projets de sociétés fondées sur le progrès technologique■

*Stuxnet : est un ver informatique découvert en 2010.

à ces opérateurs un pouvoir et une autonomie à même de garantir leur souveraineté numérique face à l'hégémonie des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft).

Réalité du cyberspace

Les aspects techniques que revêt le cyberspace masquent la réalité de son impact profond. Il constitue avant tout un milieu stratégique, au même titre que les espaces stratégiques militaires pour un Etat, à savoir terre, mer, air et espace extra-atmosphérique, mais aussi économiques et politiques. C'est aussi une dimension particulière qui innerve l'ensemble des activités humaines. Milieu essentiel et dimension structurante du monde, l'espace numérique se dresse actuellement comme un enjeu stratégique majeur.

Face à la diversité, à la complexité et à la dynamique d'évolution de l'espace numérique, il est de la responsabilité des Etats d'assurer les outils à même de déterminer les technologies indispensables à la sauvegarde de leur indépendance numérique. La notion de souveraineté numérique ne se limite donc pas à la stricte perspective juridique classique, attachée au pouvoir régalien des Etats. Alors que la plupart des

activités humaines sont désormais régies par les technologies digitales, les Etats sont entrés dans un rapport de force avec ceux qui règnent sur les réseaux numériques. Qu'il s'agisse d'Etats, d'individus, de groupes terroristes, d'organisations non gouvernementales, de multinationales, ces derniers ont la possibilité de supprimer des contenus, vendre des données personnelles, geler l'activité économique d'un pays donné, générer des pertes importantes en coûts financiers, paralyser l'activité d'infrastructures essentielles à la vie sociale, telles que les hôpitaux, postes et télécommunication, transport... pour ne citer que celles-là. Depuis les années 2000, le pouvoir des GAFAM concurrence celui des Etats, affecte la liberté de pensée des individus et influence de manière directe l'opinion publique interne et mondiale. Le constat est que les sociétés deviennent dépendantes de la technologie et des entreprises qui les contrôlent (réseaux et plateformes, télécommunications, information, santé, commerce, justice, sécurité, armée...), une tendance qui s'accroît avec le développement des algorithmes, d'internet des objets, de la robotique, de l'intelligence

Depuis les années 2000, le pouvoir des GAFAM concurrence celui des Etats, affecte la liberté de pensée des individus et influence de manière directe l'opinion publique interne et mondiale.

Risques cybernétiques

L'importance de la sensibilisation

La protection des informations constitue un enjeu majeur. Il existe de nombreuses solutions techniques et organisationnelles afin de faire face aux défis cybernétiques, cependant la majorité des défaillances de sécurité reste humaine. C'est pourquoi la mise en place d'un plan de sensibilisation auprès des utilisateurs est plus que nécessaire.

Amel F. C.

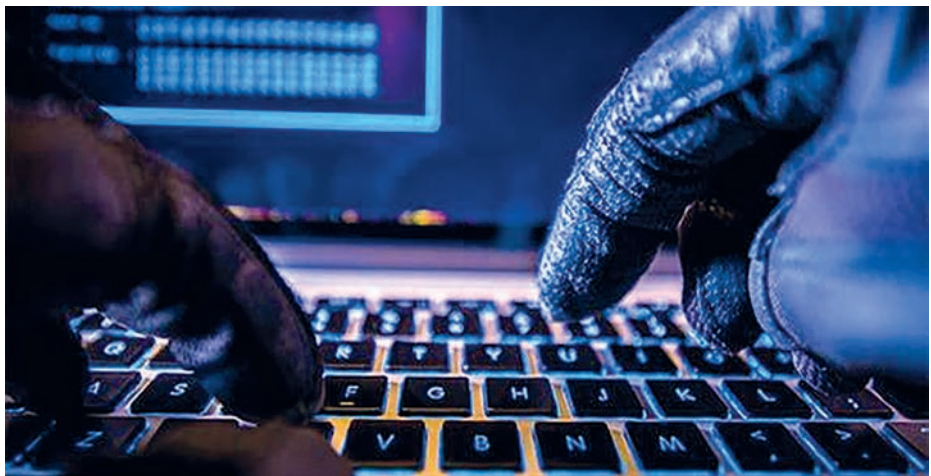
La prévention et la sensibilisation font partie des objectifs importants de la stratégie de cyberdéfense de l'ANP, à travers la communication interne autour des enjeux de la sécurité informatique. Elle peut s'appuyer sur plusieurs outils et techniques pratiques qui démontrent les risques liés à la navigation sur les réseaux sociaux, outre l'emploi des moyens techniques spécialisés, développés par les structures de recherche et développement de l'Armée nationale populaire, notamment celles utilisées pour se protéger contre les cybermenaces.

Dans ce contexte, des représentants du service cyberdéfense et surveillance de la sécurité des systèmes du Département emploi et préparation de l'état-major de l'ANP animent des conférences de sensibilisation et organisent des colloques sur le concept de sécurité cybernétique sous tous ses aspects afin d'inculquer les bonnes pratiques pour réduire les risques en relation avec cet espace.

Le service mène des actions de sensibilisation et de vulgarisation de la cyberdéfense au profit des personnels de l'ANP. Ces activités concernent principalement :

- l'organisation de plusieurs séminaires sur la cybersécurité ;
- l'organisation de journées d'information capitalisant le retour d'expérience sur l'application du référentiel national de sécurité informatique adapté à l'ANP.

Des conseils pratiques sont transmis aux personnels lors des visites organisées par les spécialistes de ce service dans les unités déployées au niveau des différentes Régions militaires. Ces conseils portent essentiellement sur la protection des équipements. Il est recommandé par exemple, en



dehors des heures de travail, de ne pas emporter son PC portable professionnel ni de brancher des périphériques pas sûrs sur ces ordinateurs, et d'éviter de publier les données personnelles et confidentielles sur les réseaux sociaux. Les cybercriminels peuvent souvent accéder aux données personnelles à partir d'un minimum d'informations.

Objectifs de sensibilisation

Les avantages de ces opérations de sensibilisation sur la cybersécurité pour les personnels sont considérables. Ces derniers vont être en mesure de connaître l'importance de leur rôle pour protéger les données sensibles des établissements et de se sentir plus en confiance en ligne. Ils peuvent travailler en toute sécurité, reconnaître et éviter les menaces potentielles représentées par les e-mails de tous types d'escroquerie et de réduire le nombre de pertes ou de vol de données. D'autre part, au regard de l'apparition de nouvelles menaces au quotidien, des séances de mise à jour sont prévues à travers une formation

continue et des bulletins d'information réguliers pour faire face à ces nouveaux risques.

Exercices

L'un des moyens de sensibilisation sur la cybersécurité consiste à confronter les personnels aux risques, à travers des simulations proches de la réalité. A la fin de la mise en situation, un test est proposé aux participants qui vont recevoir un message de piratage en forme de fausse attaque. Les tests vont porter sur les principaux risques comme le hacking. Pendant cette période, ils devront donc aborder les bonnes pratiques pour éviter les risques et menaces cybernétiques.

Enfin, les spécialistes dans ce domaine, à travers les conférences de sensibilisation au profit des personnels des différentes structures de l'ANP considèrent que la sécurité des systèmes est plus qu'importante pour faire face aux dangers du cyber-espionnage, du cyberterrorisme, de la guerre cybernétique et de l'activité cybernétique qui peuvent nuire à la souveraineté des Etats■

La prévention et la sensibilisation font partie des objectifs importants de la stratégie de cyberdéfense de l'ANP.

Interview avec

M. Younes Grar, consultant en technologies de l'information et de la communication

«Nécessité de lancer des programmes de développement de solutions cybernétiques sécuritaires algériens»



Dans cet entretien accordé à la revue "El Djeich", l'expert en technologies de l'information et de la communication revient sur l'importance d'une stratégie nationale de cybersécurité supervisée par une instance supérieure pour la mise en œuvre d'un plan minutieusement étudié afin d'assurer la souveraineté numérique.

Propos recueillis par : Amel FC. et Amiour B.

● **El Djeich : L'Algérie enregistre une transformation numérique, qui est une arme à double tranchant. Selon vous, comment faire face à l'augmentation des cybermenaces résultant de cette tendance ?**

●● **M. Younes Grar :** Les TIC ont envahi notre vie et sont devenues des outils incontournables qui facilitent notre quotidien, et ce, sur tous les plans. Néanmoins, il ne faut point négliger le côté négatif de ces moyens électroniques, à l'exemple des réseaux sociaux utilisés par certains pour véhiculer des messages et des discours destructeurs visant la société et le pays. Certains criminels exploitent même ce domaine pour commettre leurs crimes, ce qui peut nuire à la stratégie de la numérisation dans laquelle notre pays s'est engagé, d'autant que les

citoyens se sont habitués à l'utilisation des prestations en rapport avec la numérisation dans la gestion de leur quotidien. Ceci, en plus de la possibilité de piratage des données, le chantage et autres crimes cybernétiques pouvant bloquer cette évolution et la mise en œuvre de la stratégie adoptée dans ce domaine, ce qui nécessite un traitement des violations potentielles, négatives aux objectifs malsaines vis-à-vis des utilisateurs.

Dans le but de sécuriser cette technologie, il est de notre devoir de sensibiliser le citoyen sur les dangers cybernétiques et éduquer nos enfants sur cette base, soit à la sécurisation des données. Actuellement, il s'agit du Cloud numérique, car il est nécessaire d'avoir un Cloud gouvernemental sécurisé dans notre pays et assurer notre souveraineté numérique qui soit contrôlée

par des compétences nationales.

● **La cybersécurité constitue un défi qui touche à la défense nationale et qui nécessite de consentir et de coordonner les efforts entre les différents secteurs. D'après votre expérience, qu'en est-il de la stratégie nationale de défense cybernétique ?**

●● A l'instar de tous les pays, l'Algérie se dirige vers la numérisation imposée par l'utilisation intensive des technologies modernes. C'est pourquoi il est nécessaire d'être au diapason de ces évolutions car le défi est important. Les cyberattaques sont plus dévastatrices en termes de dommages que l'attaque d'un avion de combat ou de tanks. A titre d'exemple, tout piratage du système sanitaire, bancaire ou éducatif causera d'énormes

dégâts à la sécurité et la stabilité intérieures.

De mon point de vue, il existe une stratégie nationale de cybersécurité, supervisée par une instance supérieure, qui se charge de la mise en œuvre d'un plan minutieusement étudié et dispose d'une autorité légale à travers laquelle tous les secteurs sont engagés dans cette politique et l'appliquent sur le terrain. Je pense qu'il est impératif que cette instance dispose d'une autorité scientifique composée de hautes compétences spécialisées en cybersécurité, dans toutes ses branches, telles que les applications, la sécurité des réseaux, la sécurité des données liées à l'intelligence artificielle, l'informatique, le big data, les algorithmes... etc. Cette autorité doit être une référence pour tous les secteurs lors de la survenue de violations ou le traitement des différentes problématiques liées à ce domaine.

Ce plan comprend deux axes principaux. Le premier est lié aux moyens techniques. Bien qu'au départ nous acquerions divers solutions et programmes de l'étranger, nous pouvons, lors des négociations, imposer certaines de nos conditions aux entreprises qui produisent ces programmes et solutions, dont la nécessité d'accompagner les institutions algériennes et les compétences nationales afin que nous puissions, d'une part, transférer les connaissances et la technologie, et d'autre part, faire en sorte que ces programmes soient des solutions liées à la sécurité

de l'information. En parallèle, il est possible de lancer des programmes de développement de solutions algériennes de cybersécurité, au moment où nous assistons à une dynamique rapide dans le domaine des start-ups, et ce, à travers l'encouragement et l'accompagnement de ces entreprises et les incubateurs pour traiter et développer les programmes et solutions liés à la sécurité électronique.

Quant au deuxième volet, c'est celui de la formation, qui est la pierre angulaire de tout développement de ce secteur, à travers la formation des cadres dans le domaine de la gestion des systèmes d'information, comprenant les ingénieurs et techniciens spécialisés dans le domaine de la cybersécurité, en coopération et en coordination avec les universités et instituts algériens.

Nous pouvons, dans ce contexte, aborder un autre volet tout aussi important, celui de la sensibilisation aux risques de non-respect des mesures de sécurité et protection des diverses données, qu'elles soient professionnelles ou personnelles, en plus de diffuser la culture de la sécurité électronique, en commençant par le système éducatif représenté par l'école, en passant par l'employé jusqu'aux responsables, afin d'atteindre une sécurité optimale.

● **Face au développement des technologies de l'information et de la communication, différents**

pays tendent à atteindre la souveraineté numérique. Quelles sont, selon vous, les démarches et mesures appropriées pour y parvenir ?

●● En effet, la souveraineté numérique a une très grande importance.

L'Algérie, comme d'autres pays, œuvre à assurer sa souveraineté numérique, tout comme elle vise à protéger sa souveraineté territoriale et sa sécurité. Quand on parle du domaine numérique, en particulier avec l'intensification de l'utilisation des moyens et des technologies dans tous les domaines, il est devenu nécessaire pour tous les secteurs de protéger leurs données. C'est pourquoi divers pays attachent une grande importance à ce domaine, en adoptant différentes stratégies pour protéger leur souveraineté numérique.

Afin d'atteindre la souveraineté numérique, les différents réseaux doivent d'abord être sécurisés contre toute infiltration pouvant menacer la sécurité du pays. D'autre part, les données et les informations doivent être sécurisées dans divers secteurs, institutions et administrations, ainsi que les systèmes d'information utilisés en leur sein, et ce, en respectant les mesures de sécurité nécessaires pour protéger nos systèmes informatiques qui doivent également être au plus haut niveau du progrès, notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection contre les attaques■

L'Algérie, comme d'autres pays, œuvre à assurer sa souveraineté numérique, tout comme elle vise à protéger sa souveraineté territoriale et sa sécurité.



Etablissement central de construction

Satisfaire les besoins multiformes de l'ANP

Depuis sa création, l'Etablissement central de construction (Epic-ECC), œuvre sans relâche pour répondre aux besoins de toutes les structures de notre Armée nationale populaire en s'appuyant, pour cela sur une main-d'œuvre qualifiée, totalement nationale, et en utilisant des matériaux de production nationale, contribuant ainsi, de manière directe, au développement économique et social national.

Mimouna B.

Avec plus de 42 ans d'expérience, de grands pas ont été franchis par l'Etablissement central de construction, en termes de réalisation d'infrastructures militaires à usages multiformes. Dans l'objectif de répondre aux objectifs définis par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire, en matière de soutien aux efforts de développement que connaissent les unités de l'ANP, la réalisation de nouveaux ouvrages afin d'élargir le parc d'infrastructures militaires et installations (logements, écoles militaires, cantonnements militaires, infrastructures sportives, sociales et médico-sociales,

abris d'avions, routes, aires aéronautiques...) s'est avérée indispensable. La réalisation de tous ces projets a été confiée à un établissement public à caractère industriel et commercial, dénommé "Etablissement central de construction (Epic-ECC)", sis à Baba Ali / 1^{re} RM.

Cet établissement, sous la tutelle de la Direction centrale des infrastructures militaires (DCIM) du ministère de la Défense nationale, a été créé en 1980, sous la dénomination d'Unité centrale de construction de l'Armée nationale populaire (UCC/ANP), après la dissolution de la Direction nationale des coopératives de l'Armée

nationale populaire, ex-DNC-ANP.

En 1994, l'UCC/ANP est devenue un établissement militaire à caractère industriel et commercial par décret présidentiel, en date du 23 juillet 1994.

Par la suite, elle est érigée en établissement public à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire par décret présidentiel en date du 27 avril 2009.

Missions d'envergure

Afin d'exécuter le programme du ministère de la Défense nationale, le plan de charge de l'Epic-ECC, en volume et nature,



est assigné par la Direction centrale des infrastructures militaires. Sa mission principale consiste en la concrétisation des missions arrêtées par le MDN dans le domaine de la construction inscrites au titre du plan de développement de notre Armée nationale populaire.

L'établissement contribue au renforcement du potentiel de défense et son maintien à niveau. Il veille aussi à assurer le transfert et la maîtrise de la technologie de défense, l'initiation de toute étude et la proposition de mesures visant le développement et la modernisation de la gamme des produits fabriqués ainsi que des prestations destinées à l'Armée nationale populaire. Il s'attelle aussi à l'encouragement du développement du potentiel industriel militaire et au renforcement de son intégration au sein du tissu industriel national, à la mise en œuvre des actions de recherche et développement et, enfin, à la valorisation des potentiels humains, techniques et technologiques existants.

Outre la réalisation des travaux, l'Epic-ECC est chargé de l'élaboration d'études techniques, de la production des matériaux de construction

et agglomérés destinés à ses projets, de la formation des personnels, en plus de la commercialisation des produits après satisfaction des besoins propres.

Sur le plan organisationnel, l'ECC est organisé en plusieurs directions, à savoir :

- la Direction des travaux, chargée essentiellement de l'élaboration du plan de charge de l'établissement, de la définition des règles relatives à l'installation et à l'organisation des chantiers, de l'assistance des unités pour l'amélioration de la gestion, notamment par l'élaboration des plannings de réalisation. Elle est également chargée de la réalisation des chantiers et du règlement des problèmes techniques, du suivi et du contrôle des programmes de réalisation.

- La Direction des études techniques et contrôle de qualité (DETCQ) qui définit et cadre, de par sa vision et son expertise, le projet ordonnateur pour lui apporter une réponse innovante, adéquate aux normes et optimisée pour sa réalisation. Elle est chargée de l'étude et de la conception des projets, de la production des plans, d'assurer l'expertise et le diagnostic technique. Elle effectue la maîtrise d'œuvre de

la partie structure lors de l'exécution et apporte l'assistance technique aux unités de réalisation de l'Epic-ECC.

- La Direction du matériel, chargée principalement de l'élaboration et du suivi du fichier du matériel et outillage, de la régulation des matériels, c'est-à-dire la définition des conditions et procédures d'affectation, la gestion des mouvements, de veiller à l'utilisation optimale et rationnelle des matériels ainsi que le contrôle des activités relatives à l'entretien du matériel et équipements sur chantier.

Une cellule audit et inspection est omniprésente au sein de cet établissement et a pour mission l'évaluation de la cohérence et de la qualité d'utilisation des moyens humains, matériels et financiers des différentes structures de l'Epic-ECC, le contrôle de la mise en œuvre des procédures de gestion, l'élaboration du tableau de bord de l'Epic-ECC et, enfin, la constitution d'un cadre de référence pour toutes propositions susceptibles d'améliorer la performance des outils de réalisation et des systèmes de gestion des unités.

▲
Diverses réalisations
de l'Epic-ECC.

Unités de réalisation : leaders de la construction

Au regard de l'extension des activités de l'Epic-ECC, considérée comme un pilier dans le domaine des travaux et qui contribue grandement à la réduction des coûts de réalisation et la concrétisation des objectifs qui lui sont assignés, l'établissement est doté de 14 unités déployées à travers les six Régions militaires.

Depuis 2006, l'ECC s'est lancé dans la réalisation de bâtiments industrialisés, une mission qui échoit à l'unité de réalisation des bâtiments industrialisés, chargée de la réalisation de ces constructions, comme celles à base de structure portante (coque métallique) qui offrent l'avantage de réaliser des ouvrages de grande portée, moyennant l'utilisation de technologies avancées. Cette technique permet de réduire les délais de réalisation. Il s'agit également d'aménager ce type de construction et de l'équiper d'isolants multifonctionnels.

Il faut savoir que l'Epic-ECC dispose de plusieurs carrières de production d'agréats pour répondre aux besoins des différents projets en cette matière première.

En ce qui concerne l'unité de production des matériaux de construction et de préfabrication, sise à Bougara / 1^{re} RM, cette dernière est chargée de la production de matériaux de construction destinés aux projets de l'établissement (granulats et agglomérés), de l'approvisionnement des unités de réalisation en produits stratégiques (aciers, ciments, briques...) ainsi que de la préfabrication des ouvrages en béton armé destinés aux unités militaires.

Pour l'accomplissement de ses missions, cette unité de production dispose d'un centre de production qui s'étend sur une superficie de 28 hectares, réparti sur deux zones d'activité. La première zone est réservée à la «station concassage» d'une capacité de production de 250t/h, tandis que la deuxième

Propos du

Directeur général de l'Epic-ECC, colonel Djelloul Kharroubi

«Innovations technologiques et des nouveaux concepts en matière de construction»

«L'Epic-ECC est partie intégrante du secteur économique de l'Armée nationale populaire, il œuvre à concrétiser le plan de charge qui lui est assigné ainsi qu'au développement et à la modernisation de ses potentiels humain et matériel pour la maîtrise de la qualité et des délais, en application des instructions du Haut commandement de l'ANP et sous la supervision de la Direction centrale des infrastructures militaires. En termes de perspectives, nous envisageons la diversification de nos activités en nous engageant dans d'autres créneaux, à l'instar des travaux maritimes, ainsi que de la promotion immobilière.

L'amélioration de la capacité de production de notre établissement est essentielle pour nous. Nous veillons à répondre aux besoins des unités de l'Armée nationale populaire en termes d'infrastructures.

En outre, il y a le recours à l'utilisation des nouvelles techniques de construction, moyennant des outils modernes, l'acquisition de nouveaux procédés constructifs, le développement du procédé de la préfabrication, la numérisation et la mise en place d'un système d'information pour l'échange d'informations de manière plus efficace.

Un investissement sera lancé pour la modernisation de l'unité de



production de la charpente métallique, visant à augmenter la capacité de production, la modernisation de l'unité de production des matériaux de construction et de préfabrication par le développement de nouvelles techniques de préfabrication, la modernisation de l'unité de réalisation des bâtiments industrialisés à travers l'utilisation d'autres procédés offrant l'avantage de la réalisation de grande dimension. De même, la Direction des études techniques et contrôle de qualité sera renforcée par la création de laboratoires de contrôle de qualité ainsi que l'acquisition d'équipements de détection et matériels de reproduction modernes.

A travers ces investissements aussi bien dans la formation et la perfection de la ressource humaine que dans son potentiel matériel, l'ECC ambitionne de se hisser, à terme, à un niveau de compétitivité et de performance à la hauteur des exigences du Haut commandement de l'ANP. Ce retour d'investissement sera conforté et accentué par une couverture continue des innovations technologiques et des nouveaux concepts en matière de construction et de management de projets qui seront multiplicateurs de forces certaines et qui consacreront notre devise 'Efficacité, compétence et crédibilité'»■

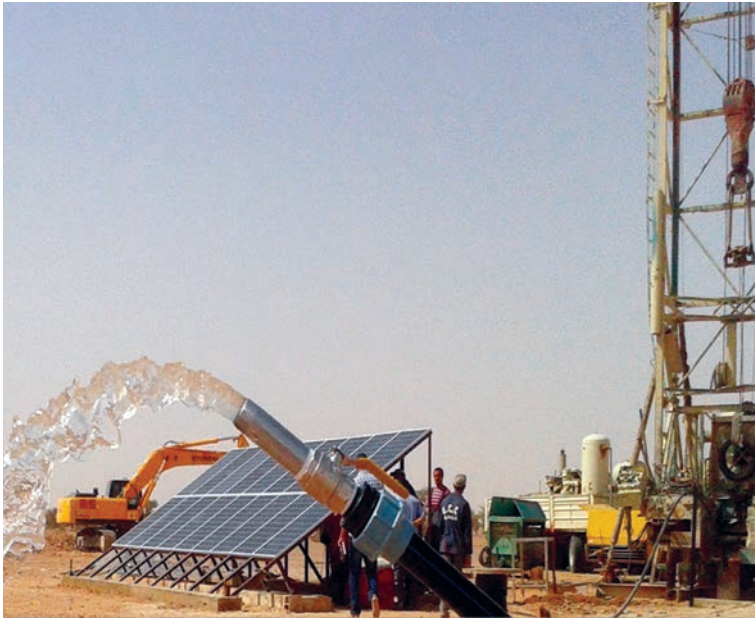
est chargée de la production des agglomérés avec une capacité de production de 31000 unités/mois et à la préfabrication des ouvrages en béton armé d'une capacité de production de 25 ouvrages/mois.

Parmi ses réalisations..

L'Epic-ECC a livré plusieurs projets, dont certains réalisés durant l'exercice précédent (2022). Il s'agit de :

- Une infrastructure réalisée au niveau de l'unité de démilitarisation des munitions / 1^{re} RM, inaugurée par Monsieur

L'Epic-ECC est l'un des grands établissements qui contribue à la politique nationale de l'emploi, avec à son actif des milliers d'employés toutes catégories socio-professionnelles confondues.



Travaux de réalisation de forage d'eau en utilisant les énergies renouvelables

Contribution à la politique nationale de l'emploi

Dans le cadre de la stratégie de développement et de promotion des réalisations et des travaux de construction, la direction générale de l'Epic-ECC veille à la sélection et à la qualification de sa ressource humaine et à développer constamment ses capacités matérielles ainsi qu'à l'intégration des nouvelles techniques de construction.

A ce titre, l'Epic-ECC compte parmi les grands établissements qui contribuent à la politique nationale de l'emploi, avec à son actif des milliers d'employés, toutes catégories socioprofessionnelles confondues, alors qu'en 1983, il comptait un effectif de 1500 employés et il compte créer de nouveaux postes d'emploi dans un avenir proche.

L'ECC accorde une importance majeure à la formation continue de ses effectifs. Dans ce sens, un centre de formation des corps de métiers sera créé prochainement afin d'assurer une qualification permanente de ses effectifs et d'être au diapason du développement et de la modernisation que connaît ce secteur stratégique■

Plusieurs infrastructures au niveau de l'Académie militaire de Cherchell défunt Président Houari-Boumediene



le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le 6 août 2022,

- la réalisation de la tribune officielle et d'autres infrastructures lors du défilé militaire organisé à l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire de l'indépendance, le 5 juillet 2022,

- la réalisation d'infrastructures pour la compétition internationale militaire de la «section aéroportée 2022», organisée du 15 au 27 août 2022 dans la 1^{re} RM.

En outre, l'ECC a livré au cours des dernières années d'importants projets, à l'instar :

- du Centre technique de documentation et de codification de la Direction centrale des infrastructures militaires, au niveau de l'Ecole supérieure du matériel Chahid Ben Mokhtar Cheikh Amoud, à El-Harrach / 1^{re} RM,

- plusieurs infrastructures au niveau de l'Académie militaire de Cherchell défunt Président Houari-Boumediene,

- des voies de circulation et parking avions au niveau de la base aérienne d'Aïn Oussera / 1^{re} RM,

- des aires de stationnement et des voies de roulement au niveau de la base aérienne de Biskra / 4^e RM

- ainsi que des cantonnements au niveau des

Régions militaires. Dans le cadre de la sécurisation de nos frontières terrestres, l'ECC a renforcé les unités de l'ANP à travers la réalisation de plusieurs postes d'observation le long de nos frontières. En outre, l'établissement procède à la réalisation de cabines préfabriquées (sahariennes).

Il est à noter que l'ECC intervient, lors des catastrophes naturelles, en mettant à la disposition des autorités ses moyens humains et matériels, comme ce fut le cas lors des inondations de Bab El Oued en 2001 et du séisme de Boumerdes en 2003.



16^e congrès du Front populaire de libération de Saguia El Hamra et Oued Ed-Dahab



"Intensifier la lutte pour chasser l'occupant et parachever la souveraineté"

Les travaux du 16^e congrès du Front populaire de libération de Saguia El Hamra et Oued Ed-Dahab, Chahid M'hamed Khaddad Lahbib, organisé dans la ville de Dakhla, du 13 au 22 janvier 2023, ont été sanctionnés par la réélection de M. Brahim Ghali en tant que secrétaire général du Front Polisario et président de la République arabe sahraouie démocratique.

Chetouane F. Trad. : L. Sihem

Ph : Djabri S.

Ce congrès, placé sous le slogan "Intensifier la lutte pour chasser l'occupant et parachever la souveraineté", intervient dans un contexte particulier, marqué par la reprise de la lutte armée, suite à la violation du cessez-le-feu, en vigueur depuis 1991, par le Maroc. Quelque 2000 congressistes et participants et plus de 300 personnalités venues des quatre coins du monde ont pris part à ce congrès du Front Polisario.

Dans son rapport moral et financier, le secrétaire général du Front Polisario, M. Brahim Ghali, a mis en avant les principaux acquis de la cause sahraouie durant la dernière période sur tous les plans, affirmant que la cause sahraouie a réalisé un bond qualitatif et historique dans la consécration de la place et de la légitimité de la cause dans les foras internationaux. Evoquant la conjoncture internationale dans laquelle se tient le

Congrès, il a déclaré: «En dépit des conjonctures exceptionnelles marquant la reprise de la lutte armée le 13 novembre 2020, en raison de la violation de l'accord de cessez-le-feu par le Maroc et sa tentative de s'attaquer à des civils sahraouis à El Guerguerat, la question sahraouie a été exposée de manière

remarquable sur la scène internationale, notamment au niveau du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU ainsi qu'auprès de différents gouvernements.»

Dans le même contexte, le secrétaire général du Front Polisario a souligné les efforts de la République sahraouie visant

Reconduction dans ses fonctions de secrétaire général du Front Polisario et président de la RASD

Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, félicite Monsieur Brahim Ghali

Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, le 22 janvier 2023, un message de félicitations à M. Brahim Ghali, suite à sa reconduction dans les fonctions de secrétaire général du Front populaire de libération de Saguia El-Hamra et Rio de Oro et de président de la République arabe sahraouie démocratique. Monsieur le Président de la République a écrit dans son message :

"Monsieur le Président et cher frère, suite à votre reconduction dans vos fonctions de secrétaire général du Front populaire de libération de Saguia El-Hamra et Rio de Oro et de Président de la République arabe sahraouie démocratique, je vous présente mes chaleureuses félicitations, accompagnées de mes vœux de plein succès dans l'accomplissement de vos nobles missions au service de la juste cause sahraouie et de son peuple vaillant. A cette occasion, je tiens également à vous féliciter pour le succès du 16^e

congrès du Front Polisario et à saluer la résistance du peuple sahraoui frère, qui s'est exprimé en réaffirmant, une nouvelle fois, son attachement à son droit légitime inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes des Nations unies et de l'Union africaine. Tout en vous réaffirmant la position constante de l'Algérie et son soutien de principe à la juste cause sahraouie, veuillez agréer, Monsieur le Président et cher frère, l'expression de ma haute considération et de mon amitié"■



Ils ont dit

M^{me} Sultana El Waara Ould Sayed Ibrahim Khaya, militante venue des territoires occupés



«Nous avons participé à ce congrès afin de faire parvenir la voix du peuple sahraoui vivant en territoires colonisés et des prisonniers dans les geôles marocaines et pour confirmer également la résistance du peuple sahraoui. Notre message au colonisateur marocain est que le peuple est déterminé plus que jamais à reconquérir sa liberté spoliée et que nous sommes attachés au Front Polisario, leader de notre lutte.»



M. Pierre Galand, président de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui

«Après 47 ans de solidarité internationale

avec la cause sahraouie, nous soutenons encore le peuple sahraoui pour faire parvenir sa voix dans les foras internationaux. Dans cette optique, nous appelons le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations unies à redoubler d'efforts pour faire barrage au colonisateur. Le Sahara occidental est sahraoui et le Front du Polisario est le seul représentant légitime du peuple.»

M. Ahmed Bachir Ahmed, président de l'Union des associations nationales (Tchad)



«La question du Sahara occidental est une cause arabe et africaine qui requiert l'unification des rangs pour permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à la liberté et à l'indépendance. Notre unique souhait est que le droit international rende justice au peuple sahraoui opprimé. Je saisis cette occasion pour saluer les positions immuables de l'Algérie en faveur des peuples colonisés. Je remercie également votre pays, peuple et gouvernement, pour son soutien aux causes justes de par le monde, en particulier à la cause sahraouie.» ■

à développer ses forces armées à travers leur modernisation et en les dotant de moyens matériels et humains disponibles pour s'adapter aux exigences de la conjoncture actuelle, renforcer la résistance dans les territoires occupés et consolider l'action sur les fronts médiatique et diplomatique, en poursuivant les efforts visant à consacrer la légitimité de la juste cause du peuple sahraoui dans les foras internationales.

M. Brahim Ghali a ensuite salué le rôle actif de l'Algérie et la place qu'elle occupe sur la scène régionale et internationale, en raison de son attachement constant et de son soutien inconditionnel aux causes justes, puisés des principes de la Révolution libératrice du 1er Novembre, à leur tête la question sahraouie.

L'Algérie réitère son soutien à la cause sahraouie

L'Algérie a réitéré son soutien inconditionnel à la cause sahraouie, à travers les interventions de ses représentants au sein des différentes délégations nationales ayant participé aux travaux du congrès, constituées de chefs de partis politiques, d'associations de la société civile et d'organisations de soutien à la question sahraouie. Ainsi, dans son allocution, le représentant du Conseil de la Nation, M. Omar Dadi Adoun, a affirmé que la position de l'Algérie, gouvernement et peuple, à l'égard de la question sahraouie demeure immuable car découlant des principes cardinaux régissant sa politique étrangère dont celui du droit des peuples à l'autodétermination. Pour sa part, le représentant de l'Assemblée populaire nationale, M. Akli Mohamed, a appelé l'ONU à assumer ses responsabilités historiques en brisant le mur du silence observé vis-à-vis de la question sahraouie.

Les différents partis politiques et mouvements associatifs présents ont également affirmé leur engagement à soutenir la lutte du peuple sahraoui

latine et d'Europe ont exprimé leur solidarité et leur soutien à la lutte du peuple sahraoui, appelant à la nécessité d'accélérer le processus de décolonisation du Sahara occidental afin de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et responsabiliser l'occupant marocain qui s'engage vers l'escalade à travers ses violations incessantes de la légitimité internationale.

Dans ce cadre, la représentante de l'Afrique du Sud, Mme Heleguiwi Bango, a appelé à l'accélération du processus de décolonisation de la dernière colonie en Afrique. De son côté, la délégation du Parti communiste russe a affirmé son soutien inconditionnel à la cause sahraouie et au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, soulignant la constance de sa position jusqu'au recouvrement par le peuple sahraoui de sa souveraineté sur son territoire.

Pour sa part, Mme Julia Perié, parlementaire argentine et militante de la cause sahraouie, a mis la lumière sur les souffrances endurées par le peuple sahraoui. Le président du parti Union des forces du progrès mauritanien, M. Mohamed Ould Mouloud, a quant à lui exprimé sa profonde solidarité avec le peuple sahraoui et son légitime et seul représentant, en l'occurrence le Front Polisario, plaidant pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

A la fin, après l'annonce des résultats définitifs de l'élection des 27 membres du secrétariat national sahraoui et la prestation de serment, les participants ont affirmé, dans la déclaration finale, l'impératif d'adopter des méthodes et stratégies permettant à l'armée sahraouie de remporter la bataille pour la liberté, avec l'attachement à l'option de la résistance et de l'intensification de la lutte libératrice afin de restaurer la souveraineté sur l'ensemble du territoire national ■



Par le
D^r S. Dribel-Belguerdouh

D^r: R. Gheziel, D^r: S. Bouhaha, Pr: A. Boukemouche.
Service de Médecine Dentaire. Hôpital central de l'armée

L'implant dentaire

tout ce que vous devez savoir

L'implantologie est une technique qui sert à reconstituer entièrement une dent manquante. Qu'est-ce qu'un implant dentaire ? Dans quels cas a-t-on besoin d'un implant ? Quel est le taux de réussite des implants dentaires ? Quelles sont les conséquences du tabagisme sur les implants dentaires ?... sur ces questions et autres répond docteur Belguerdouh.

Qu'est-ce qu'un implant dentaire ?

Un implant dentaire est une vis qui est insérée dans l'os alvéolaire. Il sert alors de « racine dentaire artificielle » pour pouvoir soutenir adéquatement une prothèse.

Qui peut recevoir un implant dentaire ?

Toute personne en assez bonne santé pour subir une extraction dentaire peut être considérée comme apte à recevoir un implant dentaire. Les patients doivent avoir des gencives saines et assez d'os pour tenir l'implant. Ils doivent aussi avoir une bonne hygiène buccale. Les gros fumeurs, les personnes souffrant de troubles chroniques non contrôlés, tels que le diabète ou les maladies cardiaques ou les patients qui

ont eu une radiothérapie dans la région de la tête / cou doivent être évalués sur une base individuelle pour voir si la pose d'implant est compatible avec leur état de santé.

Quel est le taux de réussite des implants dentaires ?

Les implants dentaires ont

un taux allant jusqu'à 98% de réussite.

Peut-on les poser à n'importe quel âge chez l'adulte ?

Absolument. C'est plus une question de densité osseuse que d'âge.

Quelles sont les conséquences du tabagisme sur les implants dentaires ?

Le tabac contient du monoxyde de carbone, du goudron et autres substances cancérigènes. Ces substances toxiques peuvent retarder significativement l'intégration de l'implant. L'arrêt du tabac préopératoire peut considérablement diminuer les risques d'infection par l'amélioration de la santé bucco-dentaire lors du processus de cicatrisation.

Peut-on recevoir un implant dentaire des années après une extraction ?

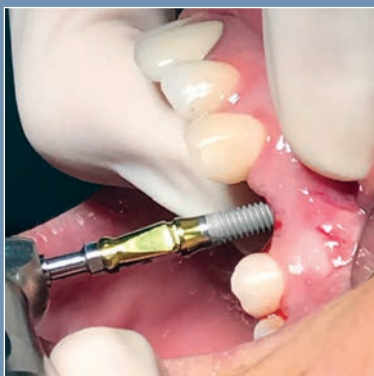
Oui ; vous pouvez toujours vous faire poser des implants dentaires. Tant que vous avez une densité et une hauteur osseuse suffisantes, le temps n'a pas d'importance.

Comment se déroule la pose d'un implant dentaire selon la méthode suédoise La pose d'un implant dentaire selon la méthode suédoise elle déroule en deux étapes...

► Première étape

La chirurgie s'effectue sous anesthésie locale. Le médecin dentiste insère l'implant dans votre mâchoire, sous le tissu gingival, après avoir

pratiqué une petite incision. Pendant la guérison qui peut prendre plusieurs mois, l'implant s'intégrera à l'os et se fixera à la gencive.



► Deuxième étape

Pour procéder, attendre la guérison des tissus au bout de quelques mois s'avère nécessaire. Le dentiste peut ensuite dégager le col de l'implant par un petit acte chirurgical, fixer une vis de

cicatrisation à l'implant pendant 2 semaines et enfin, fixer un pilier pour le relier à la dent de remplacement. Puis, la dent de remplacement est fixée au pilier.



● Comment se déroule la pose d'un implant dentaire selon la méthode suisse ?

Selon l'école suisse, mettre en nourrice l'implant quelques mois avant sa mise en fonction n'est pas nécessaire et on peut même placer une prothèse

provisoire le jour de la chirurgie.

● **Peut-on recevoir un implant dentaire immédiatement après une extraction ?** Absolument. Mais pas dans toutes les situations cliniques■

Le père de l'implant dentaire Per-ingvar Bränemark



Vous pensez peut-être que les implants dentaires sont une nouvelle découverte et une nouvelle technologie. Pourtant, ce n'est pas le cas. L'implantologie débute véritablement avec Bränemark à Gutenberg (Suède). En 1952, il découvre par hasard le phénomène de l'ostéo-intégration du titane. Ainsi, en 1965, il a réussi à utiliser le titane pour remplacer une dent manquante.

Aujourd'hui, l'implantologie est considérée comme la solution la plus avancée pour remplacer une dent perdue■

Références bibliographiques:

1. Gouet, E. ; Azria, D. ; Amzalag, J. ; Amzalag, A.,

Codes de la Réussite en Implantologie Orale. Med'Com Paris 2012.

2. Davarpanah, M. ; Szmukler-Moncler, S. ; et Al.,

Manuel d'implantologie clinique : concepts, intégration des protocoles et esquisse de nouveaux paradigmes, 3e édition, CdP 2012.

3. Walter, M-H. ; Boning, K-W.,

Dogmes et traitements prothétiques. Alternatives 2017. 25,61-70.

4. Renouard, F. ; Rangert B., Prise de décision en pratique implantaire. Paris Quintessence International 2015.

Usage du napalm par la France durant la Révolution libératrice

Un crime à part entière

La France coloniale a commis des crimes effroyables et multiformes sur le sol algérien, dont des décapitations et expédition de crânes outre-mer, des génocides, la politique de la terre brûlée et l'implantation de millions de mines tout au long des frontières Est et Ouest, outre le fait de transformer notre Sahara en champ d'expériences nucléaires et l'emploi illégal d'armes prosrites, notamment le napalm.

El Djouani R. Trad. Ait Amirat M.

Le napalm était devenu l'arme destructrice de prédilection et la plus meurtrière des forces d'occupation françaises. Elles y ont eu recours d'une manière effroyable lors des grandes opérations militaires lancées par le général Challe, dans le cadre de son plan infernal qui a englobé l'ensemble du territoire algérien, dans ses tentatives désespérées d'anéantir la Révolution et d'affaiblir son aile militaire, représentée par l'Armée de libération nationale, selon le témoignage de l'ami de la Révolution algérienne, Georges Arnaud, qui avait écrit sur les victoires remportées par l'ALN.

A ce propos, un soldat français du nom de Claude Juin avait affirmé dans son livre «Des soldats tortionnaires» que les troupes françaises se vengeaient des populations innocentes dans les villages, les forêts et les zones interdites, situées dans le périmètre des grandes opérations qu'elles menaient avec des avions dotés de bombes de napalm. Il écrit : «Prendre pour cible les chaumières de civils désarmés est une question qui ne devait prêter à aucune équivoque, conformément au principe que tout ce qui bouge est un ennemi.»

Le napalm est une arme incendiaire conçue, en premier lieu, pour brûler les objets et les personnes par interaction chimique du produit jeté sur la cible. En outre, cette arme cause

Des victimes du napalm



Arezki Krim



Chaïb Draâ Ali

la cécité, des problèmes respiratoires, des dommages aux fibres nerveuses et aux autres tissus profonds du corps, des malformations et des cicatrices visibles sur le corps. Elle cause aussi un dysfonctionnement des organes, surtout lorsque la personne blessée n'est pas secourue à temps. A ceci s'ajoutent ses effets sur l'état psychique et nerveux de la personne, à cause des intenses douleurs provoquées ainsi que les dégâts causés sur les forêts, les terres agricoles et la faune.

Evoquant les graves effets causés par cette arme, le moudjahid Ahmed Sahel a affirmé, dans un de ses témoignages : «Je voyais les blessés qui essayaient de s'enfuir, une odeur horrible se répandait partout. Ces personnes se roulaient par terre et leur chair collait aux pierres». Il ajoute : «Nous ne pouvions rien faire pour arrêter la propagation des flammes, sauf l'utilisation d'eau ou de terre, malgré les risques, car les flammes se propageaient à grande vitesse et pouvaient atteindre tout le monde.»

En dépit des graves effets induits par l'utilisation du napalm, l'une des armes les plus fatales, en raison de sa grande capacité de destruction et ses effets de longue durée sur la santé de l'homme ainsi que sur l'environnement, en violation du droit international qui l'a inscrite au titre des armes de destruction massive, les autorités françaises

ont continué de nier leurs crimes. A l'époque, les autorités coloniales utilisaient l'expression «bidons spéciaux» pour désigner cette arme afin que le crime passe sous silence, comme le

témoignages des Moudjahidine demeurent la plus grande preuve de la barbarie du colonisateur. Parmi ces témoignages, celui du défunt moudjahid Chaïb Draâ Ali qui avait perdu la vue à cause de

du défunt moudjahid Krim Belkacem, décédé en octobre 2022, avait été victime de cette arme avec nombre de ses compagnons, lors d'un bombardement effectué par les troupes coloniale, alors qu'ils étaient en route vers la Tunisie pour s'approvisionner en armes. Les monts de Lakharia, du Djurdjura, de l'Ouarsenis et des Aurès sont restés longtemps, après l'indépendance, témoins de cette arme destructrice. Pour effacer les séquelles de ces crimes sur l'homme, la faune et la flore, notre pays a dû dépenser des sommes colossales pour apporter aide et assistance aux victimes qui enduraient le martyre et dont le corps portait les traces indélébiles de ces crimes■

Les autorités françaises continuaient de nier ces crimes bien que ladite arme soit classée parmi les armes de destruction massive et qu'elle soit proscrite au titre de certaines des conventions internationales.

mentionne l'historienne Raphaëlle Branche dans un article paru sur le site «Orient», en mai 2022, sous le titre «Quand l'armée française pacifiait au napalm». Elle écrivait : «Les pilotes connaissaient parfaitement le type d'arme aéroporté ainsi que les fantassins qui demandaient leur appui au sol lorsque l'étau se resserrait autour d'eux.» Pour appuyer son propos, l'historienne s'est référée à plusieurs témoignages dont celui d'un caporal français qui avait envoyé, en 1959, une lettre au journal «Le Monde», dans laquelle il révélait que son bataillon «a pu brûler vifs un groupe de révolutionnaires qui étaient accompagnés de 10 civils, dont deux femmes et une fillette de dix ans». Un autre témoignage d'un officier français tentant de justifier l'emploi des bombes incendiaires (napalm), rapportait que «les combattants algériens se retranchaient dans des positions fortifiées et que les soldats français étaient incapables de les déloger que lorsqu'ils étaient à court de munitions».

Malgré les preuves présentées par le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) après la bataille de Djebel M'zi qui avait eu lieu en mai 1960, dans la région de Naâma (cette bataille a constitué à l'époque une matière consistante pour les médias étrangers voire français) quant au recours massif à cette arme, pour les cercles officiels en France, ce fut le déni total et le silence complet. Les

cette arme qui lui avait également laissé un handicap durable au niveau de ses membres supérieurs lors de la bataille de Djebel Oued Ksari, en janvier 1959, à Sidi Ali Bounab. Le moudjahid Arezki Krim, frère

Conférence historique «Rôle de la Région Tassili N'Ajjer durant la résistance populaire et la Révolution libératrice»



A l'occasion d'une conférence historique sur «La contribution de Tassili N'Ajjer durant la résistance et la Révolution libératrice», organisée le 25 janvier 2023 par le quotidien «El Moudjahid» en coordination avec l'association «Machaâl Echahid», l'historien et chercheur Mohamed Lahcene Zeghidi a affirmé que la région a fait preuve, à l'instar des autres régions du pays, d'une résistance farouche contre l'occupation française. Lors de cette conférence, intervenue en hommage aux Cheikhs Amoud Ben Mokhtar et Brahim Ben Bekda ainsi qu'au défunt moudjahid Brahim Ghouma, le chercheur a rappelé le rôle de ces personnalités historiques à

combattre l'occupant et à déjouer ses plans visant la séparation du Sahara. De son côté, le représentant du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, directeur-adjoint du Centre national des études et recherches sur le mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954, M. Hocine Abdessatar, a souligné que les hautes autorités de l'Etat comptent rebaptiser le centre sous le nom «Centre des études et recherches sur la résistance populaire, le mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954», en reconnaissance de l'importance des résistances populaires dans l'Histoire de l'Algérie■



Zoom sur la 1^{re} équipe nationale militaire de natation

Le bassin militaire à l'œuvre

Le premier noyau de l'équipe nationale militaire de natation a commencé à prendre forme et comprenait les 12 meilleurs nageurs militaires. Cette jeune équipe est en pleine évolution mais il faudra du temps et sans doute de l'entraînement et de la persévérance pour qu'elle soit au top et compétitive.

Sonia Zaidi

Le 13 décembre 2020, Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a procédé à l'inauguration de la piscine olympique au Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires de Ben Aknoun, avant le coup d'envoi de la finale de la 48^e édition de la Coupe d'Algérie militaire de football, qui avait opposé l'équipe du Commandement de la Gendarmerie nationale à celle du Commandement des forces terrestres. Cette nouvelle infrastructure,

dotée d'accessoires et d'équipements modernes, aux normes mondiales en vigueur, homologuée par la Fédération internationale de natation (FINA), a donné une impulsion à la préparation et la récupération sportives des athlètes militaires d'élite et à l'organisation de compétitions sportives de haut niveau. Deux ans plus tard, en décembre 2022, nous avons appris la constitution de la première sélection nationale militaire de natation (messieurs et dames). A cet effet, la revue «El Djeich» avait dépêché une

équipe au CRPESM / Ben Aknoun, pour effectuer un reportage sur cette équipe naissante.

La sélection nationale militaire de natation voit le jour

Une fois sur les lieux, une bonne ambiance était au rendez-vous. Tout le staff présent sur place a tenu à nous faire connaître ce noyau de nageurs, le tout premier dans le monde du sport militaire algérien. Cette équipe dispose d'une piscine olympique couverte, un vrai petit bijou qui comporte trois bassins, un olympique de 50 m sur 25 m



avec 10 couloirs, un autre semi olympique de 25 m sur 20 m (pour les entraînements) et un troisième d'assignation de 15 m sur 10 m en pente douce.

Pour la première étape de ce reportage, nous avons eu un entretien avec l'entraîneur-adjoint de la sélection, **M. Mehdi Belarbi**, qui nous a déclaré : «A l'issue de la proposition de la création d'une équipe nationale militaire de natation par le service des sports militaires qui a eu l'approbation et le soutien du Haut commandement de l'ANP, ont débuté les premières étapes du processus de détection et de sélection des meilleurs nageurs militaires, dont les capacités physiques répondent aux exigences de cette spécialité, parmi les différents organismes de formation de l'ANP, notamment ceux qui ont excellé lors du championnat national militaire de natation, au titre de la saison sportive écoulée. Ces derniers ont été soumis à des tests de niveau physique et d'endurance au CRPESM.»



Le premier noyau de l'équipe nationale militaire de natation a commencé à prendre forme et comprenait les 12 meilleurs nageurs militaires. Cette jeune équipe est en pleine évolution mais il faudra du temps et sans doute de l'entraînement et de la persévérance pour qu'elle soit au top et compétitive.

Après ce premier regroupement, le chef de service des sports militaires, le colonel Abdelhak Djabou, s'est entretenu avec le président de la Fédération algérienne de natation, Hakim Boughadou. Lors de cette rencontre, plusieurs points ont été évoqués, à savoir le renforcement de la sélection nationale militaire par le recrutement qualitatif d'un entraîneur de renom et la sélection des meilleurs nageurs à l'échelle nationale, l'organisation de formations pour les encadreurs par la fédération au profit du sport militaire, la prospection de nageurs civils en vue de leur recrutement en tant que nageurs militaires contractuels ainsi que la mise sur pied d'une sélection nationale militaire féminine, en sélectionnant les meilleures nageuses sur le territoire national.

A ce propos, pour le premier noyau féminin de natation, certaines nageuses sont déjà ciblées, en attendant qu'elles rejoignent le premier regroupement de la sélection nationale militaire féminine. Entre-temps, le staff technique procèdera au recrutement des meilleures nageuses à l'échelle nationale, pour renfoncer le premier noyau féminin de natation militaire.

Rencontre avec le coach et les nageurs

Nous avons rencontré les douze membres de l'équipe nationale militaire messieurs et le nouveau sélectionneur national militaire, **M. Smail Messaouden** (conseiller en sport, 37 ans d'expérience en tant qu'entraîneur, et plusieurs fois sélectionneur national), qui comme nous, découvre pour la toute première fois sa sélection. Lors du bref entretien que nous avons eu avec lui, il nous a confié qu'il était «très heureux d'avoir été nommé



“Notre objectif principal est de monter une équipe militaire qui pourra représenter dignement notre armée et notre pays dans les différentes compétitions internationales arabes, africaines et mondiales.”



sélectionneur de la première équipe nationale militaire de natation (H/F) dans l'histoire du sport militaire algérien. Je profite de cette occasion pour remercier les responsables du sport militaire et le Haut commandement de l'ANP de m'avoir désigné à la tête de cette sélection». «Pour l'instant, nous allons essayer de ramener les meilleurs nageurs civils des deux sexes. A partir de là, nous mettrons en place un plan

d'action et de préparation. Notre objectif principal est de monter une équipe militaire qui pourra représenter dignement notre armée et notre pays dans les différentes compétitions internationales arabes, africaines et mondiales», a-t-il ajouté, avant de conclure en soulignant : «Les infrastructures sont magnifiques et modernes, une piscine qui répond incontestablement aux normes internationales. J'ai eu le plaisir de visiter le pôle de natation, c'est une merveille qui nous aidera à ériger une sélection qui fera parler d'elle à l'avenir.»

Après le sélectionneur, nous nous sommes rapprochés de deux nageurs de la sélection, le **sergent-chef Zineddine Amalou** et le PCC **Ahmed Walid Khedim**. Pour le premier, originaire de Blida, né le 19 avril 1992, il est nageur depuis son jeune âge et passionné de natation, il possède en plus une bonne condition physique. Il a remporté le titre en épreuve récupération poupée 50 m sauvetage au championnat national militaire de natation, en avril 2022, à Blida, ce qui lui a valu d'être sélectionné pour faire partie de la toute première équipe nationale militaire. Pour Amalou, le choix de la création d'une équipe nationale militaire de natation est un acquis : «Le Haut commandement de l'ANP a mis à notre disposition tous les moyens appropriés pour évoluer dans ce sport. Le CRPESM / Ben Aknoun dispose d'une piscine olympique ultra moderne, aux normes internationales, un joyau architectural, c'est un grand atout pour évoluer dans ce sport complexe, cela demande beaucoup de temps, d'entraînements, de préparation, d'efforts et de sacrifices. La volonté est la clé du succès, nous en avons à revendre. Nous travaillons d'arrache-pied pour constituer une équipe compétitive.»

Le second nommé est un espoir de la natation algérienne. En effet, **Ahmed Walid Khedim**, natif de Tlemcen, le 20 juillet 1999, sociétaire du club Widad de Tlemcen, possède un riche palmarès international depuis son jeune âge. Quatre fois médaillé de bronze en 2016, lors du championnat d'Afrique de natation en Tunisie, cinq titres, lors du championnat national militaire de 2022 à Blida, dans les épreuves du 50 m nage libre, 100 m nage libre, 50 m papillon, 50 m brasse et 50 m dos. Le fait d'avoir intégré cette équipe est un honneur et une fierté pour lui. Il ne cache pas sa joie pour dire que son équipe s'inscrit dans les annales du sport algérien, étant la toute première à être constituée au sein de l'ANP dans cette discipline. Il faut dire que ce jeune nageur possède un grand potentiel et il fera sûrement parler de lui à l'avenir. «Cette jeune équipe est en pleine évolution mais il faudra du temps et sans doute de l'entraînement et de la persévérance pour qu'elle soit au top et compétitive. Actuellement, notre priorité est de former une équipe de haut niveau, nous espérons prendre part à une compétition internationale dans les prochains mois, ou probablement la prochaine saison sportive. En attendant, un long travail reste à faire dans l'espoir de voir cette équipe au niveau souhaité et, pourquoi pas, faire parler d'elle à l'avenir», a affirmé ce jeune et talentueux nageur. Enfin, pour conclure ce reportage, nous espérons que dans un proche avenir nous pourrions voir cette première équipe nationale militaire de natation (H/F) dans une compétition internationale. En attendant, il y a énormément de travail à faire, mais les moyens sont là pour atteindre cet objectif qui ouvrira la voie à l'émergence de cette discipline dans le monde du sport militaire algérien■

effet, **Ahmed Walid Khedim**, natif de Tlemcen, le 20 juillet 1999, sociétaire du club Widad de Tlemcen, possède un riche palmarès international depuis son jeune âge. Quatre fois médaillé de bronze en 2016, lors du championnat d'Afrique de natation en Tunisie, cinq titres, lors du championnat national militaire de 2022 à Blida, dans les épreuves du 50 m nage libre, 100 m nage libre, 50 m papillon, 50 m brasse et 50 m dos. Le fait d'avoir intégré cette équipe est un honneur et une fierté pour lui. Il ne cache pas sa joie pour dire que son équipe s'inscrit dans les annales du sport algérien, étant la toute première à être constituée au sein de l'ANP dans cette discipline. Il faut dire que ce jeune nageur possède un grand potentiel et il fera sûrement parler de lui à l'avenir. «Cette jeune équipe est en pleine évolution mais il faudra du temps et sans doute de l'entraînement et de la persévérance pour qu'elle soit au top et compétitive. Actuellement, notre priorité est de former une équipe de haut niveau, nous espérons prendre part à une compétition internationale dans les prochains mois, ou probablement la prochaine saison sportive. En attendant, un long travail reste à faire dans l'espoir de voir cette équipe au niveau souhaité et, pourquoi pas, faire parler d'elle à l'avenir», a affirmé ce jeune et talentueux nageur. Enfin, pour conclure ce reportage, nous espérons que dans un proche avenir nous pourrions voir cette première équipe nationale militaire de natation (H/F) dans une compétition internationale. En attendant, il y a énormément de travail à faire, mais les moyens sont là pour atteindre cet objectif qui ouvrira la voie à l'émergence de cette discipline dans le monde du sport militaire algérien■



Championnat national militaire inter-écoles de tir au pistolet

Les meilleurs tireurs couronnés

Vingt-sept équipes représentant les différentes écoles de l'Armée nationale populaire ont participé au Championnat national militaire inter-écoles de tir au pistolet (dames et messieurs) qui s'est déroulé, du 2 au 7 janvier 2023, au champ de tir électronique de l'Ecole supérieure du matériel Benmokhtar Cheikh Amoud. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le directeur général de l'enseignement, le colonel Mohamed Ferhoun, au nom du commandant de l'école.

Chez les messieurs, dans l'épreuve de tir de vitesse par équipes, l'Ecole supérieure des troupes spéciales / Biskra a encore prouvé qu'elle est l'équipe à battre, en se classant à la première place. Sur le plan individuel, c'est le sergent-chef Ben Dahbia Boudjnah, de l'Ecole supérieure du

renseignement et de la sécurité / 1^{re} RM, qui a remporté la médaille d'or.

Dans l'épreuve de tir de précision, l'Ecole supérieure de l'infanterie / 1^{re} RM a fini la compétition en décrochant haut et fort le titre de champion.

L'épreuve individuelle, a consacré le représentant de l'Ecole supérieure des troupes spéciales / Biskra, l'adjudant Abderrezak Labidi, qui a terminé l'épreuve à la 1^{re} place avec un total de 268 pts.

Chez les dames, c'est l'excellente équipe de l'Ecole d'application des troupes de marine / 5^e RM, qui s'est imposée dans l'épreuve de tir de vitesse, alors que le titre en individuel, a été remporté par l'EOA Wahida Douba, de l'Académie militaire de Cherchell / 1^{re} RM.

L'épreuve de tir de précision a vu la victoire de l'équipe de



l'Académie militaire de Cherchell / 1^{re} RM. Pour sa part l'EOA Wahiba Douba / AMC a été sacrée dans l'épreuve individuelle de tir de précision, s'assurant ainsi un deuxième titre après sa victoire dans l'épreuve de tir de vitesse. Cette manifestation a pris fin

par la remise des médailles et coupes aux vainqueurs, lors de la cérémonie de clôture, le 7 janvier 2023, présidée par le commandant de l'Ecole supérieure du matériel Benmokhtar Cheikh Amoud, le général Saoudi Hamadache.

Championnat national militaire inter-écoles de futsal

Forte compétitivité

L'Ecole des techniques de l'intendance

Djilali-Bounaâma a abrité, du 16 au 21 janvier 2023, le championnat national militaire inter-écoles du futsal, qui a vu la participation de 29 équipes masculines et féminines représentant diverses écoles militaires.

Dans son allocution, le commandant de l'école, le colonel Abderrahmane Metarfi, qui a présidé la cérémonie d'ouverture de cette manifestation, en présence du chef de service régional des sports militaires, a précisé que le Haut commandement de l'ANP accorde tout l'intérêt au sport militaire, mettant l'accent sur le rôle efficace qu'il joue dans la formation du militaire tant sur le plan physique que psychologique.



Ce championnat a été marqué par une forte compétitivité et une forte

volonté de la part des athlètes en quête de gravir les marches du podium.

Dans la catégorie messieurs, l'Ecole supérieure de l'administration / 2^e RM, a remporté le titre, suivie de l'Ecole supérieure du matériel / 1^{re} RM. La troisième place est revenue à l'équipe de l'Ecole des sous-officiers de l'intendance / 5^e RM. Dans la catégorie dames, la première place est revenue à l'Académie militaire de Cherchell. L'équipe de l'Ecole nationale des techniciens de l'aéronautique / 1^{re} RM a occupé la seconde place, suivie par l'équipe de l'Ecole nationale de santé militaire / 1^{re} RM.

Journée nationale du cross de l'ANP. Forte participation

En exécution du programme annuel des sports militaires pour la saison sportive 2022-2023, les différentes structures centrales et les sièges des Commandements de forces et des Régions militaires ainsi que les grandes unités et les écoles de l'ANP ont organisé, le 5 janvier 2023, la «Journée nationale du cross de l'ANP».

Cette manifestation sportive a connu une forte participation de sportifs, hommes et femmes, de différentes catégories d'âge.

Le coup d'envoi a été donné à l'Ecole des techniques de



l'intendance Djilali-Bounaâma, sous la supervision du chef de service des sports militaires relevant du Département emploi et préparation de l'état-major de l'ANP, le colonel

M'hamed Abdelhak Djabou.

La course, qui s'est déroulée dans des conditions météorologiques excellentes, a concerné les catégories d'âge suivantes : 18 - 25 ans,

26 - 32 ans, 33 - 40 ans, en plus de la catégorie des plus de 40 ans. Cette manifestation sportive a été conclue par la distribution des médailles aux lauréats■

Championnat national militaire de pentathlon. La 3^e Région militaire se distingue

Le complexe régional du sport militaire, dans la 4^e RM, a abrité, du 16 au 22 janvier 2023, le Championnat national militaire de pentathlon, dont le coup d'envoi a été donné par le chef d'état-major de la 4^e Région militaire, le général Smain Chouabna.

Cet événement sportif a vu la participation de 17 équipes de différents Commandement de forces, Régions militaires et

grandes unités ainsi que les structures de formation de l'ANP. Les résultats techniques par équipes ont consacré la victoire de la 3^e RM, suivie par la 6^e RM, tandis que la 3^e place est revenue à l'équipe de la 1^{re} RM. Dans l'épreuve «course de relais», l'équipe de la 6^e RM a accaparé la première marche du podium. La 2^e RM a décroché la 2^e place et la troisième rang est revenu à l'équipe de la 5^e RM■



Coupe nationale militaire de karaté do. Un niveau relevé



Le complexe sportif régional du sport militaire de Blida, dans la 1^{re} Région militaire, a abrité, du 29 janvier au 2 février 2023, la Coupe nationale militaire de karaté do, avec la participation de 24 équipés. Le coup d'envoi de

cette manifestation sportive a été donné par le commandant de la Façade maritime centre, le général Amar Debiche. Cette manifestation sportive a connu une intense concurrence où la première place par équipes dans la

spécialité kata, catégorie masculine, est revenue à l'équipe du Commandement de la Gendarmerie nationale. La 2^e place a été partagée par les équipes de la 1^{re} Région militaire et le Commandement de la Garde républicaine, tandis que la 3^e place a été décrochée par l'équipe de la 4^e Région militaire.

Dans la catégorie féminine, l'équipe de la 1^{re} Région militaire a obtenu la première place, suivie de l'équipe du Commandement des forces navales. Par ailleurs, la 3^e place a été partagée par les équipes de l'Ecole supérieure de l'administration militaire et le Commandement de la Gendarmerie nationale. Concernant les résultats dans

la spécialité kumité pour la catégorie messieurs, l'équipe de la 1^{re} Région militaire a obtenu la 1^{re} place, alors que les deux équipes du Commandement des forces terrestres et l'Ecole supérieure navale ont décroché la 2^e place, suivies par l'équipe du Commandement des forces navales.

Dans la catégorie féminine, l'équipe de la 1^{re} Région militaire est montée sur la 1^{re} marche du podium, tandis que la 2^e place a été partagée par les équipes du Commandement des forces navales et le Commandement de la GN. Par ailleurs, la 3^e place est revenue à l'équipe de l'Ecole supérieure navale■



Nous tenons à ce que les règles de la disponibilité que nous voulons concrétiser sur le terrain au niveau du corps de bataille de l'ANP reposent sur le principe de la complémentarité fonctionnelle et opérationnelle entre les différentes composantes de l'ANP.”

Extrait de l'allocution de Monsieur le général d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, lors de sa présidence de l'ouverture des travaux de la réunion annuelle des cadres de l'arme du matériel, le 31 janvier 2023



**Honneur aux personnels
de l'Armée nationale populaire**

